

NO COVER
(1)

NO COVER
(2)

NATIONS UNIES

RESOLUTIONS

adoptées par l'Assemblée générale

à sa

SEPTIEME SESSION

pendant la période

du 14 octobre au 21 décembre 1952



ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : SEPTIEME SESSION

SUPPLEMENT No 20 (A/2361)

New-York

NOTE I

A sa 406ème séance plénière, tenue le 18 décembre 1952, l'Assemblée générale a pris la décision :

"... d'interrompre sa septième session ordinaire le 23 décembre 1952, au plus tard, pour la reprendre le 24 février 1953, ou à une date antérieure sur la convocation du Président".

Le présent volume contient les décisions prises et les résolutions adoptées par l'Assemblée générale entre le 14 octobre et 21 décembre 1952. Après la clôture de la septième session, il sera publié un additif complétant le présent volume.

La liste des points à l'ordre du jour de la session dont l'examen n'était pas terminé à la date du 22 décembre 1952 figure au document A/2360.

NOTE II

Le texte des résolutions adoptées soit par l'Assemblée générale, soit par le Conseil économique et social, soit par le Conseil de tutelle, y compris celles qui sont mentionnées dans le présent volume, se trouve dans les volumes imprimés de résolutions, chaque volume contenant les résolutions adoptées par l'un de ces organes au cours de l'une de ses sessions, ou parties de session.

Toute résolution est désignée par un indice composé d'un numéro en chiffres arabes suivi d'un numéro en chiffres romains indiquant respectivement, d'après un ordre chronologique, la place de cette résolution dans la série à laquelle elle appartient et la session au cours de laquelle elle a été adoptée.

*
* *

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote ainsi composée signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

ERRATUM

Page 19, première colonne, ligne 32 [résolution 627 (VII)], au lieu de:
"à l'exécution ou à l'organisation coordonnée d'études, à ..."
lire: "à l'alinéa b du paragraphe 1 de cette même résolution ..."

Page 38, première colonne, ligne 24 [résolution 653 (VII)], au lieu de:
"habitantes ..." lire: "habitants" ...

A/2361/Corr.1
Français seulement

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs	ix	Election de six membres du Conseil économique et social	x
Composition du Bureau	ix	Election de deux membres du Conseil de tutelle	x
Election de trois membres non permanents du Conseil de sécurité	ix	Répartition des points de l'ordre du jour entre les séances plénières et les Commissions.....	xi
<hr/>			
Résolutions adoptées sur les rapports de la Commission de vérification des pouvoirs:			
609 (VII). Pouvoirs des représentants à la septième session de l'Assemblée générale (point 3) Résolutions (A et B) des 25 octobre et 21 décembre 1952	1	616 (VII). La question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine (point 66) Résolutions (A et B) du 5 décembre 1952	8
Résolutions adoptées sur les rapports de la Première Commission:		617 (VII). Erythrée: rapport du Commissaire des Nations Unies en Erythrée (point 21) Résolution du 17 décembre 1952.....	9
610 (VII). Corée: rapports de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (point 16, a) Résolution du 3 décembre 1952.....	3	618 (VII). Rapatriement des enfants grecs (point 23) Résolution du 17 décembre 1952.....	9
611 (VII). La question tunisienne (point 60) Résolution du 17 décembre 1952.....	5	619 (VII). Plainte pour manquement des Etats arabes aux obligations que leur font la Charte et les résolutions des Nations Unies, ainsi que les dispositions expresses des Accords d'armistice général conclus avec Israël, de renoncer à toute politique ou manifestation d'hostilité et de rechercher un accord, par voie de négociation, pour établir avec Israël des relations pacifiques (point 68) Résolution du 21 décembre 1952.....	10
612 (VII). La question marocaine (point 65) Résolution du 19 décembre 1952.....	5	620 (VII). Admission de nouveaux Membres (point 19) Résolutions (A, B, C, D, E, F et G) du 21 décembre 1952	10
613 (VII). Question d'un appel à adresser aux Puissances signataires de la Déclaration de Moscou en date du 1er novembre 1943 pour les inviter à exécuter sans retard leurs engagements à l'égard de l'Autriche (point 63) Résolution du 20 décembre 1952.....	5	Résolutions adoptées sur les rapports de la Deuxième Commission:	
Résolutions adoptées sur les rapports de la Commission politique spéciale:		621 (VII). Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (point 25) Résolution du 21 décembre 1952.....	13
614 (VII). Rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (point 20) Résolution du 6 novembre 1952.....	7	Annexe. — Dispositions financières [approuvées par le Conseil économique et social dans le paragraphe 4 de sa résolution 433 B (XIV)]	14
615 (VII). Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine (point 22) Résolution du 5 décembre 1952.....	8		

	<i>Pages</i>
622 (VII). Financement du développement économique grâce à la fixation de prix inter- développés (point 25) Résolutions (A, B et C) du 21 décembre 1952	14
623 (VII). Financement du développement économique grâce à la fixation de prix inter- nationaux justes et équitables pour les produits de base et à la réalisation de pro- grammes nationaux de développement éco- nomique intégré (point 25) Résolution du 21 décembre 1952.....	15
624 (VII). Migration et développement écono- mique (point 25) Résolution du 21 décembre 1952.....	16
625 (VII). Réforme agraire (point 25) Résolutions (A et B) du 21 décembre 1952	16
626 (VII). Droit d'exploiter librement les richesses et les ressources naturelles (point 25) Résolution du 21 décembre 1952.....	18
627 (VII). Activités des commissions écono- miques régionales et développement écono- mique des pays insuffisamment développés (point 25) Résolution du 21 décembre 1952	18
628 (VII). Augmentation de la production de denrées alimentaires (point 11) Résolution du 21 décembre 1952.....	19
Résolutions adoptées sur les rapports de la Troisième Commission:	
629 (VII). Projet de protocole relatif au statut des apatrides (point 28) Résolution du 6 novembre 1952.....	21
630 (VII). Convention relative au droit inter- national de rectification (point 29) Résolution du 16 décembre 1952.....	21
Annexe. — Convention relative au droit international de rectification	22
631 (VII). Travaux futurs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la liberté de l'information (point 29) Résolution du 16 décembre 1952.....	24
632 (VII). Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse (point 29) Résolution du 16 décembre 1952.....	24
633 (VII). Moyens d'information dans les ré- gions insuffisamment développées du monde (point 29) Résolution du 16 décembre 1952.....	24
634 (VII). Question de la diffusion d'informa- tions fausses ou déformées (point 29) Résolution du 16 décembre 1952.....	25
635 (VII). Liberté de l'information et de la presse: projet de code d'honneur interna- tional (point 29) Résolution du 16 décembre 1952.....	25

	<i>Pages</i>
636 (VII). Diffusion des résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies (point 29) Résolution du 16 décembre 1952.....	25
637 (VII). Droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes (point 30) Résolutions (A, B et C) du 16 décembre 1952	25
638 (VII). Intégration des réfugiés (point 27) Résolution du 20 décembre 1952.....	26
639 (VII). Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (point 27) Résolution du 20 décembre 1952.....	27
640 (VII). Convention sur les droits politiques de la femme (point 61) Résolution du 20 décembre 1952.....	27
Annexe. — Convention sur les droits poli- tiques de la femme	27
641 (VII). Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance (point 11) Résolution du 20 décembre 1952.....	28
642 (VII). Développement économique et so- cial intégré (point 11) Résolution du 20 décembre 1952.....	29
Résolutions adoptées sur les rapports de la Quatrième Commission:	
643 (VII). Situation sociale dans les territoires non autonomes (point 33) Résolution du 10 décembre 1952.....	31
644 (VII). Discriminations raciales dans les territoires non autonomes (point 33) Résolution du 10 décembre 1952.....	31
645 (VII). Politique en matière économique, sociale et de l'enseignement dans les terri- toires non autonomes (point 33) Résolution du 10 décembre 1952.....	32
646 (VII). Reconstitution du Comité des ren- seignements relatifs aux territoires non autonomes (point 34) Résolution du 10 décembre 1952.....	32
647 (VII). Participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (point 35) Résolution du 10 décembre 1952.....	33
648 (VII). Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes (point 36) Résolution du 10 décembre 1952.....	33
Annexe. — Facteurs permettant de con- clure qu'une population a accédé à l'indé- pendance ou à toute autre forme d'auto- nomie séparée	34

	Pages		Pages
649 (VII). Unions administratives concernant les Territoires sous tutelle (point 31) Résolution du 20 décembre 1952.....	35	661 (VII). Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée: rapport financier et comptes pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1952 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes (point 39, d) Résolution du 25 novembre 1952.....	43
650 (VII). Cessation de la transmission, en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, de renseignements concernant les Antilles néerlandaises et le Surinam (point 37) Résolution du 20 décembre 1952.....	36	662 (VII). Prévisions supplémentaires de dépenses pour l'exercice financier 1952 (point 41) Résolution du 25 novembre 1952.....	43
651 (VII). Question du Sud-Ouest Africain (point 38) Résolution du 20 décembre 1952.....	36	663 (VII). Siège de l'Organisation des Nations Unies (point 47) Résolution du 25 novembre 1952.....	45
652 (VII). La question des Ewés et de l'unification du Togo (point 32) Résolution du 20 décembre 1952.....	36	664 (VII). Adoption de l'espagnol comme langue de travail par le Conseil économique et social et ses commissions techniques (point 62) Résolution du 5 décembre 1952.....	45
653 (VII). Participation des habitants autochtones des Territoires sous tutelle au gouvernement de ces Territoires et aux travaux du Conseil de tutelle (point 12) Résolution du 21 décembre 1952.....	38	665 (VII). Barème de répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies: rapport du Comité des contributions (point 46) Résolution du 5 décembre 1952.....	45
654 (VII). Rapport du Conseil de tutelle (point 12) Résolution du 21 décembre 1952.....	38	666 (VII). Nominations aux postes vacants au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (point 44, a) Résolution du 20 décembre 1952.....	46
655 (VII). Audition de pétitionnaires du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française (point 12) Résolution du 21 décembre 1952.....	38	667 (VII). Nominations aux postes vacants au Comité des contributions (point 44, b) Résolutions (A et B) du 20 décembre 1952	46
656 (VII). Audition de pétitionnaires du Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne (point 12) Résolution du 21 décembre 1952.....	39	668 (VII). Nomination à un poste vacant au Comité des Commissaires aux comptes (point 44, c) Résolution du 20 décembre 1952.....	46
Résolutions adoptées sur les rapports de la Cinquième Commission:		669 (VII). Confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général au Comité des placements (point 44, d) Résolution du 20 décembre 1952.....	46
657 (VII). Revision de l'Accord postal entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique (point 48) Résolution du 6 novembre 1952.....	42	670 (VII). Nominations aux postes vacants au Tribunal administratif des Nations Unies (point 44, e) Résolution du 20 décembre 1952.....	47
658 (VII). Organisation des Nations Unies: rapport financier et comptes pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1951 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes (point 39, a) Résolution du 25 novembre 1952.....	42	671 (VII). Nominations aux postes vacants au Comité de la Caisse des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies (point 44, f) Résolution du 20 décembre 1952.....	47
659 (VII). Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance: rapport financier et comptes pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1951 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes (point 39, b) Résolution du 25 novembre 1952.....	42	672 (VII). Coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées: coordination sur le plan administratif et budgétaire (point 26, a) Résolutions (A et B) du 20 décembre 1952	47
660 (VII). Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient: comptes pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 30 juin 1952 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes (point 39, c) Résolution du 25 novembre 1952.....	42		

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
673 (VII). Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses de fonds de l'assistance technique prélevés sur le compte spécial, effectuées par les institutions spécialisées (point 40)		685 (VII). Demande à la Commission du droit international de donner priorité à la codification de la question: "Relations et immunités diplomatiques" (point 58)	
Résolution du 20 décembre 1952.....	47	Résolution du 5 décembre 1952.....	62
674 (VII). Ouverture de crédits pour l'exercice financier 1953 (point 42)		686 (VII). Moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier (point 55)	
Résolution du 21 décembre 1952.....	48	Résolution du 5 décembre 1952.....	62
675 (VII). Dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice financier 1953 (point 42)		687 (VII). Juridiction criminelle internationale (point 52)	
Résolution du 21 décembre 1952.....	50	Résolution du 5 décembre 1952.....	62
676 (VII). Fonds de roulement (exercice financier 1953) [point 42]		688 (VII). Question de la définition de l'agression (point 54)	
Résolution du 21 décembre 1952.....	50	Résolution du 20 décembre 1952.....	63
677 (VII). Paiement d'honoraires aux rapporteurs des organes des Nations Unies (point 42)		689 (VII). Mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale (point 50)	
Résolution du 21 décembre 1952.....	51	Résolutions (A et B) du 21 décembre 1952	63
678 (VII). Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 1951 (point 45, a)		690 (VII). Etat des affaires de réclamation pour dommages subis au service de l'Organisation des Nations Unies (point 57)	
Résolution du 21 décembre 1952.....	51	Résolution du 21 décembre 1952.....	64
679 (VII). Deuxième évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (point 45, b)		691 (VII). Rectification du texte chinois de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (point 56)	
Résolution du 21 décembre 1952.....	51	Résolution du 21 décembre 1952.....	64
680 (VII). Amendements aux statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (point 45, c)		Résolution adoptée sur le rapport du Bureau:	
Résolution du 21 décembre 1952.....	52	692 (VII). Modification éventuelle de la date d'ouverture des sessions ordinaires de l'Assemblée générale	
Annexe. — Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (incorporant les amendements et additions approuvés par l'Assemblée générale à sa septième session)	52	Résolution du 18 décembre 1952.....	65
681 (VII). Administration de l'Organisation des Nations Unies (point 69)		Résolution adoptée sur le rapport du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires:	
Résolutions (A et B) du 21 décembre 1952	58	693 (VII). Création d'un Comité de négociation des fonds extra-budgétaires (point 43)	
682 (VII). Statut du personnel des Nations Unies: question d'une période de stage (point 49)		Résolution du 25 octobre 1952.....	67
Résolution du 21 décembre 1952.....	59	Résolution adoptée sur le rapport du Comité spécial du programme des conférences:	
Résolutions adoptées sur les rapports de la Sixième Commission:		694 (VII). Programme des conférences à tenir au Siège et à Genève (point 26, b)	
683 (VII). Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quatrième session (point 51)		Résolution du 20 décembre 1952.....	69
Résolution du 6 novembre 1952.....	61	Résolutions adoptées sans renvoi à une Commission:	
684 (VII). Méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction (point 53)		695 (VII). Rapport du Conseil de sécurité (point 10)	
Résolution du 6 novembre 1952.....	61	Résolution du 27 octobre 1952.....	71
		696 (VII). Nomination des membres de la Commission d'observation pour la paix (point 24)	
		Résolution du 6 novembre 1952.....	71

697 (VII). Demande d'admission du Japon à l'Organisation de l'aviation civile internationale (point 64) Résolution du 6 novembre 1952.....	71	conférences à tenir au Siège et à Genève (point 26, b) Résolution du 25 novembre 1952.....	71
698 (VII). Coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées: programme des		699 (VII). Attribution de la mention "Mort pour les Nations Unies" à ceux qui, dans certaines conditions, sont tués au service des Nations Unies (point 59) Résolution du 5 décembre 1952.....	72

CONSTITUTION DE LA COMMISSION DE VERIFICATION DES POUVOIRS

Conformément à l'article 28 de son règlement intérieur l'Assemblée générale, à sa 376ème séance plénière tenue le 14 octobre 1952, nomme une Commission de vérification des pouvoirs chargée d'examiner les pouvoirs des représentants¹.

Les délégations des Etats Membres suivants sont nommées membres de la Commission :

BELGIQUE, BIRMANIE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LIBAN, NOUVELLE-ZÉLANDE, PANAMA, PARAGUAY, SUÈDE et UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.

Le représentant du Liban est élu Président de la Commission.

COMPOSITION DU BUREAU

Le Bureau de l'Assemblée générale pour la septième session a été constitué comme suit :

a) *Président de l'Assemblée générale:*

Son Excellence M. Lester B. Pearson (Canada).

b) *Vice-Présidents élus par l'Assemblée générale:*

CHINE, EGYPTE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, HONDURAS, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.

c) *Présidents des six grandes Commissions et de la Commission politique spéciale de l'Assemblée générale:*

Première Commission: M. João Carlos Muniz (Brésil) ;

Deuxième Commission: M. Jiri Nosek (Tchécoslovaquie) ;

Troisième Commission: M. Amjad Ali (Pakistan) ;

Quatrième Commission: M. Rodolfo Muñoz (Argentine) ;

Cinquième Commission: M. le général Carlos P. Rómulo (Philippines) ;

Sixième Commission: M. le prince Wan Waithayakon (Thaïlande) ;

Commission politique spéciale: M. Alexis Kyrrou (Grèce).

376ème et 378ème séances plénières,
le 14 octobre 1952.

ELECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL DE SECURITE

L'Assemblée générale procède à l'élection de trois membres non permanents du Conseil de sécurité, en remplacement de trois membres sortants :

BRÉSIL, PAYS-BAS et TURQUIE.

Les Etats suivants sont élus :

COLOMBIE, DANEMARK et LIBAN.

389ème séance plénière,
le 25 octobre 1952.

¹ Voir aussi ci-après, page 1, "Résolutions adoptées sur les rapports de la Commission de vérification des pouvoirs".

ELECTION DE SIX MEMBRES DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

L'Assemblée générale procède à l'élection de six membres du Conseil économique et social pour pourvoir aux sièges qui deviendront vacants par suite de l'expiration du mandat des Etats suivants :

CANADA, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, IRAN, MEXIQUE, PAKISTAN et TCHÉCOSLOVAQUIE.

Les Etats suivants sont élus :

AUSTRALIE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, INDE, TURQUIE, VENEZUELA et YUGOSLAVIE.

*389ème séance plénière,
le 25 octobre 1952;
et 390ème séance plénière,
le 27 octobre 1952.*

ELECTION DE DEUX MEMBRES DU CONSEIL DE TUTELLE

L'Assemblée générale procède à l'élection de deux membres du Conseil de tutelle pour pourvoir aux sièges qui deviendront vacants par suite de l'expiration des mandats du SALVADOR et de l'IRAK.

Les Etats suivants sont élus :

SALVADOR et SYRIE.

*390ème séance plénière,
le 27 octobre 1952.*

REPARTITION DES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR ENTRE LES SEANCES PLENIERES ET LES COMMISSIONS¹

Séances plénières

1. Ouverture de la session par le Chef de la délégation du Mexique (point 1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (point 2).
3. Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs (point 3).
4. Election du Président (point 4).
5. Constitution des grandes Commissions et election de leurs bureaux (point 5).
6. Election des Vice-Présidents (point 6).
7. Adoption de l'ordre du jour (point 7).
8. Ouverture de la discussion générale (point 8).
9. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (point 9).
10. Rapport du Conseil de sécurité (point 10).
11. Rapport du Conseil économique et social [chapitres I, V (section II), VI (section II et III), VII, VIII et IX] (point 11).
12. Election de trois membres non permanents du Conseil de sécurité (point 13).
13. Election de six membres du Conseil économique et social (point 14).
14. Election de deux membres du Conseil de tutelle (point 15).
15. Nomination de membres de la Commission d'observation pour la paix (point 24).
16. Coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées. Programme des conférences à tenir au Siège et à Genève: rapport du Secrétaire général (point 26, b)².
17. Rapport du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires (point 43).

¹ Sauf indication contraire, tous les points énumérés ci-après faisaient partie de l'ordre du jour approuvé par l'Assemblée générale à ses 380^{ème} et 381^{ème} séances plénières tenues les 16 et 17 octobre 1952 respectivement. A sa 382^{ème} séance plénière, le 17 octobre 1952, l'Assemblée générale a décidé de traiter certains de ces points en séance plénière et a renvoyé les autres aux commissions compétentes. Pour le texte complet de l'ordre du jour, voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Séances plénières*.

² Point renvoyé à un comité spécial le Comité spécial du programme des conférences, créé par la résolution 698 (VII) adoptée à la 398^{ème} séance plénière, tenue le 25 novembre 1952.

18. Mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale: rapport du Secrétaire général (point 50)³.
19. Demande du Gouvernement chinois tendant à ce que le texte chinois de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide fasse l'objet d'une revision (point 56)⁴.
20. Attribution de la mention "Mort pour les Nations Unies" à ceux qui, dans certaines conditions, sont tués au service des Nations Unies (point 59).
21. Demande d'admission du Japon à l'Organisation de l'aviation civile internationale (point 64).
22. Nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (point 74)⁵.
23. Rapport du Secrétaire général sur l'administration du personnel (point 75)⁶.
24. Plainte relative aux massacres de prisonniers de guerre coréens et chinois commis par les autorités militaires des Etats-Unis dans l'île de Pongan (point 76)⁷.

Première Commission

QUESTIONS POLITIQUES ET DE SÉCURITÉ (Y COMPRIS LA RÉGLEMENTATION DES ARMEMENTS)

1. Méthodes que l'on pourrait utiliser pour maintenir et consolider la paix et la sécurité internationales, conformément aux buts et principes de la Charte: rapport de la Commission chargée des mesures collectives (point 18)⁸.
2. Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements: rapport de la Commission du désarmement (point 17)⁹.

³ A sa 388^{ème} séance plénière, tenue le 24 octobre 1952, l'Assemblée générale a différé plus ample examen de cette question jusqu'au moment où la Sixième Commission lui aurait fait rapport au sujet des amendements proposés au règlement intérieur et où la Cinquième Commission lui aurait donné son avis sur l'incidence budgétaire éventuelle des propositions contenues au paragraphe 47 du mémoire du Secrétaire général (A/2206).

⁴ Point renvoyé à la Sixième Commission par décision prise le 5 décembre 1952 à la 400^{ème} séance plénière.

⁵ Point inséré dans l'ordre du jour par décision prise le 13 novembre 1952 à la 396^{ème} séance plénière. L'examen de ce point n'était pas terminé à la date du 22 décembre 1952.

⁶ Point inséré dans l'ordre du jour par décision prise le 18 décembre 1952 à la 406^{ème} séance plénière. L'examen de ce point n'était pas terminé à la date du 22 décembre 1952.

⁷ Point inséré dans l'ordre du jour par décision prise le 18 décembre 1952 à la 406^{ème} séance plénière et mis immédiatement en discussion à la même séance. L'Assemblée générale, saisie d'un projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, a rejeté ce projet de résolution.

⁸ L'examen de ce point n'était pas terminé à la date du 22 décembre 1952.

3. Rapports de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (point 16, a)⁹.
4. Question d'un appel à adresser aux Puissances signataires de la Déclaration de Moscou en date du 1er novembre 1943 pour les inviter à exécuter sans retard leurs engagements à l'égard de l'Autriche (point 63).
5. La question tunisienne (point 60).
6. La question marocaine (point 65).
7. L'ingérence des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires intérieures d'autres Etats, telle qu'elle se manifeste par l'organisation, du côté du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, d'activités subversives et d'espionnage dirigées contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République populaire de Chine, la République tchécoslovaque et d'autres Etats de démocratie populaire (point 71)¹⁰.
8. Mesures tendant à écarter la menace d'une nouvelle guerre mondiale et mesures tendant à consolider la paix et l'amitié entre les peuples (72)¹¹.
9. Question d'une enquête impartiale au sujet des accusations de recours à la guerre bactérienne portées contre les forces des Nations Unies (73)¹¹.

Commission politique spéciale

(Note.—Cette Commission a été établie par l'Assemblée générale à sa 377ème séance plénière, tenue le 14 octobre 1952.)

1. Erythrée: rapport du Commissaire des Nations Unies en Erythrée (point 21).
2. Admission de nouveaux Membres (point 19):
 - a) Suite donnée aux demandes d'admission encore en suspens: rapport du Conseil de sécurité;
 - b) Demande d'avis consultatif de la Cour internationale de Justice: projet de résolution proposé au cours de la sixième session par le Costa-Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador (A/C.1/708).
3. Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine (point 22).
4. La question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine (point 66).

⁹ L'examen de ce point n'était pas terminé à la date du 22 décembre 1952. Voir aussi la résolution 610 (VII).

¹⁰ L'examen de ce point n'était pas terminé à la date du 22 décembre 1952.

¹¹ Point inséré dans l'ordre du jour et renvoyé à la Première Commission par décision prise le 21 octobre 1952 à la 386ème séance plénière. L'examen de ce point n'était pas terminé à la date du 22 décembre 1952.

5. La Commission de conciliation pour la Palestine et ses travaux au regard des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (point 67)¹².
6. Plainte pour manquement des Etats arabes aux obligations que leur font la Charte et les résolutions des Nations Unies, ainsi que les dispositions expresses des accords d'armistice général conclus avec Israël, de renoncer à toute politique ou manifestation d'hostilité et de rechercher un accord, par voie de négociation, pour établir avec Israël des relations pacifiques (point 68).
7. Rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (point 20).
8. Rapatriement des enfants grecs: rapports du Secrétaire général et des organisations internationales de la Croix-Rouge (point 23).

Deuxième Commission

QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

1. Développement économique des pays insuffisamment développés (point 25):
 - a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social;
 - b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
 - c) Réformes agraires: rapport du Secrétaire général;
 - d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés.
2. Rapport du Conseil économique et social [chapitres II, III et VI (section I)] (point 11).
3. Rapport de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée (point 16, b)¹³.

Troisième Commission

QUESTIONS SOCIALES, HUMANITAIRES ET CULTURELLES

1. Projet de protocole relatif au statut des apatrides (point 28).
2. Liberté de l'information (point 29):
 - a) Problèmes de la liberté de l'information, notamment étude du projet de Convention relative à la liberté de l'information;
 - b) Diffusion, par les gouvernements, des résolutions adoptées par des organes des Nations Unies que le Secrétaire général leur a transmises.
3. Rapport du Conseil économique et social [chapitres IV et V (sauf la section II)] (point 11).

¹² A la 406ème séance plénière, tenue le 18 décembre 1952, le projet de résolution proposé sur ce point par la Commission politique spéciale n'a pas été adopté, ce projet n'ayant pas recueilli la majorité des deux tiers des voix, qui était requise.

¹³ Point renvoyé à la Première Commission par décision prise le 18 décembre 1952 à la 406ème séance plénière; l'examen de ce point n'était pas terminé à la date du 22 décembre 1952.

4. Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (point 27).
5. Projet de Convention sur les droits politiques de la femme (point 61).
6. Plainte pour inobservation par les Etats qui continuent de détenir des membres des forces armées helléniques, de la résolution 382 A (V) de l'Assemblée générale, en date du 1er décembre 1950, recommandant de "rapatrier tous ceux des membres des forces armées helléniques qui en expriment le désir" (point 70).
7. Droits de l'homme. Recommandations relatives au respect, sur le plan international, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes: rapport du Conseil économique et social (point 30).

Quatrième Commission

TUTELLE (Y COMPRIS LES TERRITOIRES NON AUTONOMES)

1. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte: rapports du Secrétaire général et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (point 33):
 - a) Renseignements relatifs à la situation et au progrès dans le domaine social;
 - b) Renseignements relatifs à la situation dans d'autres domaines;
 - c) Transmission de renseignements.
2. Question de la reconstitution du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (point 34).
3. Participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes: rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (point 35).
4. Rapport du Conseil de tutelle (point 12).
5. Unions administratives concernant les Territoires sous tutelle: rapport spécial du Conseil de tutelle et rapport du Comité des unions administratives (point 31).
6. Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes; rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [point 36].
7. Cessation de la transmission, en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, de renseignements concernant les Antilles néerlandaises et le Surinam (point 37).
8. La question des Ewés et de l'unification du Togo: rapport spécial du Conseil de tutelle (point 32).
9. Question du Sud-Ouest Africain (point 38):
 - a) Mise en œuvre de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice: rapport du Comité spécial du Sud-Ouest Africain;
- b) Examen de tout rapport sur l'administration du Sud-Ouest Africain qui serait présenté par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine: rapport du Comité spécial du Sud-Ouest Africain.

Cinquième Commission

QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES

1. Rapports financiers et comptes, et rapports du Comité des Commissaires aux comptes (point 39):
 - a) Organisation des Nations Unies, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1951;
 - b) Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1951;
 - c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, pour la période du 1er janvier 1951 au 30 juin 1952;
 - d) Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1952.
2. Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses de fonds de l'assistance technique prélevés sur le compte spécial, effectuées par les institutions spécialisées (point 40).
3. Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1953 (point 42):
 - a) Prévisions budgétaires présentées par le Secrétaire général;
 - b) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
4. Administration postale de l'Organisation des Nations Unies: rapport du Secrétaire général (point 48).
5. Question de l'adoption de l'espagnol comme langue de travail par le Conseil économique et social et ses commissions techniques (point 62).
6. Siège de l'Organisation des Nations Unies: rapport du Secrétaire général (point 47).
7. Prévisions budgétaires supplémentaires pour 1952: rapport du Secrétaire général (point 41).
8. Barème de répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies: rapport du Comité des contributions (point 46).
9. Nomination aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale (point 14):
 - a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Comité des contributions;
 - c) Comité des Commissaires aux comptes;
 - d) Comité des placements: confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général;

- e) Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Comité de la Caisse des pensions du personnel des Nations Unies.
10. Coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées: coordination sur le plan administratif et budgétaire: rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (point 26, a).
 11. Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (point 45):
 - a) Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 1951;
 - b) Deuxième évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies: rapport de l'Actuaire;
 - c) Amendements aux statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies: rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.
 12. Administration de l'Organisation des Nations Unies (point 69).
 13. Statut du personnel des Nations Unies. Question d'une période de stage: rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (point 49)

Sixième Commission

QUESTIONS JURIDIQUES

1. Méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction: rapport du Comité spécial (point 53).
2. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quatrième session (point 51).
3. Priorité à donner, conformément à l'article 18 du statut de la Commission du droit international, à la codification de la question "Relations et immunités diplomatiques" (point 58).
4. Moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier: rapport du Secrétaire général (point 55).
5. Question de la définition de l'agression: rapport du Secrétaire général (point 54).
6. Juridiction criminelle internationale: rapport du Comité pour une juridiction criminelle internationale (point 52).
7. Etat des affaires de réclamation pour dommages subis au service des Nations Unies: rapport du Secrétaire général (point 57).
8. Demande du Gouvernement chinois tendant à ce que le texte chinois de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide fasse l'objet d'une révision (point 56)¹⁴.

¹⁴ Point renvoyé à la Sixième Commission par décision prise le 5 décembre 1952 à la 400ème séance plénière.

RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA COMMISSION DE VERIFICATION DES POUVOIRS

609 (VII). Pouvoirs des représentants à la septième session de l'Assemblée générale

A

L'Assemblée générale

1. *Approuve* le premier rapport¹ de la Commission de vérification des pouvoirs;

2. *Décide* de surseoir, pour la durée de sa septième session, à l'examen de toute proposition tendant à exclure les représentants du Gouvernement de la République de Chine et à inviter à siéger les représentants

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Annexes*, point 3 de l'ordre du jour, document A/2234.

du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine.

*389ème séance plénière,
le 25 octobre 1952.*

B

L'Assemblée générale

Approuve le second rapport² de la Commission de vérification des pouvoirs.

*410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

² Voir le document A/2343.

RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA PREMIERE COMMISSION

S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
610 (VII). Corée : rapports de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (3 décembre 1952) [point 16, a].....	3
611 (VII). La question tunisienne (17 décembre 1952) [point 60].....	5
612 (VII). La question marocaine (19 décembre 1952) [point 65].....	5
613 (VII). Question d'un appel à adresser aux Puissances signataires de la Déclaration de Moscou en date du 1er novembre 1943 pour les inviter à exécuter sans retard leurs engagements à l'égard de l'Autriche (20 décembre 1952) [point 63].....	5

610 (VII). Corée : rapports de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée

L'Assemblée générale,

Ayant reçu le rapport spécial du Commandement des Nations Unies en date du 18 octobre 1952¹ sur la situation actuelle des opérations militaires et des négociations d'armistice en Corée, ainsi que d'autres rapports ayant trait à la Corée,

Notant et approuvant les progrès considérables accomplis dans la voie d'un armistice grâce aux négociations de Panmunjom, et les projets d'accords destinés à amener la cessation des hostilités en Corée et le règlement de la question coréenne,

Constatant en outre que le désaccord entre les parties sur une unique question encore en suspens empêche seul la conclusion d'un armistice et qu'un accord a déjà été réalisé dans une très large mesure sur les principes suivant lesquels cette question encore en suspens peut être résolue,

Ayant présentes à l'esprit les pertes en vies humaines, les dévastations et les souffrances immenses qui continuent à se produire comme conséquence et du fait de la continuation des hostilités,

Vivement consciente de la nécessité d'amener rapidement la cessation des hostilités et de la nécessité d'un règlement pacifique de la question coréenne,

Désireuse de hâter et de faciliter la convocation de la conférence politique prévue à l'article 60 du projet de Convention d'armistice²,

1. *Affirme* que la libération et le rapatriement des prisonniers de guerre devront être effectués conformément aux dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre³, aux principes et aux usages établis du droit

¹ Voir le document A/2228.

² *Ibid.*, annexe A.

³ Voir *Recueil des Traités, Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*, vol. 75, 1950, No 972, page 135.

international et aux dispositions pertinentes du projet de Convention d'armistice;

2. *Affirme* qu'il ne devra pas être fait usage de la force contre les prisonniers de guerre afin d'empêcher ou d'assurer leur retour dans leur pays d'origine, et que ceux-ci devront être traités en toutes circonstances avec humanité et conformément aux dispositions expresses de la Convention de Genève, ainsi qu'à l'esprit général de cette Convention;

3. *Prie en conséquence* le Président de l'Assemblée générale de communiquer les propositions ci-après, en tant que base juste et raisonnable d'un accord en vue de faire immédiatement cesser le feu de façon effective, au Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine et aux autorités nord-coréennes en les invitant à accepter lesdites propositions, et de faire rapport à l'Assemblée générale au cours de sa présente session, dès qu'il y aura lieu.

PROPOSITIONS

I. Afin de faciliter le retour de tous les prisonniers de guerre dans leur pays d'origine, il sera établi une Commission de rapatriement composée, soit des représentants de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Suède et de la Suisse, c'est-à-dire des quatre Etats désignés d'un commun accord pour constituer la Commission de contrôle de nations neutres visée au paragraphe 37 du projet de Convention d'armistice, soit des représentants de quatre Etats qui ne participent pas aux hostilités, chaque partie désignant deux Etats, un représentant d'un Etat membre permanent du Conseil de sécurité ne pouvant faire partie de la Commission.

II. La libération et le rapatriement des prisonniers de guerre seront effectués conformément aux dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949, relative au traitement des prisonniers de guerre, aux principes et usages établis du droit international et aux dispositions pertinentes du projet de Convention d'armistice.

III. Il ne sera pas fait usage de la force contre les prisonniers de guerre afin d'empêcher ou d'assurer leur retour dans leur pays d'origine; aucun acte de violence contre leur personne, aucune insulte à leur dignité ou

à leur amour-propre ne seront autorisés, sous quelque forme que ce soit et à quelque fin que ce soit. Il appartiendra à la Commission de rapatriement et à chacun de ses membres de veiller au respect de cette prescription. Les prisonniers de guerre seront traités en toutes circonstances avec humanité et conformément aux dispositions expresses de la Convention de Genève, ainsi qu'à l'esprit général de cette Convention.

IV. Tous les prisonniers de guerre seront libérés de la surveillance militaire et de la garde de chacune des parties qui les retiennent et remis à la Commission de rapatriement en nombre convenu, aux points d'échange convenus et dans des zones démilitarisées convenues.

V. Il sera alors procédé immédiatement au classement des prisonniers de guerre d'après leur nationalité et leur domicile, comme l'ont proposé le général Kim Il Sung, Commandant suprême de l'armée populaire coréenne et le général Peng Teh-Huai, Commandant des volontaires du peuple chinois, dans la lettre⁴ qu'ils ont adressée le 16 octobre 1952 au général Mark W. Clark, Commandant en chef des forces des Nations Unies.

VI. Après classement, les prisonniers de guerre seront libres de retourner immédiatement dans leur pays d'origine et toutes les parties intéressées faciliteront leur retour dans les moindres délais.

VII. Conformément aux dispositions arrêtées à cette fin par la Commission de rapatriement, chaque partie au conflit aura la liberté et les moyens d'expliquer aux prisonniers de guerre qui dépendent d'elle quels sont leurs droits et de communiquer aux prisonniers de guerre tous renseignements concernant leur retour dans leur pays d'origine et notamment leur pleine liberté de se faire rapatrier.

VIII. Des équipes de la Croix-Rouge des deux parties aideront la Commission de rapatriement dans sa tâche et auront accès, conformément aux dispositions du projet de Convention d'armistice, auprès des prisonniers de guerre tant que ceux-ci se trouveront sous la juridiction provisoire de la Commission de rapatriement.

IX. Les prisonniers de guerre auront la liberté et les moyens d'adresser des représentations et des communications à la Commission de rapatriement et aux organes et institutions qui en dépendront, ainsi que de faire connaître à ces organes, ou à l'un quelconque d'entre eux, leurs désirs relativement à toute question les concernant, conformément aux dispositions que la Commission prendra à cette fin.

X. Nonobstant les dispositions du paragraphe III ci-dessus, aucune disposition du présent Accord de rapatriement ne sera interprétée comme portant atteinte au droit de la Commission de rapatriement (ou de ses représentants autorisés) d'exercer ses fonctions et responsabilités légitimes touchant la surveillance des prisonniers soumis à sa juridiction provisoire.

XI. Les termes du présent Accord de rapatriement et des arrangements pris en application de cet Accord seront portés à la connaissance de tous les prisonniers de guerre.

XII. La Commission de rapatriement sera habilitée à demander aux parties au conflit, aux gouvernements qui en seront membres, ainsi qu'aux Etats Membres

des Nations Unies, de lui fournir l'assistance dont elle pourra avoir légitimement besoin pour s'acquitter de ses fonctions et de ses tâches, conformément aux décisions qu'elle prendra à cet effet.

XIII. Lorsque les deux parties en présence auront conclu un accord de rapatriement sur la base des présentes propositions, la Commission de rapatriement sera compétente pour interpréter ledit accord. En cas de désaccord au sein de la Commission, la décision de la majorité l'emportera. Au cas où une majorité se révélerait impossible à obtenir, un arbitre désigné d'un commun accord conformément aux dispositions du paragraphe suivant et de l'article 132 de la Convention de Genève de 1949 aura voix prépondérante.

XIV. A sa première séance, et avant la conclusion d'un armistice, la Commission de rapatriement choisira et nommera un arbitre qui sera en tout temps à la disposition de la Commission et remplira les fonctions de président à moins qu'il n'en soit convenu autrement. Si, dans les trois semaines qui suivront la date de sa première séance, la Commission ne parvient pas à se mettre d'accord sur la désignation de l'arbitre, cette question devra être renvoyée à l'Assemblée générale.

XV. La Commission de rapatriement prendra également toutes mesures utiles, après l'armistice, pour que des fonctionnaires soient attachés en qualité d'arbitres aux équipes d'inspection ou autres organes auxquels des fonctions seront déléguées ou confiées par la Commission ou en vertu des dispositions du projet de Convention d'armistice, afin de hâter le retour des prisonniers de guerre dans leur pays d'origine.

XVI. Lorsque les parties intéressées auront adhéré à l'Accord de rapatriement et qu'un arbitre aura été désigné conformément au paragraphe 14 ci-dessus, les parties seront, avec telles modifications adoptées d'un commun accord par les parties, censées avoir accepté le projet de Convention d'armistice. Les dispositions du projet de Convention d'armistice deviendront applicables pour autant qu'elles n'aient pas été modifiées par l'Accord de rapatriement. L'exécution des mesures de rapatriement prévues dans cet Accord commencera lorsque la Convention d'armistice aura été ainsi conclue.

XVII. A l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours après la signature de la Convention d'armistice, la question du sort des prisonniers de guerre qui n'auraient pas été renvoyés dans leur pays d'origine conformément à la procédure énoncée dans les présentes propositions ou adoptée de quelque autre manière, sera renvoyée à la conférence politique dont l'article 60 du projet de Convention d'armistice prévoit la convocation, accompagnée de recommandations touchant les dispositions à prendre à leur égard, et notamment de l'indication de la date limite envisagée pour la fin de leur détention. Si, à l'expiration d'un délai supplémentaire de trente jours, il se trouve encore des prisonniers de guerre dont le retour au pays d'origine n'a pas été assuré conformément à la procédure énoncée ci-dessus, ou dont l'avenir n'a pas été réglé par la conférence politique, la charge de veiller sur eux, de les entretenir et de prendre toutes dispositions concernant leur sort ultérieur sera transférée à l'Organisation des Nations Unies qui, pour toutes les questions concernant ces prisonniers, agira strictement en conformité du droit international.

⁴ Voir le document A/2230, annexe 3.

611 (VII). La question tunisienne

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question proposée par treize Etats Membres dans le document A/2152*,

Consciente de la nécessité de développer, entre les nations, des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes,

Considérant que l'Organisation des Nations Unies, centre où s'harmonisent les efforts des nations vers leurs fins communes aux termes de la Charte, devrait s'efforcer d'éliminer toutes les causes et tous les facteurs qui créent des malentendus entre les Etats Membres, réaffirmant ainsi les principes généraux de coopération dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

1. *Exprime sa confiance* que, conformément à sa politique déclarée, le Gouvernement français s'efforcera de favoriser le développement effectif des libres institutions du peuple tunisien, conformément aux buts et aux principes de la Charte;

2. *Exprime l'espoir* que les parties poursuivront sans retard leurs négociations en vue de l'accession des Tunisiens à la capacité à s'administrer eux-mêmes, compte tenu des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies;

3. *Fait appel* aux parties intéressées pour qu'elles tiennent compte, dans leurs relations et dans le règlement de leurs différends, de l'esprit de la Charte et qu'elles s'abstiennent de tout acte ou mesure qui risquerait d'aggraver la tension actuelle.

404^eme séance plénière,
17 décembre 1952.

612 (VII). La question marocaine

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question marocaine, conformément à la proposition formulée par treize Etats Membres dans le document A/2175,

Consciente de la nécessité de développer, entre les nations, des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes,

Considérant que l'Organisation des Nations Unies, centre où s'harmonisent les efforts des nations vers leurs fins communes aux termes de la Charte, devrait s'efforcer d'éliminer toutes les causes et tous les facteurs qui créent des malentendus entre les Etats Membres, réaffirmant ainsi les principes généraux de coopération dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

1. *Exprime sa confiance* que, conformément à sa politique déclarée, le Gouvernement français s'efforcera

de favoriser les libertés fondamentales du peuple marocain, conformément aux buts et aux principes de la Charte;

2. *Exprime l'espoir* que les parties poursuivront sans retard leurs négociations en vue de développer les libres institutions politiques du peuple marocain, en tenant dûment compte des droits et intérêts légitimes, conformément aux normes établies et aux usages du droit des gens;

3. *Fait appel* aux parties pour que leurs relations se déroulent dans une atmosphère de bonne volonté, de confiance mutuelle et de respect et pour qu'elles règlent leurs différends conformément à l'esprit de la Charte, s'abstenant ainsi de tout acte ou mesure qui risquerait d'aggraver la tension actuelle.

407^eme séance plénière,
le 19 décembre 1952.

613 (VII). Question d'un appel à adresser aux Puissances signataires de la Déclaration de Moscou en date du 1er novembre 1943 pour les inviter à exécuter sans retard leurs engagements à l'égard de l'Autriche

L'Assemblée générale,

Rappelant les termes de la résolution 190 (III) du 3 novembre 1948 par laquelle elle a adressé un appel aux grandes Puissances pour qu'elles redoublent d'efforts en vue de concilier leurs désaccords et d'établir une paix durable,

Rappelant les termes de la Déclaration de Moscou du 1er novembre 1943¹ par laquelle les Gouvernements de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique ont reconnu qu'il fallait rétablir une Autriche libre et indépendante,

Rappelant en outre que le Gouvernement de la France s'est associé le 16 novembre 1943² aux trois gouvernements susmentionnés pour souscrire ladite déclaration,

Considérant que, dans l'esprit de ladite déclaration, les quatre Puissances ont assumé la responsabilité de rétablir une Autriche libre et indépendante et qu'à cette fin elles ont entamé des négociations en vue de conclure un traité avec l'Autriche,

Constatant avec inquiétude que ces négociations, qui se sont poursuivies de façon intermittente depuis 1947, n'ont pas permis jusqu'à ce jour d'atteindre l'objectif visé,

Considérant que cette situation, qui existe encore sept ans après la libération de l'Autriche à la fin de la deuxième guerre mondiale et qui résulte du fait que les négociations susmentionnées n'ont pas abouti, cause une profonde déception au peuple autrichien qui a pour sa part déployé avec succès des efforts pour le relèvement et la réorganisation démocratique de l'Autriche,

¹ Royal Institute of International Affairs (London and New York), *United Nations Documents, 1941-1945, Moscow Conference, Communiqué, November 1, 1943, Declaration on Austria*, page 15.

² Voir *Recueil de textes à l'usage des Conférences de la Paix, Première partie, Documents généraux. II, Déclaration du Comité français de la libération nationale relative à l'indépendance de l'Autriche*, page 5, Imprimerie Nationale de France, 1947. France, 1947.

* Voir le document A/2152 et Corr.1.

Reconnaissant que ces efforts ne peuvent être pleinement couronnés de succès que si le peuple autrichien a le libre exercice de sa liberté et de son indépendance,

Considérant en outre que cette situation fait obstacle à la pleine participation de l'Autriche aux relations normales et pacifiques de la communauté des nations et au plein exercice des pouvoirs inhérents à sa souveraineté,

Considérant que la solution de ce problème constituerait un progrès important vers l'élimination d'autres causes de désaccord et, par conséquent, vers la création de conditions favorables à l'établissement de la paix mondiale,

Désireuse de contribuer à la consolidation de la paix et de la sécurité internationales et au développement de relations amicales entre les nations, conformément aux buts et aux principes de la Charte,

Adresse un appel pressant aux gouvernements intéressés pour qu'ils déploient d'urgence de nouveaux efforts pour parvenir à un accord sur les termes d'un traité avec l'Autriche afin de mettre rapidement fin à l'occupation de l'Autriche et d'assurer à l'Autriche le plein exercice des pouvoirs inhérents à sa souveraineté.

*409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.*

RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE

S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
614 (VII). Rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (6 novembre 1952) [point 20].....	7
615 (VII). Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine (5 décembre 1952) [point 22].....	8
616 (VII). La question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine (5 décembre 1952) [point 66].....	8
617 (VII). Erythrée: rapport du Commissaire des Nations Unies en Erythrée (17 décembre 1952) [point 21].....	9
618 (VII). Rapatriement des enfants grecs (17 décembre 1952) [point 23].....	9
619 (VII). Plainte pour manquement des Etats arabes aux obligations que leur font la Charte et les résolutions des Nations Unies, ainsi que les dispositions expresses des Accords d'armistice général conclus avec Israël, de renoncer à toute politique ou manifestation d'hostilité et de rechercher un accord, par voie de négociation, pour établir avec Israël des relations pacifiques (21 décembre 1952) [point 68].....	10
620 (VII). Admission de nouveaux Membres (21 décembre 1952) [point 19]..	10

614 (VII). Rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 194 (III) du 11 décembre 1948, 302 (IV) du 8 décembre 1949, 393 (V) du 2 décembre 1950 et 513 (VI) du 26 janvier 1952,

Ayant examiné le rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient¹ et le rapport spécial présenté conjointement par le Directeur et la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies²,

Constatant que des négociations ont eu lieu entre l'Office et les gouvernements des pays du Proche-Orient au titre du programme approuvé par la résolution 513 (VI),

Rappelant qu'elle a préconisé une réduction des dépenses de secours prévues dans le programme triennal de secours et de réintégration d'un montant de 250 millions de dollars des Etats-Unis, qu'elle a approuvé par sa résolution 513 (VI) sans préjudice des dispositions du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) ni des dispositions du paragraphe 4 de la résolution 393 (V),

¹ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 13.

² Ibid., Annexes, point 20 de l'ordre du jour, document A/2171/Add.1.

relatives à la réintégration, soit par le rapatriement soit par la réinstallation,

Reconnaissant qu'il s'est révélé impossible de réaliser immédiatement la réduction envisagée et qu'en conséquence une augmentation des dépenses de secours est nécessaire, ce qui entraîne une réduction des crédits consacrés à la réintégration,

1. *Autorise* l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient à porter à 23 millions de dollars son budget de secours pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1953 et à procéder à tous autres ajustements qu'il jugera nécessaires pour maintenir des normes satisfaisantes; autorise également l'Office à adopter, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1954, un budget de secours de 18 millions de dollars qui pourra être révisé par l'Assemblée générale lors de sa huitième session;

2. *Autorise* l'Office de secours et de travaux des Nations Unies à répartir dans le temps, suivant les plans qu'il jugera opportuns, jusqu'au 30 juin 1954, le solde des fonds disponibles pour la réintégration;

3. *Demande* que le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires procède à des négociations avec les Etats Membres et les Etats non membres au sujet des contributions à verser pour le programme.

391ème séance plénière,
le 6 novembre 1952.

615 (VII). Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 44 (I), 265 (III), 395 (V) et 511 (VI), relatives au traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine,

Constatant que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a indiqué qu'il ne pouvait accepter la résolution 511 (VI) de l'Assemblée générale en ce qui concerne la reprise de négociations avec les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan,

Constatant en outre que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a continué d'appliquer le *Group Areas Act* en contravention des dispositions des résolutions 511 (VI) et 395 (V) de l'Assemblée générale,

1. *Crée* une Commission de bons offices des Nations Unies composée de trois membres désignés par le Président de l'Assemblée générale, qui sera chargée d'organiser et de faciliter des négociations entre le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan en vue de parvenir à une solution satisfaisante du problème, conformément aux buts et aux principes de la Charte et à la Déclaration universelle des droits de l'homme;

2. *Prie* la Commission de bons offices de faire rapport à l'Assemblée générale à sa huitième session;

3. *Prie* le Secrétaire général de fournir aux membres de la Commission le personnel et les facilités nécessaires;

4. *Invite* le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à suspendre, tant que les négociations prévues au paragraphe 1 ci-dessus seront en cours, la mise en vigueur ou l'application des dispositions du *Group Areas Act*;

5. *Décide* d'inscrire la question à l'ordre du jour provisoire de la huitième session de l'Assemblée générale.

401ème séance plénière,
le 5 décembre 1952.

A la 411ème séance plénière de l'Assemblée générale, tenue le 21 décembre 1952, le Président annonce qu'il a nommé comme membres de la Commission de bons offices des Nations Unies les Etats Membres suivants: CUBA, SYRIE et YOUGOSLAVIE.

616 (VII). La question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine

A

L'Assemblée générale,

Ayant pris acte de la communication^a adressée au Secrétaire général des Nations Unies, le 12 septembre 1952, par les délégations de l'Afghanistan, de l'Arabie saoudite, de la Birmanie, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, du Liban, du Pakistan, des Philippines, de la Syrie et du Yémen, au sujet de la question du conflit racial provoqué en Afrique du Sud par la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine,

^a Voir le document A/2218, par. 3.

^b Voir le document A/2183.

Considérant que l'un des buts des Nations Unies est de réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Considérant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 103 (I) en date du 19 novembre 1946, a déclaré qu'il est de l'intérêt supérieur de l'humanité de mettre un terme aux persécutions religieuses ou dites raciales, et invité tous les gouvernements à se conformer à la Charte, dans sa lettre et dans son esprit, et à prendre, à cette fin, les mesures les plus promptes et les plus énergiques,

Considérant que l'Assemblée générale a déclaré, dans ses résolutions 395 (V) en date du 2 décembre 1950 et 511 (VI) en date du 12 janvier 1952, que toute politique de "ségrégation raciale" (apartheid) repose nécessairement sur des doctrines de discrimination raciale,

1. *Crée* une Commission, composée de trois membres, qui sera chargée d'étudier la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine à la lumière des buts et principes de la Charte, compte dûment tenu des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2, ainsi que des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'Article premier, de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'Article 13, de l'alinéa c de l'Article 55 et de l'Article 56 de la Charte, et des résolutions des Nations Unies relatives aux persécutions et aux discriminations raciales, et de présenter ses conclusions à l'Assemblée générale, pour sa huitième session;

2. *Invite* le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à apporter à la Commission son entière coopération;

3. *Prie* le Secrétaire général de fournir aux membres de la Commission le personnel et les facilités nécessaires;

4. *Décide* de maintenir la question à l'ordre du jour provisoire de la huitième session de l'Assemblée générale.

401ème séance plénière,
le 5 décembre 1952.

A sa 411ème séance, tenue le 21 décembre 1952, l'Assemblée générale décide, sur la proposition du Président, que la Commission créée aux termes du paragraphe premier de la résolution ci-dessus sera composée de M. Ralph Bunche, de M. Hernán Santa Cruz, et de M. Jaime Torres Bodet.

B

L'Assemblée générale,

Ayant pris acte de la communication^a adressée au Secrétaire général des Nations Unies, le 12 septembre 1952, par les délégations de l'Afghanistan, de l'Arabie saoudite, de la Birmanie, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, du Liban, du Pakistan, des Philippines, de la Syrie et du Yémen, au sujet du conflit racial provoqué en Afrique du Sud par la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine,

Considérant que l'un des buts des Nations Unies est de réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

^a Ibid.

Considérant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 103 (I) en date du 19 novembre 1946, a déclaré qu'il est de l'intérêt supérieur de l'humanité de mettre un terme aux persécutions religieuses ou dites raciales, et invité tous les gouvernements à se conformer à la Charte, dans sa lettre et dans son esprit, et à prendre, à cette fin, les mesures les plus promptes et les plus énergiques,

1. *Déclare* que, dans une société composée de plusieurs races, l'harmonie, le respect des droits et des libertés de l'homme et le développement pacifique d'une communauté unifiée sont le mieux garantis lorsque le système des lois et l'ensemble des pratiques visent à assurer l'égalité de tous devant la loi, sans considération de race, de croyance ou de couleur, et lorsque tous les groupes raciaux participent sur un pied d'égalité à la vie économique, sociale, culturelle et politique;

2. *Affirme* que toute politique des gouvernements des Etats Membres qui, au lieu de tendre vers ces buts, vise à perpétuer ou à accentuer la discrimination, est incompatible avec les engagements souscrits par les Etats Membres aux termes de l'Article 56 de la Charte;

3. *Invite solennellement* tous les Etats Membres à faire concorder leur politique avec l'obligation que leur impose la Charte de favoriser le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

401ème séance plénière,
le 5 décembre 1952.

617 (VII). Erythrée: rapport du Commissaire des Nations Unies en Erythrée

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 390 A (V) du 2 décembre 1950, par laquelle elle a recommandé que l'Erythrée constitue une unité autonome, fédérée avec l'Ethiopie sous la souveraineté de la Couronne d'Ethiopie,

Ayant pris acte de l'adoption et de la ratification de la Constitution érythréenne et de la ratification de l'Acte fédéral qui reproduit les dispositions des paragraphes 1 à 7 de la résolution précitée,

Ayant noté que les conditions prescrites au paragraphe 13 de la résolution 390 A (V) du 2 décembre 1950 ont été remplies et que la Fédération de l'Erythrée avec l'Ethiopie a été proclamée le 11 septembre 1952,

Prenant acte également du rapport final du Commissaire des Nations Unies en Erythrée en date du 17 octobre 1952⁶, et du rapport de l'Autorité administrante, en date du 27 octobre 1952⁷,

Félicitant le Commissaire des Nations Unies et l'ancienne Autorité administrante en Erythrée de la façon dont ils ont aidé l'Erythrée à prendre sa place dans la Fédération,

Notant également avec satisfaction la contribution que l'Ethiopie a apportée à l'établissement de la Fédération et le fait que l'Ethiopie s'est déclarée résolue à exécuter scrupuleusement les dispositions de l'Acte fédéral,

⁶ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 15.

⁷ Voir le document A/2233.

1. *Est heureuse* de constater que l'Erythrée et l'Ethiopie sont maintenant réunies en une Fédération sous la souveraineté de la Couronne d'Ethiopie;

2. *Félicite* la population et les autorités gouvernementales de la Fédération d'avoir exécuté fidèlement et avec succès les dispositions de la résolution 390 A (V) adoptée par l'Assemblée générale le 2 décembre 1950.

404ème séance plénière,
le 17 décembre 1952.

618 (VII). Rapatriement des enfants grecs

L'Assemblée générale,

Prenant acte avec inquiétude du rapport du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge⁸, ainsi que du rapport du Secrétaire général et de la Commission permanente pour le rapatriement des enfants grecs⁹,

1. *Remercie* le Comité international de la Croix-Rouge, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, la Commission permanente pour le rapatriement des enfants grecs et le Secrétaire général pour les efforts qu'ils ont déployés en vue de mettre en œuvre les résolutions 193 C (III), 288 B (IV), 382 C (V) et 517 (VI);

2. *Rappelle* que les Etats qui donnent asile à des enfants grecs ne sont pas opposés à la recommandation, faite à plusieurs reprises par l'Assemblée générale, de résoudre le problème du rapatriement de ces enfants;

3. *Déplore vivement* qu'à l'exception de la Yougoslavie, aucun des pays qui donnent asile à ces enfants grecs ne se soit conformé à ces recommandations;

4. *Blâme* les Etats qui donnent asile à des enfants grecs, à l'exception de la Yougoslavie, de n'avoir pas coopéré aux efforts faits pour permettre aux enfants grecs de regagner leur foyer;

5. *Décide* de mettre fin au mandat de la Commission permanente pour le rapatriement des enfants grecs et exprime son accord quant à la suspension par le Comité international de la Croix-Rouge et par la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge de leurs travaux — à l'exception de ceux qui sont visés au paragraphe 7 ci-après — jusqu'au moment où la situation permettra à la Croix-Rouge de prendre utilement des mesures pratiques;

6. *Constate avec satisfaction* que d'autres groupes d'enfants grecs, qui se trouvaient en Yougoslavie, ont été rapatriés;

7. *Invite* le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge à poursuivre leurs travaux en Yougoslavie jusqu'à ce que tous les enfants grecs soient rapatriés.

404ème séance plénière,
le 17 décembre 1952.

⁸ Voir le document A/2236 et Add.1.

⁹ Voir le document A/2241.

- 619 (VII). **Plainte pour manquement des Etats arabes aux obligations que leur font la Charte et les résolutions des Nations Unies, ainsi que les dispositions expresses des Accords d'armistice général conclus avec Israël, de renoncer à toute politique ou manifestation d'hostilité et de rechercher un accord, par voie de négociation, pour établir avec Israël des relations pacifiques**

L'Assemblée générale

Prend acte de la communication adressée par le représentant d'Israël au Président de la Commission politique spéciale en date du 19 décembre 1952¹⁰, dans laquelle le représentant d'Israël déclare qu'au cours des débats qu'elle a consacrés au point 67 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, cette Commission a traité de manière complète la plupart des aspects du point 68 et que la délégation d'Israël n'insiste pas pour qu'il soit procédé à l'examen de ce dernier point.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

620 (VII). Admission de nouveaux Membres

A

L'Assemblée générale,

Considérant que, malgré les efforts déployés depuis plusieurs années, il a été impossible jusqu'à présent de parvenir à une solution de l'important problème de l'admission de nouveaux Membres au sein de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant que plusieurs Etats Membres de l'Organisation ont formulé des propositions concrètes ou présenté des suggestions tendant à donner une solution satisfaisante au problème de l'admission de nouveaux Membres,

Rappelant qu'à deux reprises, la Cour internationale de Justice a émis, à la demande de l'Assemblée générale¹¹, des avis consultatifs¹² relatifs audit problème,

Rappelant ses résolutions 113 A (II) du 17 novembre 1947, 197 B (III) du 8 décembre 1948, 296 K (IV) du 22 novembre 1949, 495 (V) du 4 décembre 1950 et 506 A (VI) du 1er février 1952,

Tenant compte du fait que les demandes d'admission d'un grand nombre d'Etats sont en suspens,

Décide:

1. De créer une Commission spéciale composée d'un représentant de chacun des Etats Membres suivants: Argentine, Belgique, Canada, Chine, Colombie, Cuba, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Liban, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador et Union Sud-Africaine;

2. De donner pour mandat à la Commission spéciale de procéder à une étude minutieuse de la question de

¹⁰ Voir le document A/AC.61/L.45.

¹¹ Voir les résolutions 113 B (II) et 296 J (IV).

¹² Voir *Admission d'un Etat aux Nations Unies* (Charte, Article 4), *Avis consultatif*: C. I. J., Recueil 1948, page 57; et *Compétence de l'Assemblée pour l'admission aux Nations Unies*, *Avis consultatif*: C. I. J., Recueil 1950, page 4.

l'admission de nouveaux Membres dans l'Organisation en examinant les propositions et suggestions qui ont été présentées à l'Assemblée générale et à ses Commissions ou qui lui seront soumises directement par tout Membre de l'Organisation, la Commission spéciale devant effectuer cette étude en tenant compte des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, des débats de l'Assemblée générale et de ses Commissions, des débats du Conseil de sécurité, des avis consultatifs de la Cour internationale de Justice, des autres antécédents de la question et des principes du droit international;

3. D'inviter la Commission spéciale à présenter à l'Assemblée générale lors de sa huitième session un rapport sur ses travaux et sur les conclusions auxquelles elle sera parvenue et de transmettre ce rapport au Secrétaire général en temps opportun, afin qu'il soit distribué aux Etats Membres deux mois au moins avant l'ouverture de la huitième session de l'Assemblée générale;

4. De demander au Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission spéciale le personnel et les facilités qui lui seront nécessaires pour s'acquitter de sa tâche;

5. D'inscrire une question intitulée: "Admission de nouveaux Membres" à l'ordre du jour provisoire de la huitième session de l'Assemblée générale.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

B

L'Assemblée générale,

Notant que dix membres du Conseil de sécurité ont voté, le 18 septembre 1952¹³, en faveur d'un projet de résolution recommandant l'admission du Japon à l'Organisation des Nations Unies, mais qu'aucune recommandation n'a été faite à l'Assemblée générale, en raison de l'opposition d'un membre permanent,

Considérant qu'il est important pour l'avenir des Nations Unies que soient admis à l'Organisation tous les Etats candidats qui remplissent les conditions prévues à l'Article 4 de la Charte,

1. Déclare qu'à son avis, le Japon est un Etat pacifique au sens de l'Article 4 de la Charte, qu'il est capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire, et qu'il doit en conséquence être admis comme Membre de l'Organisation des Nations Unies;

2. Demande au Conseil de sécurité de prendre acte de cette décision de l'Assemblée générale touchant la candidature du Japon.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

C

L'Assemblée générale,

Notant que dix membres du Conseil de sécurité ont voté, le 19 septembre 1952¹⁴, en faveur d'un projet de résolution recommandant l'admission du Vietnam à l'Organisation des Nations Unies, mais qu'aucune

¹³ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité*, septième session, 602ème séance.

¹⁴ *Ibid.*, 603ème séance.

recommandation n'a été faite par le Conseil à l'Assemblée générale, en raison de l'opposition d'un membre permanent,

Considérant qu'il est important pour l'avenir des Nations Unies que soient admis à l'Organisation tous les Etats candidats qui remplissent les conditions prévues à l'Article 4 de la Charte,

1. *Déclare* qu'à son avis, le Vietnam est un Etat pacifique au sens de l'Article 4 de la Charte, qu'il est capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire et qu'il doit en conséquence être admis comme Membre de l'Organisation des Nations Unies;

2. *Demande* au Conseil de sécurité de prendre acte de cette décision de l'Assemblée générale touchant la candidature du Vietnam.

*410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

D

L'Assemblée générale,

Notant que dix membres du Conseil de sécurité ont voté, le 19 septembre 1952¹⁵, en faveur d'un projet de résolution recommandant l'admission du Cambodge à l'Organisation des Nations Unies, mais qu'aucune recommandation n'a été faite par le Conseil à l'Assemblée générale, en raison de l'opposition d'un membre permanent,

Considérant qu'il est important pour l'avenir des Nations Unies que soient admis à l'Organisation tous les Etats candidats qui remplissent les conditions prévues à l'Article 4 de la Charte,

1. *Déclare* qu'à son avis, le Cambodge est un Etat pacifique au sens de l'Article 4 de la Charte, qu'il est capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire et qu'il doit en conséquence être admis comme Membre de l'Organisation des Nations Unies;

2. *Demande* au Conseil de sécurité de prendre acte de cette décision de l'Assemblée générale touchant la candidature du Cambodge.

*410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

E

L'Assemblée générale,

Notant que dix membres du Conseil de sécurité ont voté, le 19 septembre 1952¹⁶, en faveur d'un projet de résolution recommandant l'admission du Laos à l'Organisation des Nations Unies, mais qu'aucune recommandation n'a été faite par le Conseil à l'Assemblée générale, en raison de l'opposition d'un membre permanent,

Considérant qu'il est important pour l'avenir des Nations Unies que soient admis à l'Organisation tous les Etats candidats qui remplissent les conditions prévues à l'Article 4 de la Charte,

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

1. *Déclare* qu'à son avis, le Laos est un Etat pacifique au sens de l'Article 4 de la Charte, qu'il est capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire et qu'il doit en conséquence être admis comme Membre de l'Organisation des Nations Unies;

2. *Demande* au Conseil de sécurité de prendre acte de cette décision de l'Assemblée générale touchant la candidature du Laos.

*410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

F

L'Assemblée générale,

Considérant que la demande d'admission de la Libye à l'Organisation des Nations Unies¹⁷ est toujours en instance devant le Conseil de sécurité,

Considérant qu'il est important pour l'avenir des Nations Unies que soient admis à l'Organisation tous les Etats candidats qui remplissent les conditions prévues à l'Article 4 de la Charte,

1. *Déclare* qu'à son avis, la Libye est un Etat pacifique au sens de l'Article 4 de la Charte, qu'elle est capable de remplir les obligations de la Charte et disposée à le faire, et qu'elle doit en conséquence être admise comme Membre de l'Organisation des Nations Unies;

2. *Demande* au Conseil de sécurité de prendre acte de cette décision de l'Assemblée générale touchant la candidature de la Libye.

*410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

G

L'Assemblée générale,

Considérant que la demande d'admission de la Jordanie à l'Organisation des Nations Unies¹⁸ est toujours en instance devant le Conseil de sécurité,

Considérant qu'il est important pour l'avenir des Nations Unies que soient admis à l'Organisation tous les Etats candidats qui remplissent les conditions prévues à l'Article 4 de la Charte,

1. *Déclare* qu'à son avis, la Jordanie est un Etat pacifique au sens de l'Article 4 de la Charte, qu'elle est capable de remplir les obligations de la Charte et disposée à le faire, et qu'elle doit en conséquence être admise comme Membre de l'Organisation des Nations Unies;

2. *Demande* au Conseil de sécurité de prendre acte de cette décision de l'Assemblée générale touchant la candidature de la Jordanie.

*410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

¹⁷ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, septième année, Supplément pour janvier, février et mars 1952, document S/2467, page 4.*

¹⁸ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, première année, seconde série, Supplément No 4, document S/101, page 50.*

RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAP PORTS DE LA DEUXIEME COMMISSION

S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
621 (VII). Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (21 décembre 1952) [point 25]	13
622 (VII). Financement du développement économique des pays insuffisamment développés (21 décembre 1952) [point 25].....	14
623 (VII). Financement du développement économique grâce à la fixation de prix internationaux justes et équitables pour les produits de base et à la réalisation de programmes nationaux de développement économique intégré (21 décembre 1952) [point 25].....	15
624 (VII). Migration et développement économique (21 décembre 1952) [point 25]	16
625 (VII). Réforme agraire (21 décembre 1952) [point 25].....	16
626 (VII). Droit d'exploiter librement les richesses et les ressources naturelles (21 décembre 1952) [point 25].....	18
627 (VII). Activités des commissions économiques régionales et développement économique des pays insuffisamment développés (21 décembre 1952) [point 25]	18
628 (VII). Augmentation de la production de denrées alimentaires (21 décembre 1952) [point 11].....	19

621 (VII). Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés

L'Assemblée générale,

Convaincue que le Programme élargi d'assistance technique¹ s'est révélé un moyen international efficace d'aider au développement économique des pays insuffisamment développés,

Persuadée que l'élargissement de ce programme et sa continuation constante peuvent contribuer dans une grande mesure à élever le niveau de vie des populations des régions insuffisamment développées,

Reconnaissant que les gouvernements qui demandent une assistance technique, d'une part, et les organisations participantes représentées au Bureau de l'assistance technique, d'autre part, seraient mieux en mesure d'arrêter et d'administrer leurs programmes à l'avenir si des renseignements sur les sommes que les gouvernements contributeurs doivent s'engager à verser pouvaient leur être fournis plus tôt qu'il n'a été possible de le faire au cours des trois premières années de l'exécution du Programme élargi,

1. *Note avec satisfaction* les mesures prises par le Conseil économique et social dans sa résolution 433 A (XIV) du 11 juin 1952;

2. *Approuve* les dispositions financières énoncées dans l'annexe à la présente résolution, que le Conseil

¹ Voir notamment la résolution 304 (IV) de l'Assemblée générale et la résolution 222 A (IX) du Conseil économique et social.

économique et social a approuvées dans le paragraphe 4 de sa résolution 433 B (XIV) du 22 juillet 1952;

3. *Prie instamment* les gouvernements d'apporter au programme, pour l'année 1953, des contributions dont le montant total devrait atteindre 25 millions de dollars, comme le Conseil économique et social l'a proposé dans sa résolution 433 B (XIV);

4. *Prie instamment* les gouvernements qui n'ont pas payé les contributions qu'ils s'étaient engagés à fournir pour le premier ou le deuxième exercice financier du Programme élargi de les verser sans retard au Compte spécial;

5. *Prie* le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires créé aux termes de la résolution 693 (VII) que l'Assemblée générale a adoptée le 25 octobre 1952, outre les tâches qui lui ont déjà été confiées, d'entamer avec les gouvernements, dès qu'il pourra le faire après la clôture de la seizième session du Conseil économique et social, des négociations avec les gouvernements au sujet des versements que ceux-ci pourraient s'engager à faire au Compte spécial pour l'exercice 1954 à titre de contribution au montant que le Conseil pourra prévoir au cours de cette session;

6. *Prie* le Conseil d'étudier la possibilité d'arrêter, pour le Programme, des prévisions financières portant sur une période supérieure à un an et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale, lors de sa huitième session.

*411ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

ANNEXE

Dispositions financières

[Approuvées par le Conseil économique et social dans le paragraphe 4 de sa résolution 433 B (XIV)]

Le montant des contributions reçues pour le troisième exercice financier sera réparti comme suit :

i) Cinquante pour cent du montant des contributions promises pour 1953, jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars, seront automatiquement répartis entre les organisations participantes, conformément à l'alinéa c du paragraphe 8 de la résolution 222 A (IX) amendée du Conseil* par prélèvements sur les contributions reçues pour le troisième exercice financier ;

ii) Le solde des contributions reçues sera versé au Compte spécial, pour répartition ultérieure, ainsi qu'il est prévu dans la résolution du 23 mai 1952 du Comité de l'assistance technique, que le Conseil économique et social a approuvée le 11 juin 1952 dans sa résolution 433 A (XIV).

622 (VII). Financement du développement économique des pays insuffisamment développés

A

L'Assemblée générale,

Considérant les obligations assumées par les gouvernements des Etats Membres en vertu des Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses résolutions 400 (V) du 20 novembre 1950 et 520 A (VI) du 12 janvier 1952,

Prenant acte des résolutions 294 (XI), section C, 342 (XII), 368 (XIII) et 416 A (XIV) que le Conseil économique et social a adoptées respectivement le 12 août 1950, le 20 mars 1951, le 22 août 1951 et le 23 juin 1952,

1. Constate avec satisfaction que le Secrétaire général a rédigé un document de travail² où il expose les diverses méthodes à suivre pour créer un fonds spécial en vue de l'octroi, aux pays insuffisamment développés, de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme pour les aider, lorsqu'ils le demanderont, à accélérer leur développement économique et à financer les projets non amortissables et d'une importance fondamentale pour leur développement économique ;

2. Constate également que, pour des raisons étrangères à sa volonté, le Conseil économique et social n'a pas été en mesure de soumettre à l'Assemblée générale, pour sa septième session, un plan détaillé concernant la création d'un tel fonds spécial, mais que, par la résolution 416 A (XIV), le Conseil a constitué un Comité chargé de dresser un plan détaillé pour le 1er mars 1953 au plus tard ;

3. Prie le Conseil économique et social de soumettre à l'Assemblée générale, à sa huitième session, le plan détaillé mentionné aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 520 A (VI) de l'Assemblée générale, y compris des recommandations relatives à la création d'un fonds spécial en vue de l'octroi de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme, et de se rappeler qu'il est particulièrement indispensable, dans l'état de tension qui règne actuellement dans le monde, de consacrer une

attention spéciale au problème du financement international du développement économique et social par la coopération internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies ;

4. Prie le Secrétaire général de mettre à la disposition du Comité constitué conformément à la résolution 416 A (XIV) du Conseil économique et social le compte rendu des délibérations pertinentes de la quatorzième session du Conseil économique et social ainsi que de la septième session de l'Assemblée générale ;

5. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa huitième session une question concernant la création d'un fonds spécial, afin d'étudier les mesures pratiques à prendre en vue de créer ce fonds aussitôt que les circonstances le permettront.

411ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

B

L'Assemblée générale,

Prenant acte avec satisfaction du rapport préliminaire établi par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement³ comme suite à la demande formulée par le Conseil économique et social dans sa résolution 368 (XIII) du 22 août 1951 touchant la contribution qu'une société financière internationale pourrait éventuellement apporter au développement économique en favorisant le financement d'entreprises privées productives dans les pays insuffisamment développés,

Rappelant que le Conseil économique et social, dans sa résolution 416 C (XIV) du 23 juin 1952, a prié la Banque internationale pour la reconstruction et le développement de poursuivre l'examen de la proposition, de demander à ses membres, en tenant compte des résultats de ce nouvel examen, leur avis sur l'opportunité de créer une société financière du type envisagé, et de faire connaître au Conseil en 1953 les résultats du nouvel examen auquel elle aura procédé, ainsi que les mesures qu'elle aura prises au sujet de la proposition en question,

Considérant que les questions relatives à la création d'une société financière internationale ont été examinées par le Conseil économique et social au cours de plusieurs sessions, et que des consultations sont en cours en vue de mieux définir à quels égards cette proposition peut recevoir effet en vue d'augmenter les moyens de financement du développement des pays insuffisamment développés,

1. Espère que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Conseil économique et social s'acquitteront bientôt de leurs tâches ;

2. Prie le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Banque internationale le compte rendu des débats que l'Assemblée générale a consacrés à cette question au cours de sa septième session ordinaire ;

3. Prie le Conseil économique et social de rendre compte à l'Assemblée générale, à sa huitième session, des progrès réalisés en ce qui concerne la proposition relative à la création d'une société financière internationale.

411ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

* Ancien alinéa c du paragraphe 9.

² Voir le document E/2234. Le texte de ce document de travail est résumé au paragraphe 335 du dernier rapport du Conseil économique et social. (Voir A/2172, Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 3.)

³ Voir le document E/2215.

C

L'Assemblée générale,

Considérant:

a) Qu'il importe d'encourager le courant international des capitaux privés destinés au développement économique des pays insuffisamment développés,

b) Les travaux déjà accomplis dans ce domaine par le Conseil économique et social, par ses commissions régionales et par les institutions spécialisées, ainsi que les diverses études de la question entreprises par les gouvernements de certains États Membres, par le Secrétaire général et par plusieurs organisations non gouvernementales,

c) Que certains gouvernements ont pris des mesures en vue d'encourager le courant des capitaux privés destinés au développement économique,

d) Que, malgré les efforts déjà faits dans ce domaine, le courant des capitaux privés n'est pas encore suffisant pour répondre aux besoins des pays insuffisamment développés,

1. *Prie le Secrétaire général:*

a) De faire figurer, dans un des prochains rapports sur l'économie mondiale, une étude du courant international des capitaux privés, portant notamment sur le volume et la direction de ce courant, ainsi que sur les types d'investissements et la répartition de ces investissements par branche d'activité, et d'exposer les raisons de l'insuffisance persistante de ces investissements dans les pays insuffisamment développés, de façon à aider le Conseil économique et social à élaborer des propositions constructives;

b) De rédiger, à l'intention du Conseil économique et social, un mémoire exposant les travaux qui ont été accomplis, les études qui ont été faites et les mesures qui ont été prises, ainsi qu'il est mentionné aux alinéas b et c du préambule de la présente résolution;

2. *Prie le Conseil économique et social d'envisager au cours d'une prochaine session, lorsqu'il examinera la question du financement du développement économique d'après l'étude et le mémoire mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, les mesures que l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les gouvernements des États Membres pourraient prendre afin d'encourager un apport continu et suffisant, dans les pays insuffisamment développés, de capitaux privés qui contribuent réellement à l'intégration harmonieuse et efficace de leur économie ainsi qu'à leur développement économique et social.*

*411ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

623 (VII). Financement du développement économique grâce à la fixation de prix internationaux justes et équitables pour les produits de base et à la réalisation de programmes nationaux de développement économique intégré

L'Assemblée générale,

Considérant les passages pertinents des résolutions 307 (IV), 403 (V), 404 (V), 521 (VI) et 523 (VI)

de l'Assemblée générale, les résolutions 341 (XII), 416 F (XIV) et 427 (XIV) du Conseil économique et social, et les propositions formulées par le groupe d'experts⁴ qui a été constitué en vertu de la résolution 290 (XI) du Conseil,

Reconnaissant que le problème du financement du développement économique des pays en voie de développement est fondamental pour le maintien de la paix à travers le monde et que les solutions pratiques de ce problème devraient, en conséquence, avoir une haute priorité dans les relations économiques internationales,

Considérant:

a) Que, pour résoudre ce problème sans retard et d'une manière satisfaisante, il faut utiliser au maximum toutes les sources de financement, parmi lesquelles la possibilité de tirer des exportations un revenu adéquat et stable est l'une des plus importantes pour tous les pays insuffisamment développés,

b) Que, lors de l'élaboration de mesures en vue du financement du développement économique, il faut tenir compte des effets qu'exerce le rapport des échanges des pays fournisseurs de produits de base sur le développement économique de ces pays,

c) Que, sans préjudice des mesures internationales et nationales que l'on a recommandées pour le financement du développement économique, il y a lieu de veiller tout particulièrement à remédier aux déséquilibres dus aux fluctuations cycliques des prix de chaque produit de base et aux mouvements séculaires de la valeur de ces produits considérés en tant que groupe par rapport à celle des articles manufacturés,

d) Que la prospérité économique des pays en voie de développement est particulièrement sensible aux amplitudes fluctuations temporaires du prix des produits de base qui affectent le rapport de leurs échanges, rapport qui, lorsqu'il est défavorable, porte atteinte au développement économique et à l'équilibre monétaire de ces pays, ce qui fait obstacle non seulement à l'acquisition de ressources suffisantes pour assurer les paiements à l'étranger, mais encore à la formation d'une épargne nationale suffisante,

e) Que l'exécution de programmes de développement économique intégré contribue à atténuer les effets des fluctuations en question ou d'une évolution défavorable du rapport des échanges,

f) Que, pour permettre l'exécution de ces programmes, il importe que l'action conjointe des nations hautement industrialisées et de celles qui sont en voie de développement stimule la formation chez ces dernières d'une épargne nationale convenable,

1. *Recommande aux États Membres:*

a) Que toutes les fois qu'ils adoptent des mesures qui affectent les prix des produits de base qui font l'objet d'échanges internationaux, les gouvernements tiennent dûment compte des effets que ces mesures peuvent avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement, de façon à maintenir un rapport adéquat, juste et équitable entre les prix des produits

⁴ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 3*, par. 454 et suivants.

de base et ceux des biens d'équipement et des autres articles manufacturés, de façon à favoriser la formation dans des conditions plus satisfaisantes d'une épargne nationale dans les pays en voie de développement et à faciliter en même temps la fixation de niveaux de salaires équitables pour la population laborieuse de ces pays, en vue de réduire la disproportion actuelle entre leur niveau de vie et celui des pays fortement industrialisés;

b) Que, sous réserve de la recommandation formulée à l'alinéa a ci-dessus, les gouvernements étudient avec soin tous les autres aspects du problème que posent les fluctuations exagérées du rapport des échanges;

c) Que les gouvernements intensifient leur effort en vue de réduire les entraves à l'importation des produits de base;

2. *Recommande* aux gouvernements de coopérer à l'élaboration d'ententes et d'accords internationaux, tant multilatéraux que bilatéraux, portant sur des produits de base pris individuellement, ainsi que sur des groupes de produits de base et de produits manufacturés, en vue :

a) De garantir la stabilité des prix de ces produits en établissant un rapport adéquat, juste et équitable entre ces prix et ceux des biens d'équipement et des autres articles manufacturés;

b) D'assurer la continuité du progrès économique et social de tous les pays, qu'ils soient producteurs ou consommateurs de matières premières;

3. *Recommande* aux pays en voie de développement d'adopter et de mettre en œuvre des programmes nationaux de développement économique intégré qui permettent l'utilisation rationnelle des revenus de leur activité primaire, l'absorption de leurs excédents de population active et le relèvement de leur niveau de vie;

4. *Invite* le Secrétaire général à faire figurer, dans l'étude qu'il rédige actuellement en exécution de la résolution 427 (XIV) du Conseil économique et social, l'évaluation des conséquences financières que les modifications du rapport des échanges entre produits de base et biens d'équipement ou autres articles manufacturés ont sur le revenu national des pays en voie de développement, ainsi qu'une analyse de la répartition de ce revenu :

5. *Invite en outre* le Secrétaire général à rédiger, pour la présenter au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, une étude des effets qu'ont les produits synthétiques importants sur la demande de produits de base naturels faisant l'objet d'échanges internationaux;

6. *Prie également* le Secrétaire général de constituer un petit groupe d'experts faisant autorité en la matière, qui rédigera en 1953 un rapport sur les mesures pratiques qu'il serait souhaitable d'adopter pour mettre en œuvre les recommandations faites aux alinéas a et b du paragraphe 1 et aux paragraphes 2 et 3 de la présente résolution. Ce rapport sera rédigé sous la responsabilité du groupe d'experts et sera communiqué à l'Assemblée générale avec les observations que le Conseil économique et social aura faites à son sujet;

7. *Prie enfin* le Secrétaire général de mettre à la disposition du groupe d'experts mentionné au para-

graphe précédent les comptes rendus des débats que l'Assemblée générale a consacrés à cette question au cours de la septième session.

411ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

624 (VII). Migration et développement économique

L'Assemblée générale,

Considérant que la densité de la population varie considérablement d'un pays insuffisamment développé à l'autre,

Considérant que, dans beaucoup de ces pays et dans d'autres, le surpeuplement entraîne le chômage, le sous-emploi, la misère et la sous-consommation, en raison de la pénurie de terres exploitables et d'occasions d'emploi,

Considérant en outre que, dans beaucoup de pays qui disposent d'immenses étendues de terres cultivables, la faible densité de la population et l'insuffisance des capitaux ont entravé le développement économique,

Notant que, dans ses rapports au Conseil économique et social¹, le Directeur général du Bureau international du Travail traite des propositions faites par l'Organisation internationale du Travail au sujet de nouvelles mesures à prendre touchant les méthodes propres à aider les migrations européennes,

1. *Recommande* aux Etats d'immigration et aux Etats d'émigration, Membres ou non de l'Organisation, de conclure, dans le cadre de leur développement économique général, des accords bilatéraux ou multilatéraux prévoyant l'équipement, le déplacement et l'installation de groupes de migrants, sans discrimination fondée sur la race ou la religion;

2. *Prie* le Secrétaire général, les institutions spécialisées, notamment la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, et les autres organisations internationales intéressées, de continuer à prêter activement leur concours pour assurer l'équipement et le déplacement de groupes de migrants, ainsi que leur formation technique, soit dans les pays d'émigration, soit dans les pays d'immigration, soit dans les uns et les autres, en fournissant, dans la limite de leurs dispositions constitutionnelles respectives, une assistance économique, financière ou administrative.

411ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

625 (VII). Réforme agraire

A

L'Assemblée générale,

Prenant acte du rapport² que le Secrétaire général a rédigé en application de la résolution 524 (VI) de l'Assemblée générale, en date du 12 janvier 1952, sur l'état d'avancement de la réforme agraire,

¹ Voir les *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*. Document E/2235; voir aussi le document (miméographié) E/2235/Add.1.

² Voir le document A/2194.

Constatant avec satisfaction que les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées s'emploient à favoriser la réforme agraire et préparent des études et des analyses des divers aspects de la question,

Rappelant que l'Assemblée générale s'est, dans sa résolution 524 (VI), déclarée convaincue que l'amélioration rapide de la structure agraire et du régime foncier actuels de nombreux pays insuffisamment développés exigeait des mises de fonds importantes,

Rappelant aussi que l'Assemblée générale a, par sa résolution 524 (VI), prié instamment les gouvernements des Etats Membres d'étudier la possibilité d'ouvrir des crédits destinés à mettre en œuvre les programmes de réforme agraire, qu'elle a invité les institutions qui accordent des prêts internationaux à examiner avec bienveillance les demandes de prêts que les pays insuffisamment développés présentent en vue de l'exécution de programmes de développement qui visent à leur permettre de réaliser leurs projets de réforme agraire et, notamment, les projets destinés à mettre de nouvelles terres en culture, et qu'elle a invité en outre lesdites institutions à envisager, dans la mesure compatible avec leur équilibre financier, de consentir ces prêts moyennant des conditions d'intérêt et d'amortissement qui imposent aux pays emprunteurs les charges minima,

Rappelant que le comité d'experts qui doit être constitué en application de la résolution 416 A (XIV) adoptée le 23 juin 1952 par le Conseil économique et social aura pour mandat de mettre au point un plan détaillé concernant la création d'un fonds spécial, en vue de l'octroi aux pays insuffisamment développés de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme pour les aider, lorsqu'ils en feront la demande, à accélérer leur développement économique et à financer les projets non amortissables et d'une importance fondamentale pour leur développement économique,

1. *Recommande* aux gouvernements de donner, lorsqu'ils répondront au questionnaire du Secrétaire général relatif à la réforme agraire, des renseignements pertinents sur les incidences financières de leurs programmes de réforme agraire et de leurs projets de développement établis en vue d'assurer l'application de ces programmes, sur leur aptitude à financer ces programmes au moyen de capitaux nationaux et sur l'ampleur de l'assistance financière extérieure dont ils ont besoin, de façon que le Secrétaire général puisse rassembler, analyser et incorporer ces renseignements dans le rapport qu'il doit présenter au Conseil économique et social, aux termes du paragraphe 8 de la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social en date du 7 septembre 1951;

2. *Invite* le comité d'experts qui doit être constitué en application de la résolution 416 A (XIV) du Conseil économique et social à considérer, comme l'un des domaines principaux pour l'activité du fonds spécial que l'on envisage de créer en vue de l'octroi de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme, le financement éventuel des programmes de réforme agraire et des projets de développement établis en vue d'assurer l'application de ces programmes.

411^{ème} séance plénière,
le 21 décembre 1952.

B

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 401 (V) et 524 (VI) du 20 novembre 1950 et du 12 janvier 1952 respectivement, et la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social du 7 septembre 1951, relatives à la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés,

Prenant acte des résolutions relatives à la réforme agraire adoptées par la sixième Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture¹,

Considérant:

a) Que les ressources mondiales en denrées alimentaires ont augmenté moins rapidement que le chiffre de la population mondiale, si bien que, pour l'ensemble du monde, la consommation de denrées alimentaires par habitant est actuellement inférieure à ce qu'elle était il y a quinze ans,

b) Que l'insuffisance des ressources en terres et les défauts de la structure agraire dans plusieurs régions géographiques du monde comptent au nombre des facteurs qui entravent l'accroissement rapide de la production agricole dans ces régions et que ces facteurs rendent par conséquent plus difficiles les tentatives destinées à faire face aux crises alimentaires et à relever le niveau de vie général des populations, notamment dans les pays insuffisamment développés,

Convaincue

a) Que l'accélération de la mise en culture de nouvelles terres ainsi que l'amélioration rapide de la structure agraire et des régimes fonciers actuels posent dans plusieurs régions géographiques du monde des problèmes graves, soit du point de vue technique, soit du point de vue financier,

b) Que les efforts déployés isolément par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies afin d'augmenter leur productivité agricole et de mettre de nouvelles terres en culture seront plus efficaces si les Etats Membres collaborent sérieusement sur le plan régional et s'ils utilisent pleinement l'assistance technique et financière qui peut leur être fournie sur le plan international,

c) Que les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation et les institutions spécialisées devraient, conformément aux recommandations formulées dans la résolution 451 A (XIV) adoptée le 28 juillet 1952 par le Conseil économique et social, déployer de plus grands efforts, sur le plan national et international, en vue d'accorder une haute priorité à la production et à la distribution des denrées alimentaires de manière à assurer un accroissement plus rapide des quantités disponibles et à atténuer par là même les effets des crises alimentaires en s'attaquant aux autres facteurs d'ordre naturel ou technique qui provoquent la diminution des récoltes,

1. *Recommande* que les gouvernements des Etats Membres prennent, sur le plan national et, si besoin est,

¹ Voir Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Rapport de la sixième session de la Conférence*, 19 novembre-6 décembre 1951, Rome (Italie), mars 1952.

sur le plan régional, toutes les mesures possibles en vue d'accélérer l'exécution de leurs programmes de réforme agraire et, le cas échéant, de mise en culture de nouvelles terres et d'accroître leur productivité agricole, notamment pour ce qui est des denrées alimentaires, en suivant les recommandations et résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social sur ces questions;

2. *Invite* le Secrétaire général et les institutions spécialisées à donner, dans leurs études et activités relatives aux problèmes de la réforme agraire, une importance particulière aux questions suivantes:

a) Accélération, sur la demande des gouvernements intéressés et selon les conditions existant dans divers pays ou régions, de la mise en œuvre de mesures pratiques destinées à favoriser le développement et l'exécution de leurs programmes de réforme agraire, telles que:

La convocation de conférences internationales ou régionales sur la mise en valeur des ressources naturelles et notamment les ressources en terres, ainsi que sur l'administration foncière,

L'organisation de cycles d'étude consacrés aux problèmes touchant le bien-être et le progrès économique et social des populations rurales dans tel ou tel pays ou dans plusieurs pays d'une même région géographique, et

La création de centres régionaux de formation d'experts dans les divers domaines spécialisés qui intéressent l'amélioration des structures agricoles;

b) Mesures pratiques d'assistance technique en vue d'augmenter le rendement des exploitations agricoles, notamment quant aux récoltes de denrées alimentaires, d'éviter les pertes ou les diminutions de ces récoltes, d'améliorer les méthodes de production et la commercialisation et d'encourager une répartition équitable;

3. *Rappelle* le paragraphe 5 de sa résolution 524 (VI) qui "prie instamment les gouvernements des Etats Membres, lorsqu'ils établissent leur politique financière, d'étudier soigneusement la possibilité d'ouvrir les crédits destinés à mettre en œuvre des programmes de réforme agraire et invite les institutions qui accordent des prêts internationaux à examiner avec bienveillance les demandes de prêts que les pays insuffisamment développés présentent en vue de l'exécution de programmes de développement qui visent à leur permettre de réaliser leurs projets de réforme agraire, et notamment les projets destinés à mettre de nouvelles terres en culture; invite en outre lesdites institutions à envisager, dans la mesure compatible avec leur équilibre financier, de consentir ces prêts moyennant des conditions d'intérêt et d'amortissement qui imposent aux pays emprunteurs les charges minima";

4. *Prie* le Secrétaire général d'aider sur leur demande les gouvernements des Etats Membres à donner aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social touchant la question de la réforme agraire la plus large publicité possible parmi les organisations agricoles et les autres personnes et groupements intéressés, afin que les principes recommandés par l'Organisation des Nations Unies soient connus et compris du plus grand nombre.

411ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

626 (VII). Droit d'exploiter librement les richesses et les ressources naturelles

L'Assemblée générale,

Considérant qu'il importe d'encourager les pays insuffisamment développés à mettre à profit et à exploiter comme il convient leurs richesses et leurs ressources naturelles,

Considérant que le développement économique des pays insuffisamment développés est l'une des conditions essentielles du renforcement de la paix universelle,

Consciente du fait que le droit des peuples d'utiliser et d'exploiter librement leurs richesses et leurs ressources naturelles est inhérent à leur souveraineté et conforme aux buts et principes de la Charte des Nations Unies,

1. *Recommande* à tous les Etats Membres, lorsqu'ils exerceront leur droit d'utiliser et d'exploiter librement leurs richesses chaque fois qu'ils le jugent souhaitable pour leur progrès et leur développement économique, de prendre dûment en considération, dans la mesure compatible avec leur souveraineté, la nécessité de maintenir le courant des capitaux dans des conditions de sécurité et dans une atmosphère de confiance mutuelle et de coopération économique entre les nations;

2. *Recommande en outre* à tous les Etats Membres de s'abstenir de tout acte, direct ou indirect, destiné à empêcher un Etat quelconque d'exercer sa souveraineté sur ses ressources naturelles.

411ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

627 (VII). Activités des commissions économiques régionales et développement économique des pays insuffisamment développés

L'Assemblée générale,

Considérant que le rapport^a du Conseil économique et social, dans son chapitre III, section V, rend compte des intéressants travaux effectués par la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient dans le domaine du développement économique des pays insuffisamment développés,

Considérant le rôle important que la Commission économique pour l'Europe peut jouer dans le développement économique des pays insuffisamment développés, non seulement par l'action qu'elle poursuit en faveur des régions les moins développées d'Europe, mais aussi par la collaboration qu'elle a su établir avec les autres commissions économiques régionales pour l'exécution d'études en commun,

Considérant que, pour réaliser le développement économique des pays insuffisamment développés, conformément aux dispositions de l'Article 55 de la Charte qui propose comme objectifs "le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social", la meilleure méthode consiste à assurer la coordination des efforts entre les pays d'une même région et entre les diverses régions,

^a Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 3.*

Considérant que les commissions économiques régionales sont devenues des instruments efficaces de coopération économique internationale, et qu'en conséquence, elles devraient continuer de jouer un rôle important dans la tâche qui consiste à stimuler un développement économique coordonné dans leurs régions respectives, en coopérant aux efforts que les pays de ces régions déploient en ce sens, aussi bien qu'aux travaux qui ont pour objet de résoudre d'autres problèmes intéressant la stabilité économique mondiale,

1. *Note avec satisfaction* que la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient ont entrepris, avec une vigueur particulière, des activités tendant à accélérer le développement économique des pays de leurs régions respectives, suivant les directives données par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, et estime que ces activités doivent être encore intensifiées;

2. *Apprécie tout particulièrement*:

a) La collaboration qui s'est établie entre la Commission économique pour l'Europe, la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient en vue de favoriser le développement des échanges commerciaux entre les pays de leurs régions respectives, et déclare que cette collaboration doit être poursuivie de manière qu'elle bénéficie non seulement aux pays en question mais encore aux pays d'autres régions, en tenant compte des objectifs énoncés dans la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale du 12 janvier 1952 et notamment à l'exécution ou à l'organisation coordonnée d'études, à ainsi que des décisions de principe pertinentes du Conseil économique et social, et du mandat des Commissions en question;

b) La façon dont la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient stimule le commerce grâce à l'exécution ou à l'organisation coordonnée d'études, à des réunions d'experts, à des conférences techniques, à des centres de formation professionnelle sur divers aspects du développement économique, et à l'effort qu'elle déploie ainsi pour mettre en valeur les ressources naturelles et développer les industries des pays de la région;

c) Les activités de la Commission économique pour l'Amérique latine en ce qui concerne le développement économique des pays de cette région, et notamment:

i) L'initiative qu'elle a prise d'inviter les gouvernements des républiques d'Amérique centrale à établir un programme commun d'une grande portée en vue de l'intégration économique de ces pays, et estime qu'il conviendrait d'examiner la

possibilité d'entreprendre d'autres initiatives analogues,

ii) Les études coordonnées qu'elle a entreprises au sujet des possibilités et du développement économiques des divers pays d'Amérique latine,

iii) Les réunions d'experts pour les industries de base;

d) Les améliorations que les Commissions ont apportées aux transports intérieurs dans leurs régions respectives.

411ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

628 (VII). Augmentation de la production de denrées alimentaires

L'Assemblée générale,

Considérant les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social relatives à la nécessité d'augmenter la production de denrées alimentaires dans le monde¹⁰,

Notant que le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a déclaré que la production de denrées alimentaires ne se développe pas au même rythme que la population, et notant que les quantités d'aliments disponibles par habitant demeurent moins élevées qu'avant la deuxième guerre mondiale, époque où plus de la moitié de la population du globe souffrait déjà d'une alimentation insuffisante¹¹,

Reconnaissant:

a) Que le problème de la pénurie d'aliments est d'une extrême importance et de la plus haute urgence pour toute l'humanité, car il met en cause son existence même, et singulièrement pour les populations des pays le plus directement menacés par la pénurie d'aliments;

b) Qu'il faut concevoir des mesures efficaces pour augmenter le total de la production de denrées alimentaires, afin d'encourager le développement économique des pays insuffisamment développés et d'aider à soulager les souffrances que cause la pénurie d'aliments, notamment dans les pays le plus directement menacés,

Considérant:

a) Que lesdites mesures exigent une action commune, efficace et coordonnée de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de tous les autres organismes internationaux qui pourraient aider à augmenter la production agricole, en particulier celle de denrées alimentaires,

b) Qu'il incombe à ces organisations, et notamment à l'Organisation des Nations Unies, de s'attacher tout particulièrement à une action internationale coordonnée dans ce domaine,

1. *Appelle l'attention* du Conseil économique et social, des institutions spécialisées intéressées et du Bureau de l'assistance technique sur la nécessité accrue d'une

¹⁰ (Recommande que . . . les Etats Membres . . .)

"Examinent la possibilité de faciliter par des accords commerciaux;

"i) Le mouvement de machines, d'outillage et de matières premières industrielles dont les pays insuffisamment développés ont besoin pour leur développement économique et pour améliorer le niveau de vie de leur population, et

"ii) La mise en valeur des ressources naturelles qui peuvent être utilisées pour les besoins internes des pays insuffisamment développés, ainsi que pour les besoins du commerce international,

"Etant entendu toutefois que ces accords commerciaux ne comporteront aucune condition d'ordre économique ou politique qui violerait les droits souverains des pays insuffisamment développés, y compris le droit qu'ils ont d'arrêter leurs propres plans de développement économique."

¹¹ Voir notamment les résolutions 202 (III) et 525 (VI) de l'Assemblée générale, ainsi que les résolutions 405 (XIII), 416 E (XIV), 424 (XIV), 425 (XIV) et 451 A (XIV) du Conseil économique et social.

¹² Voir le document E/2195, page 4.

action commune et coordonnée en ce qui concerne le problème de l'augmentation de la production de denrées alimentaires, notamment dans les pays le plus directement menacés par la pénurie d'aliments ;

2. *Prie* le Conseil économique et social de faire figurer dans ses rapports annuels à l'Assemblée générale une

section réservée aux mesures prises par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées à l'égard du problème de l'insuffisance persistante de la production de denrées alimentaires.

*411^{ème} séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA TROISIEME COMMISSION

S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
629 (VII). Projet de protocole relatif au statut des apatrides (6 novembre 1952) [point 28]	21
630 (VII). Convention relative au droit international de rectification (16 décembre 1952) [point 29]	21
631 (VII). Travaux futurs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la liberté de l'information (16 décembre 1952) [point 29]	24
632 (VII). Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse (16 décembre 1952) [point 29]	24
633 (VII). Moyens d'information dans les régions insuffisamment développées du monde (16 décembre 1952) [point 29]	24
634 (VII). Question de la diffusion d'informations fausses ou déformées (16 décembre 1952) [point 29]	25
635 (VII). Liberté de l'information et de la presse: projet de code d'honneur international (16 décembre 1952) [point 29]	25
636 (VII). Diffusion des résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies (16 décembre 1952) [point 29]	25
637 (VII). Droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes (16 décembre 1952) [point 30]	25
638 (VII). Intégration des réfugiés (20 décembre 1952) [point 27]	26
639 (VII). Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (20 décembre 1952) [point 27]	27
640 (VII). Convention sur les droits politiques de la femme (20 décembre 1952) [point 61]	27
641 (VII). Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance (20 décembre 1952) [point 11]	28
642 (VII). Développement économique et social intégré (20 décembre 1952) [point 11]	29

629 (VII). Projet de protocole relatif au statut des apatrides

L'Assemblée générale,

Désireuse d'améliorer dès que possible la situation des apatrides,

Considérant que le projet de protocole¹ élaboré par le Comité spécial de l'apatridie et des problèmes connexes institué par le Conseil économique et social constitue une base utile pour atteindre cet objectif,

1. *Invite* le Secrétaire général à transmettre les dispositions du projet de protocole à tous les gouvernements invités à la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur le statut des réfugiés et des apatrides² tenue à Genève en juillet 1951 afin d'obtenir leurs commentaires, notamment au sujet des dispositions de la Convention relative au statut des réfugiés qu'ils

seraient prêts à appliquer à telle ou telle catégorie d'apatrides, et à les présenter avec ses observations au Conseil économique et social;

2. *Invite* le Conseil économique et social à examiner, si possible lors de sa seizième session, le texte du projet de protocole et les commentaires reçus des gouvernements intéressés et à prendre, à la lumière de ces commentaires, toute mesure utile pour qu'un texte puisse être ouvert à la signature après que la Convention relative au statut des réfugiés sera entrée en vigueur.

*391ème séance plénière,
le 6 novembre 1952.*

630 (VII). Convention relative au droit international de rectification

L'Assemblée générale,

Considérant que l'institution sur le plan international du droit de rectification contribuerait à lutter contre les fausses nouvelles et à consolider la paix,

¹ Voir les *Documents officiels du Conseil économique et social, onzième session, Annexes*, point 32 de l'ordre du jour, document E/1618 et Corr.1, annexe III, page 17.

² Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Annexes*, point 58 de l'ordre du jour, document A/1913.

1. *Recommande instamment* à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats qui ont été invités à la Conférence des Nations Unies sur la liberté de l'information^{*} de devenir parties à la Convention relative au droit international de rectification dont le texte, annexé à la présente résolution, est fait des dispositions relatives au droit de rectification qui figurent dans le préambule et les articles du projet de Convention relative à la transmission internationale des informations et au droit de rectification approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 277 C (III) du 13 mai 1949, après élimination des articles XVIII, XIX, paragraphe 2, et XXII, alinéa d, de ce dernier projet de Convention et après insertion, comme nouvel article (article IX) remplaçant l'ancien article XVIII, du texte suivant: "Les dispositions de la présente Convention s'étendront ou seront applicables également au territoire métropolitain d'un Etat contractant et à tous les Territoires, qu'ils soient ou non autonomes, sous tutelle ou coloniaux, qu'administre ou gouverne cet Etat.";

2. *Décide* que cette Convention sera ouverte à la signature à la fin de la présente session de l'Assemblée générale.

*403ème séance plénière,
le 16 décembre 1952.*

ANNEXE

Convention relative au droit international de rectification

PRÉAMBULE

Les Etats contractants,

Désireux de rendre effectif le droit que possèdent leurs peuples d'être informés d'une manière complète et loyale,

Désireux d'améliorer la compréhension mutuelle entre leurs peuples par le libre échange des informations et des opinions,

Désireux par là de protéger l'humanité contre le fléau de la guerre, d'empêcher le retour de toute agression d'où qu'elle vienne, et de lutter contre toute propagande qui aurait pour objet ou qui risquerait de provoquer ou d'encourager une menace à la paix, une rupture de la paix ou un acte d'agression,

Considérant le danger que présente pour le maintien des relations amicales entre les peuples et la sauvegarde de la paix la publication d'informations inexacts,

Considérant que, lors de sa deuxième session ordinaire, l'Assemblée générale des Nations Unies a recommandé l'adoption de mesures ayant pour objet de lutter contre la diffusion d'informations fausses ou déformées qui sont de nature à nuire aux relations amicales entre Etats,

Considérant toutefois qu'il n'est pas possible actuellement d'instituer sur le plan international une procédure de contrôle de l'exactitude des informations qui puisse avoir pour résultat la répression pénale de la publication d'informations fausses ou déformées,

Considérant au surplus que, pour prévenir la publication d'informations de cette nature ou pour en atténuer les effets pernicioeux, il est avant tout nécessaire de favoriser l'ample diffusion des nouvelles et d'aviver le sens de la responsabilité de ceux qui ont pour profession de les répandre,

^{*} Voir *Conférence des Nations Unies sur la liberté de l'information, tenue à Genève (Suisse) du 23 mars au 21 avril 1948, Acte final*, Publications des Nations Unies, Numéro de vente: 1948.XIV.2.

Considérant qu'un moyen efficace d'y parvenir consiste à donner aux Etats directement affectés par une information, qu'ils estiment fausse ou déformée et qui est répandue par une entreprise d'information, la possibilité d'assurer à leurs rectifications une publicité appropriée,

Considérant que la législation de certains Etats ne prévoit pas de droit de rectification dont puissent se prévaloir les gouvernements étrangers et qu'il est donc souhaitable d'instituer un tel droit sur le plan international, et

Ayant décidé de conclure une Convention à cet effet,

Sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE PREMIER

Aux fins de la présente Convention:

1. L'expression "dépêche d'information" s'applique à tout document d'information transmis par écrit ou par voie de télécommunications, sous la forme habituellement employée par des entreprises d'information pour transmettre de tels documents, avant leur publication, aux journaux, aux périodiques et aux organisations d'émissions radiophoniques.

2. L'expression "entreprise d'information" s'applique à toute entreprise de presse, de radiodiffusion, de cinématographie, de télévision ou de téléphotocopie, publique ou privée, dont l'activité régulière consiste à recueillir et répandre des documents d'information, créée et organisée dans le cadre des lois et règlements de l'Etat contractant sur le territoire duquel se trouve le siège central de l'entreprise, et qui fonctionne dans le cadre des lois et règlements de l'Etat contractant sur le territoire duquel elle exerce son activité.

3. Le mot "correspondant" s'applique à tout ressortissant d'un Etat contractant ou à toute personne employée par une entreprise d'information d'un Etat contractant qui, dans l'un ou l'autre cas, a pour profession de recueillir et de répandre des documents d'information, et qui, lorsqu'il se trouve à l'étranger, est identifié comme correspondant, soit par un passeport régulier, soit par un document analogue ayant une valeur internationale reconnue.

ARTICLE II

1. Reconnaissant que la responsabilité professionnelle des correspondants et des entreprises d'information leur impose de faire connaître les faits sans discrimination et sans les séparer des circonstances qui les expliquent, et ainsi d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de favoriser la compréhension et la coopération entre les nations et de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Considérant également que, pour des raisons d'honnêteté professionnelle, tous les correspondants et les entreprises d'information devraient, dans le cas où des dépêches d'information qu'ils ont transmises ou publiées ont été démontrées fausses ou déformées, suivre l'usage normal et transmettre par les mêmes voies, ou publier, la rectification de ces dépêches,

Les Etats contractants sont convenus que, dans le cas où un Etat contractant prétendrait fausse ou déformée une dépêche d'information susceptible de nuire à ses relations avec d'autres Etats, à son prestige ou à sa dignité nationale, transmise d'un pays à un autre par des correspondants, ou des entreprises d'information d'un Etat, contractant ou non, et publiée ou diffusée à l'étranger, il pourra soumettre sa version des faits (désignée ci-après sous le nom de "communiqué") aux Etats contractants sur le territoire desquels cette dépêche a été publiée ou diffusée. Un exemplaire du communiqué sera envoyé en même temps à l'entreprise d'information ou au correspondant intéressé pour mettre ce correspondant ou cette entreprise d'information en mesure de rectifier la dépêche d'information en question.

2. Seules les dépêches d'information peuvent donner lieu à un communiqué. Celui-ci ne devra comprendre ni commentaires,

ni expression d'opinion. Il ne devra pas être plus long qu'il n'est nécessaire pour rectifier l'inexactitude ou la déformation qui aurait été commise; il sera accompagné du texte intégral de la dépêche telle qu'elle a été publiée ou diffusée et de la preuve qu'elle a été transmise de l'étranger par un correspondant ou par une entreprise d'information.

ARTICLE III

1. Dans le plus court délai possible et en tout cas dans les cinq jours francs qui suivront la date de réception d'un communiqué transmis conformément aux dispositions de l'article II, l'Etat contractant, quel que soit son point de vue au sujet des faits en cause, devra:

a) Remettre ce communiqué aux correspondants et aux entreprises d'information exerçant leur activité sur son territoire par les voies qu'il utilise habituellement pour la transmission des informations concernant les affaires internationales en vue de leur publication; et

b) Transmettre le communiqué au siège de l'entreprise d'information dont le correspondant est responsable de l'envoi de la dépêche en question, si le siège en est situé sur son territoire.

2. Au cas où un Etat contractant ne s'acquitterait pas des obligations qui lui incombent en vertu du présent article à l'égard d'un communiqué émanant d'un autre Etat contractant, il sera loisible à ce dernier Etat d'observer, à titre de réciprocité, la même attitude à l'égard d'un communiqué que lui soumettrait par la suite l'Etat qui a manqué à ses engagements.

ARTICLE IV

1. Si l'un des Etats contractants auxquels un communiqué a été transmis conformément à l'article II ne s'acquitte pas, dans les délais prescrits, des obligations prévues à l'article III, l'Etat contractant qui exerce le droit de rectification pourra soumettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ledit communiqué, accompagné du texte intégral de la dépêche telle qu'elle a été publiée ou diffusée; en même temps, il portera sa démarche à la connaissance de l'Etat objet de sa plainte. Ce dernier pourra, dans les cinq jours francs qui suivront la date de réception de cette notification, présenter au Secrétaire général ses observations qui devront se rapporter exclusivement à l'allégation selon laquelle il ne se serait pas acquitté des obligations qui lui incombent en vertu de l'article III.

2. Le Secrétaire général devra en tout cas, dans les dix jours francs qui suivront la date de réception du communiqué, donner la publicité appropriée, par les moyens dont il dispose, au communiqué, accompagné de la dépêche, ainsi que des observations éventuellement soumises par l'Etat objet de la plainte.

ARTICLE V

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne sera pas réglé par voie de négociations sera porté devant la Cour internationale de Justice pour être tranché par elle, à moins que les Etats contractants intéressés ne conviennent d'un autre mode de règlement.

ARTICLE VI

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, de tout Etat invité à la Conférence des Nations Unies sur la liberté de l'information, tenue à Genève en 1948, ainsi que de tout autre Etat désigné à cet effet par une résolution de l'Assemblée générale.

2. Elle sera ratifiée par les Etats signataires conformément à leur procédure constitutionnelle respective. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE VII

1. Les Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article VI, pourront adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE VIII

Lorsque six des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article VI auront déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur entre eux, trente jours après la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion. Pour chacun des Etats qui la ratifieront ou y adhéreront ultérieurement, elle entrera en vigueur trente jours après le dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE IX

Les dispositions de la présente Convention s'étendront ou seront applicables également au territoire métropolitain d'un Etat contractant et à tous les territoires, qu'ils soient ou non autonomes, sous tutelle ou coloniaux, qu'administre ou gouverne cet Etat.

ARTICLE X

Tout Etat contractant peut dénoncer la présente Convention par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation portera effet six mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

ARTICLE XI

La présente Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle aura pris effet la dénonciation qui ramène à moins de six le nombre des Parties.

ARTICLE XII

1. Tout Etat contractant pourra formuler à tout moment une demande de révision de la présente Convention, par voie de notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'Assemblée générale déterminera les mesures à prendre, le cas échéant, à la suite de cette demande.

ARTICLE XIII

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article VI:

a) Les signatures, ratifications et adhésions qui lui ont été adressées en vertu des articles VI et VII,

b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur en vertu de l'article VIII,

c) Les dénonciations qui lui ont été adressées en vertu du paragraphe 1 de l'article X,

d) L'abrogation prévue à l'article XI,

e) Les notifications qui lui ont été adressées en vertu de l'article XII.

ARTICLE XIV

1. La présente Convention, dont les textes en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe feront également foi, sera déposée dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en adressera copie conforme aux Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article VI.

3. La présente Convention sera enregistrée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la date de son entrée en vigueur.

631 (VII). Travaux futurs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la liberté de l'information

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que la liberté de l'information est un droit fondamental de l'homme et la pierre de touche de toutes les libertés tenues en honneur par l'Organisation des Nations Unies et que l'une des tâches essentielles de l'Organisation des Nations Unies consiste à favoriser cette liberté,

Considérant que l'Assemblée générale a entrepris⁴, en 1946, d'étudier les problèmes de la liberté de l'information au sein des Nations Unies et qu'elle continue à s'intéresser grandement auxdits problèmes et à s'en occuper directement,

Considérant qu'il est nécessaire de poursuivre les études, les enquêtes et les recherches en vue d'aboutir à des solutions positives tendant à éliminer les obstacles au libre échange des informations,

Considérant que la Troisième Commission n'a pas examiné, lors des sixième et septième sessions de l'Assemblée générale, le projet de Convention relative à la liberté de l'information⁵,

Constatant que le Conseil économique et social a décidé, dans sa résolution 442 C (XIV) du 13 juin 1952, de choisir à titre personnel, pour une période expérimentale d'un an, un rapporteur chargé des questions relatives à la liberté de l'information,

Constatant que le Rapporteur désigné par le Conseil a déjà commencé, en collaboration avec le Secrétaire général et les institutions spécialisées, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi qu'avec les organisations professionnelles intéressées tant nationales qu'internationales, de préparer⁶, pour le soumettre au Conseil en 1953, un rapport traitant quant au fond des grands problèmes et des principaux événements contemporains dans le domaine de la liberté de l'information, ainsi que des recommandations concernant les mesures pratiques que le Conseil pourrait prendre pour surmonter ceux des obstacles à une plus complète jouissance de la liberté de l'information qui peuvent être actuellement surmontés,

1. *Prie* le Secrétaire général de communiquer les procès-verbaux de la Troisième Commission concernant la liberté de l'information au Conseil économique et social afin que celui-ci puisse les prendre en considération au cours de ses études et discussions;

2. *Décide* de poursuivre à sa huitième session — sur la base du rapport que le Rapporteur doit soumettre au Conseil économique et social en 1953 et lorsque le Conseil aura étudié ce rapport — l'examen du problème qui consiste à favoriser et à protéger la liberté de l'information (et notamment l'examen du projet de Convention relative à la liberté de l'information); et, en conséquence,

3. *Demande* au Conseil économique et social de soumettre à l'Assemblée générale, pour sa huitième session, un exposé de ses vues et plans concernant les travaux futurs dans le domaine de la liberté de l'information.

403ème séance plénière,
le 16 décembre 1952.

⁴ Voir la résolution 59 (I).

⁵ Voir le document A/AC.42/7, annexe A.

⁶ Voir le document E/2345.

632 (VII). Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse

L'Assemblée générale,

Considérant l'œuvre constructive que la Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse a accomplie au cours de ses cinq sessions,

Considérant qu'elle n'a pas encore eu l'occasion d'exprimer une opinion sur l'œuvre de la Sous-Commission,

1. *Décide* d'exprimer sa satisfaction devant l'œuvre accomplie par la Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse;

2. *Prie* le Secrétaire général de transmettre ses remerciements à la Sous-Commission pour les services importants qu'elle a rendus en s'acquittant de sa tâche.

403ème séance plénière,
le 16 décembre 1952.

633 (VII). Moyens d'information dans les régions insuffisamment développées du monde

L'Assemblée générale,

Considérant que, pour assurer comme il convient le développement de l'opinion publique dans les pays insuffisamment développés, il est indispensable de donner à des entreprises nationales d'information indépendantes des facilités et une assistance qui leur permettent de contribuer à la diffusion des informations, au développement de la culture nationale et à la compréhension internationale,

Convaincue que le développement des entreprises d'information contribue de façon notable au progrès économique et social des peuples,

Convaincue que l'heure est venue d'élaborer un programme et un plan d'action concrets en la matière,

Notant avec satisfaction la décision que le Conseil économique et social a prise par sa résolution 442 E (XIV) du 13 juin 1952 concernant l'étude des moyens propres à encourager et à développer des entreprises nationales d'information indépendantes,

Constatant cependant que la portée de la décision susmentionnée se limite à l'encouragement et au développement des entreprises nationales d'information indépendantes, y compris la presse, la radio, les actualités cinématographiques et la télévision, en conséquence,

1. *Invite* le Conseil économique et social à considérer, compte tenu des débats de la septième session de l'Assemblée générale, l'opportunité d'élargir le cadre de son étude de la question; et, à cette fin,

2. *Invite* le Secrétaire général, quand il élaborera le rapport prévu par la résolution précitée du Conseil, à établir en outre un programme d'action concret qui comprendrait notamment:

a) Des mesures pour réduire les obstacles économiques et financiers dans le domaine de l'information,

b) Des mesures pour organiser et favoriser l'échange entre pays de personnel d'information,

c) Des mesures pour faciliter la formation du personnel d'information, l'amélioration des normes professionnelles et techniques, l'octroi de bourses de perfectionnement et l'organisation de cycles d'études régionaux,

d) Toutes mesures utiles en ce qui concerne l'approvisionnement en papier journal;

3. *Invite* le Conseil économique et social à présenter à l'Assemblée générale lors de sa huitième session le programme ci-dessus mentionné, ainsi que des recommandations à son sujet;

4. *Invite en outre* le Conseil à recommander aux organisations participant aux programmes d'assistance technique et autres, qui visent à fournir aide ou assistance aux Etats Membres qui en font la demande, d'examiner avec bienveillance les demandes d'aide ou d'assistance que les gouvernements pourraient présenter, dans le cadre de ces programmes, en vue de développer les moyens d'information, d'augmenter le volume et d'améliorer la qualité des informations mises à la disposition des peuples du monde, ce qui constituerait un moyen de mettre en œuvre le droit à la liberté de l'information énoncé au paragraphe 3 de l'Article premier et à l'Article 55 de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'à l'Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

403ème séance plénière,
le 16 décembre 1952.

634 (VII). Question de la diffusion d'informations fausses ou déformées

L'Assemblée générale,

Considérant que la diffusion, par les entreprises d'information tant internationales que nationales, d'informations fausses ou déformées est l'une des causes du manque de compréhension entre les peuples et porte atteinte à l'harmonie de l'ordre international,

Considérant que l'étude de ce problème particulier entre dans le cadre de la question générale intitulée: "Liberté de l'information",

Décide de recommander aux organes des Nations Unies qui étudient les problèmes de la liberté de l'information d'examiner les mesures propres à éviter le dommage causé à la compréhension internationale par la diffusion d'informations fausses ou déformées.

403ème séance plénière,
le 16 décembre 1952.

635 (VII). Liberté de l'information et de la presse: projet de code d'honneur international

L'Assemblée générale,

Notant les mesures prises par le Conseil économique et social dans sa résolution 442 B (XIV) du 12 juin 1952 au sujet du projet de code d'honneur international¹ élaboré par la Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse à sa cinquième session,

Considérant que tous les travaux ultérieurs relatifs au projet de code devraient être accomplis par des professionnels des entreprises d'information en dehors de toute ingérence des gouvernements, soit sur le plan national, soit sur le plan international,

¹ Voir les *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 4A, annexes.*

1. *Prie* le Secrétaire général, si un groupe représentatif des entreprises d'information et des associations professionnelles nationales et internationales en exprime le désir, de collaborer avec lui dans l'organisation d'une conférence professionnelle internationale chargée:

a) De rédiger et d'adopter le texte définitif d'un code d'honneur international,

b) De prendre toutes autres mesures qui seraient jugées nécessaires en vue de l'application de ce code;

2. *Prie* le Secrétaire général de communiquer le texte de la présente résolution aux entreprises d'information et aux associations professionnelles nationales et internationales auxquelles il a transmis le projet de code.

403ème séance plénière,
le 16 décembre 1952.

636 (VII). Diffusion des résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Considérant la résolution 442 D (XIV) adoptée par le Conseil économique et social le 13 juin 1952,

1. *Invite instamment* les gouvernements, aussitôt que des résolutions adoptées par des organes principaux des Nations Unies au sujet de questions de fond leur sont communiquées, à déployer tous leurs efforts en vue de diffuser ces résolutions par les moyens usuels;

2. *Invite* le Secrétaire général à contribuer dans toute la mesure du possible à la diffusion rapide de toutes les résolutions de cette nature adoptées par des organes principaux des Nations Unies, en accordant une attention particulière à celles qui sont communiquées aux gouvernements à la demande expresse des organes qui les ont adoptées;

3. *Demande* aux organes d'information de collaborer à la diffusion des renseignements relatifs aux résolutions de cette nature adoptées par les organes des Nations Unies, en ayant recours aux services appropriés des Nations Unies pour la présentation de ces résolutions.

403ème séance plénière,
le 16 décembre 1952.

637 (VII). Droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes

A

Considérant que le droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes est une condition préalable de la jouissance de tous les droits fondamentaux de l'homme,

Considérant que les Articles 1 et 55 de la Charte des Nations Unies visent à développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, en vue de consolider la paix du monde,

Considérant que la Charte des Nations Unies reconnaît que certains Membres de l'Organisation des Nations Unies ont la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes et proclame les principes dont ils doivent s'inspirer,

Considérant que chaque Membre de l'Organisation doit, conformément à la Charte, respecter le maintien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans les autres Etats,

L'Assemblée générale recommande ce qui suit :

1. Les Etats Membres de l'Organisation doivent soutenir le principe du droit de tous les peuples et de toutes les nations à disposer d'eux-mêmes ;

2. Les Etats Membres de l'Organisation doivent reconnaître et favoriser la réalisation, en ce qui concerne les populations des territoires non autonomes et des Territoires sous tutelle placés sous leur administration, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et doivent faciliter l'exercice de ce droit aux populations de ces territoires compte tenu des principes et de l'esprit de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne chaque territoire et de la volonté librement exprimée des populations intéressées, la volonté de la population étant déterminée par voie de plébiscite ou par d'autres moyens démocratiques reconnus, de préférence sous l'égide des Nations Unies ;

3. Les Etats Membres de l'Organisation qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes et des Territoires sous tutelle prendront des mesures pratiques, en attendant la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et afin de préparer cette réalisation, pour assurer la participation directe des populations autochtones aux organes législatifs et exécutifs du gouvernement de ces territoires, ainsi que pour préparer lesdites populations à l'autonomie complète ou à l'indépendance.

403ème séance plénière,
le 16 décembre 1952.

B

L'Assemblée générale,

Considérant que l'une des conditions nécessaires pour faciliter l'action des Nations Unies en faveur du développement du respect du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes, notamment à l'égard des populations des territoires non autonomes, est que les organes compétents des Nations Unies disposent de renseignements autorisés sur le gouvernement de ces territoires,

Rappelant sa résolution 144 (II) du 3 novembre 1947, dans laquelle elle a déclaré que la transmission spontanée des renseignements de cette nature répond entièrement à l'esprit de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte et qu'elle doit en conséquence être encouragée,

Rappelant sa résolution 327 (IV) du 2 décembre 1949, dans laquelle elle a exprimé l'espoir que les Membres qui n'en ont pas encore pris l'initiative ajouteront de leur propre mouvement aux renseignements qu'ils transmettent en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des indications détaillées sur le gouvernement des territoires non autonomes,

Considérant qu'à l'heure actuelle, de tels renseignements n'ont pas encore été fournis en ce qui concerne un grand nombre de territoires non autonomes,

1. *Recommande* aux Etats Membres de l'Organisation responsables de l'administration de territoires non autonomes d'ajouter de leur propre initiative aux renseignements qu'ils transmettent en vertu de l'alinéa e

de l'Article 73 de la Charte des indications détaillées sur la mesure dans laquelle le droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes est exercé par les populations de ces territoires, et notamment sur leur progrès dans le domaine politique et sur les mesures prises pour développer leur capacité à s'administrer elles-mêmes, pour tenir compte de leurs aspirations politiques et pour aider le développement progressif de leurs libres institutions politiques ;

2. *Décide* d'inscrire la présente résolution à l'ordre du jour de la prochaine session (1953) du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

403ème séance plénière,
le 16 décembre 1952.

C

L'Assemblée générale,

Considérant qu'il est nécessaire de poursuivre l'étude des voies et moyens destinés à assurer le respect, sur le plan international, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,

Considérant que les recommandations qu'elle a adoptées au cours de sa septième session ne constituent pas les seules mesures qu'il soit possible de prendre en vue de favoriser le respect de ce droit,

1. *Invite* le Conseil économique et social à demander à la Commission des droits de l'homme de continuer à préparer des recommandations concernant le respect international du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, notamment des recommandations relatives aux mesures que pourraient prendre, dans le cadre de leurs possibilités d'action et de leur compétence respective, les divers organes des Nations Unies et les institutions spécialisées pour développer, sur le plan international, le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;

2. *Prie* la Commission des droits de l'homme de soumettre par l'intermédiaire du Conseil économique et social ces recommandations à l'Assemblée générale.

403ème séance plénière,
le 16 décembre 1952.

638 (VII). Intégration des réfugiés

L'Assemblée générale,

Prenant acte des observations et renseignements contenus dans le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés touchant le problème de l'assimilation des réfugiés dans les pays où ils résident^a,

Considérant que le rapatriement volontaire ou la réinstallation, dans des pays d'immigration, de réfugiés qui relèvent du mandat du Haut-Commissaire^b, tout en apportant une contribution précieuse à la solution du problème des réfugiés, ne suffisent pas en eux-mêmes, dans les circonstances actuelles, pour donner dans un délai raisonnable une solution permanente dudit problème,

Notant avec satisfaction les efforts d'assimilation entrepris par les gouvernements des pays où des réfugiés

^a Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 16.

^b Voir la résolution 428 (V).

ont actuellement leur résidence, ainsi que les études et plans du Haut-Commissaire qui visent à atteindre le même objectif,

Considérant qu'en raison des lourdes charges financières qu'impose l'exécution des programmes d'intégration, des fonds internationaux pourraient utilement contribuer à l'exécution de plans à long terme tendant à l'assimilation des réfugiés,

Invite le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à examiner la situation en consultation avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, afin de déterminer avec les gouvernements directement intéressés de quelles sources de financement on pourrait disposer et de quelle manière de tels fonds pourraient le plus judicieusement être utilisés.

408ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.

639 (VII). Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

L'Assemblée générale,

Inquiète de voir subsister le grave problème des réfugiés, dont la solution incombe directement à l'Organisation des Nations Unies,

1. *Prend acte avec satisfaction* du deuxième rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés¹⁰;

2. *Constate* que les contributions recueillies jusqu'ici par le Haut-Commissaire pour porter secours aux réfugiés, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la résolution 538 B (VI) de l'Assemblée générale en date du 2 février 1952, ne suffiront pas en 1953 pour fournir une aide d'urgence aux plus nécessiteux des groupes de réfugiés sur lesquels s'exerce son mandat en Europe, dans le Proche-Orient et en Extrême-Orient, notamment à Shanghai;

3. *Constate avec satisfaction* que des gouvernements, organisations et particuliers ont déjà versé des contributions au fonds pour l'aide d'urgence aux réfugiés;

4. *Exprime l'espoir* que de nouvelles contributions seront bientôt versées audit fonds afin de permettre au Haut-Commissaire d'exécuter ses programmes d'assistance aux plus nécessiteux des groupes de réfugiés;

5. *Renouvelle la prière instante* qu'elle a adressée à tous les gouvernements, à toutes les institutions spécialisées et aux autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales qui s'intéressent à la question des migrations de donner aux réfugiés sur lesquels s'exerce le mandat du Haut-Commissaire toutes facilités pour leur permettre de participer aux projets destinés à favoriser les migrations et de bénéficier de ces projets, y compris de toutes mesures destinées à faciliter le transit, la réinstallation et l'emploi des réfugiés dans des occupations convenant à leur formation et à leurs capacités professionnelles.

408ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.

¹⁰ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 16.

640 (VII). Convention sur les droits politiques de la femme

L'Assemblée générale,

Considérant que les peuples des Nations Unies sont résolus à favoriser l'égalité de droits des hommes et des femmes, conformément aux principes énoncés dans la Charte,

Estimant qu'une Convention internationale sur les droits politiques de la femme constituera une étape importante sur la voie de la réalisation universelle de l'égalité de droits des hommes et des femmes,

Réaffirmant sa résolution 56 (I) du 11 décembre 1946,

Décide que la Convention annexée à la présente résolution sera ouverte à la signature et à la ratification à la fin de la présente session.

409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.

ANNEXE

Convention sur les droits politiques de la femme

Les Parties contractantes,

Souhaitant mettre en œuvre le principe de l'égalité de droits des hommes et des femmes contenu dans la Charte des Nations Unies,

Reconnaissant que toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays, et désirant accorder aux hommes et aux femmes l'égalité dans la jouissance et l'exercice des droits politiques, conformément à la Charte des Nations Unies et aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Ayant décidé de conclure une convention à cette fin,

Sont convenues des dispositions suivantes:

ARTICLE PREMIER

Les femmes auront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, le droit de vote dans toutes les élections, sans aucune discrimination.

ARTICLE II

Les femmes seront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, éligibles à tous les organismes publiquement élus, constitués en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination.

ARTICLE III

Les femmes auront, dans des conditions d'égalité, le même droit que les hommes d'occuper tous les postes publics et d'exercer toutes les fonctions publiques établis en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination.

ARTICLE IV

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de tout autre Etat auquel l'Assemblée générale aura adressé une invitation à cet effet.

2. Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE V

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats visés au paragraphe premier de l'article IV.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE VI

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui la ratifieront ou y adhéreront après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE VII

Si, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, un Etat formule une réserve à l'un des articles de la présente Convention, le Secrétaire général communiquera le texte de la réserve à tous les Etats qui sont ou qui peuvent devenir parties à cette Convention. Tout Etat qui n'accepte pas ladite réserve peut, dans le délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de cette communication (ou à la date à laquelle il devient partie à la Convention), notifier au Secrétaire général qu'il n'accepte pas la réserve. Dans ce cas, la Convention n'entrera pas en vigueur entre ledit Etat et l'Etat qui formule la réserve.

ARTICLE VIII

1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation, prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

2. La présente Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle aura pris effet la dénonciation qui ramènera à moins de six le nombre des Parties.

ARTICLE IX

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'aura pas été réglé par voie de négociations sera porté, à la requête de l'une des Parties au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet, à moins que les Parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement.

ARTICLE X

Seront notifiés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à tous les Etats Membres et aux Etats non membres visés au paragraphe premier de l'article IV de la présente Convention :

- a) Les signatures apposées et les instruments de ratification reçus conformément à l'article IV,
- b) Les instruments d'adhésion reçus conformément à l'article V,
- c) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article VI,
- d) Les communications et notifications reçues conformément à l'article VII,
- e) Les notifications de dénonciation reçues conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'article VIII,
- f) L'extinction résultant de l'application du paragraphe 2 de l'article VIII.

ARTICLE XI

1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, sera déposée aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en fera parvenir une copie certifiée conforme à tous les Etats Membres et aux Etats non membres visés au paragraphe premier de l'article IV.

641 (VII). Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Conseil économique et social à l'Assemblée générale¹¹ et prenant note de l'hommage rendu par le Conseil à l'œuvre du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance, qui constitue un remarquable exemple de collaboration internationale,

Notant que le Conseil d'administration du Fonds a, en 1952, approuvé¹² la participation du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance à quatre-vingts programmes à long terme de protection de l'enfance, portant sur quarante-neuf pays et territoires, et que le Fonds vient maintenant en aide aux enfants dans soixante-douze pays et territoires, notamment dans les régions insuffisamment développées,

Exprimant son approbation des méthodes d'aide utilisées par le Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance, dont les fournitures et le matériel apportent une contribution permanente à la protection de millions d'enfants, en encourageant les pays à entreprendre et à développer une action en faveur de l'enfance,

Félicitant le Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance de la rapidité avec laquelle il a fourni des secours d'urgence, par exemple en cas d'inondation, de tremblement de terre et de sécheresse,

Exprimant sa satisfaction de l'étroite coopération qui s'est établie entre le Fonds, d'une part, et les départements techniques de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées compétentes, d'autre part, coopération qui permet de coordonner de mieux en mieux, dès leur première phase, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de secours à l'enfance,

Considérant que l'assistance fournie par le Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance est, de par ses aspects pratiques et matériels, aisément comprise et invariablement appréciée dans toutes les parties du monde, et qu'elle est, de ce fait, devenue un remarquable symbole de l'activité constructive des Nations Unies,

Convaincue qu'il importe de fournir au Fonds des contributions qui lui permettent de réaliser son programme optimum et d'atteindre son budget limite de 20 millions de dollars des Etats-Unis en 1953,

1. *Invite instamment* les gouvernements et les particuliers à contribuer en 1953, dans toute la mesure de leurs moyens, au Fonds international des Nations Unies

¹¹ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 3.

¹² Voir les Documents officiels du Conseil économique et social, quinzième session, Supplément No 2.

pour le secours à l'enfance, pour lui permettre de réaliser son programme optimum de 20 millions de dollars dans l'intérêt des enfants à travers le monde ;

2. *Invite instamment* les organes d'information à collaborer à la diffusion des renseignements relatifs à l'activité du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance.

*409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.*

642 (VII). Développement économique et social intégré

L'Assemblée générale,

Reconnaissant que les conditions nécessaires au bien-être social sont nombreuses et diverses et qu'elles sont liées les unes aux autres, de même qu'elles sont liées aux facteurs du développement économique,

Considérant que les mesures d'ordre national et la coopération internationale en matière de bien-être social

seront plus efficaces dans la mesure où elles interviendront dans le cadre de programmes intégrés qui tiennent compte des divers conditions et facteurs d'ordre économique et social et de leur interdépendance,

1. *Signale* aux Etats Membres qu'il convient d'élaborer des programmes intégrés qui tiennent compte des divers conditions et facteurs d'ordre économique et social et de leur interdépendance, afin de favoriser l'amélioration des conditions d'existence des peuples ;

2. *Recommande* au Conseil économique et social que la coopération internationale entreprise sur la demande d'Etats Membres en vue d'améliorer les conditions d'existence des peuples devrait s'effectuer dans le cadre de programmes intégrés comme il est prévu au paragraphe précédent ;

3. *Recommande en outre* au Conseil économique et social de continuer ses efforts en vue de renforcer la liaison entre les études et travaux consacrés aux questions sociales d'une part et au développement économique des pays en voie de développement d'autre part.

*409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.*

RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA QUATRIEME COMMISSION

S O M M A I R E

	Pages
643 (VII). Situation sociale dans les territoires non autonomes (10 décembre 1952) [point 33].....	31
644 (VII). Discriminations raciales dans les territoires non autonomes (10 décembre 1952) [point 33].....	31
645 (VII). Politique en matière économique, sociale et de l'enseignement dans les territoires non autonomes (10 décembre 1952) [point 33].....	32
646 (VII). Reconstitution du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (10 décembre 1952) [point 34].....	32
647 (VII). Participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (10 décembre 1952) [point 35]	33
648 (VII). Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes (10 décembre 1952) [point 36].....	33
649 (VII). Unions administratives concernant les Territoires sous tutelle (20 décembre 1952) [point 31].....	35
650 (VII). Cessation de la transmission, en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, de renseignements concernant les Antilles néerlandaises et le Surinam (20 décembre 1952) [point 37].....	36
651 (VII). Question du Sud-Ouest Africain (20 décembre 1952) [point 38]....	36
652 (VII). La question des Ewés et de l'unification du Togo (20 décembre 1952) [point 32]	36
653 (VII). Participation des habitants autochtones des Territoires sous tutelle au gouvernement de ces Territoires et aux travaux du Conseil de tutelle (21 décembre 1952) [point 12].....	38
654 (VII). Rapport du Conseil de tutelle (21 décembre 1952) [point 12].....	38
655 (VII). Audition de pétitionnaires du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française (21 décembre 1952) [point 12].....	38
656 (VII). Audition de pétitionnaires du Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne (21 décembre 1952) [point 12].....	39

643 (VII). Situation sociale dans les territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Prenant note du rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes sur la situation sociale de ces territoires¹,

1. *Approuve* le rapport du Comité comme constituant un exposé succinct mais réfléchi de la situation sociale des territoires non autonomes ainsi que des problèmes du progrès social;

2. *Invite* le Secrétaire général à transmettre ce rapport, pour examen, aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ayant la responsabilité de l'administration de territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées.

*402ème séance plénière,
le 10 décembre 1952.*

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 18* (deuxième partie).

644 (VII). Discriminations raciales dans les territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Eu égard aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui veulent que l'on développe et encourage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Eu égard au principe de la primauté des intérêts des habitants des territoires non autonomes, reconnu dans le Chapitre XI de la Charte,

Reconnaissant qu'il existe une différence fondamentale entre les lois et les pratiques discriminatoires, d'une part, et les mesures de protection destinées à garantir les droits des autochtones, d'autre part,

1. *Recommande* aux Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes d'abolir dans ces territoires les lois et les pratiques discriminatoires contraires aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

2. *Recommande* aux Membres administrants d'examiner toutes les lois, tous les règlements et toutes les ordonnances en vigueur dans les territoires non autonomes qu'ils administrent, ainsi que leur application dans ces territoires, en vue d'abolir toutes dispositions ou pratiques discriminatoires de cet ordre qui pourraient exister;

3. *Recommande* que, dans les territoires non autonomes où il existe des lois qui établissent entre citoyens et non-citoyens une distinction fondée essentiellement sur des considérations de race ou de religion, lesdites lois fassent l'objet d'un examen similaire;

4. *Recommande* que tous les habitants des territoires non autonomes, sans distinction de race, aient accès à toutes les facilités publiques;

5. *Recommande* que, dans les cas où les lois prévoient des mesures de protection spéciales en faveur de certains groupes de la population, ces lois fassent fréquemment l'objet d'un examen qui permette de déterminer si leur objet principal reste d'assurer une protection et s'il y a lieu de prévoir des dérogations dans des circonstances particulières;

6. *Reconnait* que l'amélioration des relations raciales dépend, dans une large mesure, des progrès de la politique suivie en matière d'enseignement et approuve toutes les mesures destinées à donner à tous les élèves de toutes les écoles une meilleure compréhension des besoins et des problèmes de l'ensemble de la collectivité;

7. *Appelle l'attention* de la Commission des droits de l'homme sur la présente résolution.

402ème séance plénière,
le 10 décembre 1952.

645 (VII). Politique en matière économique, sociale et de l'enseignement dans les territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Considérant que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a été invité à adresser à l'Assemblée générale, lors de chaque session ordinaire², des rapports contenant telles suggestions de fond qu'il estimera convenables concernant les questions techniques en général,

Considérant qu'en 1950, 1951 et 1952, l'Assemblée générale a approuvé¹ les rapports spéciaux que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes avait rédigés sur la situation économique, la situation sociale et la situation de l'enseignement et qu'elle a invité les Secrétaires généraux à transmettre ces rapports, pour examen, aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ayant la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes,

Reconnaissant que ces rapports expriment des vues et des objectifs de caractère général dont il y a lieu de tenir compte quand il s'agit de formuler une politique,

1. *Exprime l'espoir* que les Membres intéressés, lorsqu'ils communiqueront des renseignements en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, donneront

¹ Voir la résolution 219 (III).

² Voir les résolutions 445 (V), 565 (VI) et 643 (VII).

chaque année des renseignements aussi complets que possible sur toute mesure prise pour signaler les rapports du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à l'attention des autorités responsables, dans les divers territoires, de la mise en œuvre de la politique économique, sociale et de l'enseignement, ainsi que sur tout problème que pourrait poser l'application des considérations générales énoncées dans ces rapports;

2. *Invite* le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à examiner, dans ses rapports annuels à l'Assemblée générale, les renseignements communiqués en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte en s'inspirant des considérations énoncées dans les rapports spéciaux sur la situation économique, la situation sociale et la situation de l'enseignement.

402ème séance plénière,
le 10 décembre 1952.

646 (VII). Reconstitution du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Ayant constitué, par sa résolution 332 (IV), adoptée le 2 décembre 1949, un Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes,

Reconnaissant l'utilité des travaux de ce Comité,

Rappelant que par sa résolution 332 (IV) elle avait décidé d'examiner "en 1952 la question de savoir si le Comité spécial devrait être reconstitué pour une nouvelle période, ainsi que la question de la composition et du mandat de ce nouveau Comité spécial",

Ayant examiné à nouveau le mandat du Comité ainsi que les dispositions relatives à sa composition, qui figurent dans sa résolution 332 (IV) et les dispositions relatives aux travaux du Comité, qui figurent dans sa résolution 333 (IV),

1. *Décide* que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes restera en fonctions, dans les mêmes conditions, pendant une nouvelle période de trois ans;

2. *Charge* la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale, de pourvoir aux sièges qui deviendraient vacants parmi les membres du Comité qui n'administrent pas de territoires non autonomes;

3. *Décide* qu'à sa session ordinaire de 1955, l'Assemblée générale examinera la question de savoir si le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes devrait être reconstitué pour une nouvelle période, ainsi que la question de la composition et du mandat de tout comité de cette nature qui serait créé.

402ème séance plénière,
le 10 décembre 1952.

En conformité des dispositions des résolutions 332 (IV) et 646 (VII), la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale, élit à sa 306ème séance, tenue le 15 décembre 1952, quatre membres du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes en remplacement du Brésil, de l'Egypte, de l'Inde et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les Etats Membres élus sont: le BRÉSIL, la CHINE, l'INDE et l'IRAK.

647 (VII). Participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Rappelant que, par sa résolution 566 (VI) du 18 janvier 1952, elle avait invité le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à étudier la possibilité d'associer plus étroitement à ses travaux les territoires non autonomes et à lui présenter à sa septième session, et en liaison avec l'examen de la question de l'avenir du Comité auquel elle devait procéder, un rapport sur le résultat de cette étude,

Rappelant qu'il s'est avéré et possible et utile d'associer les territoires non autonomes aux travaux des organes techniques de l'Organisation des Nations Unies, y compris les institutions spécialisées,

Reconnaissant que la participation directe des territoires non autonomes aux travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes peut contribuer encore à favoriser la marche de ces territoires et de leurs populations vers les objectifs énoncés au Chapitre XI de la Charte des Nations Unies,

Constatant que les Membres qui administrent des territoires non autonomes ont à plusieurs reprises nommé membres de leur délégation au Comité des personnalités qualifiées originaires de ces territoires,

1. *Estime qu'il est souhaitable* d'associer des représentants autochtones qualifiés, originaires des territoires non autonomes, aux travaux du Comité et invite les Membres administrants à rendre cette participation possible;

2. *Invite* les Membres administrants à communiquer le texte des rapports du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes sur la situation économique, sociale et de l'enseignement, ainsi que les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, aux pouvoirs exécutif et législatif de ces territoires;

3. *Invite* le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à continuer d'étudier la question de la participation directe aux débats qu'il consacre à la situation économique, sociale et de l'enseignement de représentants des territoires dont les habitants sont, dans une large mesure, responsables de la politique économique, sociale et de l'enseignement et à inclure dans son rapport à la huitième session de l'Assemblée générale des recommandations à cet égard.

*402ème séance plénière,
le 10 décembre 1952.*

648 (VII). Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes

L'Assemblée générale,

Considérant que les Etats Membres qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes ont accepté, en vertu de l'alinéa e

de l'Article 73 de la Charte, l'obligation de communiquer des renseignements,

Considérant que cette obligation subsiste, à l'égard de chaque territoire, tant que les objectifs énoncés au Chapitre XI de la Charte ne sont pas atteints,

Considérant que l'Assemblée générale a déclaré, dans sa résolution 222 (III) adoptée le 3 novembre 1948, que l'Organisation des Nations Unies doit nécessairement être informée de toute modification qui pourrait intervenir dans le statut constitutionnel de l'un quelconque des territoires non autonomes et précisé que, dans un délai maximum de six mois après la communication des renseignements susvisés, tous renseignements qui peuvent être nécessaires dans de tels cas devraient être communiqués, y compris des renseignements sur la constitution, les lois et les règlements concernant le gouvernement du territoire, et des renseignements relatifs aux liens constitutionnels entre le territoire et le gouvernement métropolitain,

Ayant examiné le rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes)*,

Reconnaissant que, lorsqu'il s'agit de décider si un territoire a atteint ou non une complète autonomie, une liste de facteurs pourrait servir utilement de guide, tant à l'Assemblée générale qu'au Membre administrant intéressé,

Vu la résolution 567 (VI) de l'Assemblée générale, en date du 18 janvier 1952,

1. *Approuve* provisoirement la liste de facteurs jointe en annexe, qui peut servir de guide à l'Assemblée générale ainsi qu'aux Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes, lorsqu'il s'agit de décider si un territoire a atteint ou non une complète autonomie;

2. *Reconnaît* que chaque cas d'espèce doit être examiné et tranché en tenant compte des circonstances qui lui sont propres et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes;

3. *Déclare* que ces facteurs, tout en servant de guide, lorsqu'il s'agit de déterminer si les obligations énoncées à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte existent encore, ne doivent nullement être interprétés comme faisant obstacle à l'autonomie complète des territoires non autonomes;

4. *Déclare en outre* que, pour qu'un territoire puisse être considéré comme autonome dans les domaines économique, social et de l'enseignement, il est essentiel que sa population s'administre complètement elle-même, selon les termes du Chapitre XI de la Charte;

5. *Recommande* que, provisoirement, l'Assemblée générale tienne compte de la liste de facteurs jointe en annexe chaque fois qu'elle étudie un cas, soit à la suite de toute communication reçue par le Secrétaire général en application de la résolution 222 (III) de l'Assemblée générale relative à la cessation de la transmission de renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, soit à propos d'autres questions qui peuvent se poser touchant l'existence d'une obligation de transmettre des renseignements en vertu de cet article;

6. *Décide* de créer un nouveau Comité *ad hoc* de dix membres, composé des Etats suivants: Australie,

* Voir le document A/2178.

Belgique, Birmanie, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Irak, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Venezuela, qui sera chargé de poursuivre et d'approfondir l'étude des facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire a atteint ou non une complète autonomie;

7. *Invite* ledit comité à prendre notamment en considération la liste des facteurs¹ arrêtée en 1952 par le comité créé aux termes de la résolution 567 (VI) et les communications faites par les gouvernements conformément à ladite résolution, et à tenir compte, en outre, des autres éléments suivants:

a) La possibilité de définir la notion de complète autonomie, aux fins du Chapitre XI de la Charte,

b) Les critères permettant de décider si le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se trouve garanti, en ce qui concerne le Chapitre XI de la Charte,

c) La libre expression de la volonté des peuples, s'agissant de déterminer leur statut national et international aux fins du Chapitre XI de la Charte;

8. *Invite* tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies à communiquer par écrit au Secrétaire général, le 1er mai 1953 au plus tard, leurs vues sur les questions qui figurent dans le mandat du comité;

9. *Invite* le Secrétaire général à réunir le Comité *ad hoc* de façon qu'il puisse commencer ses travaux au plus tard quatre semaines avant l'ouverture de la session de 1953 du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

402ème séance plénière,
le 10 décembre 1952.

ANNEXE

Facteurs permettant de conclure qu'une population a accédé à l'indépendance ou à toute autre forme d'autonomie séparée

PREMIÈRE PARTIE

Facteurs permettant de conclure qu'une population a accédé à l'indépendance

A.—Statut international

1. *Responsabilité internationale.*—Responsabilité internationale entière du territoire en ce qui concerne les actes inhérents à l'exercice de la souveraineté externe ainsi que pour ce qui est des actes relatifs à son administration interne.

2. *Aptitude à devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies.*

3. *Relations internationales en général.*—Capacité d'établir des relations directes de toute nature avec d'autres gouvernements et avec des institutions internationales ainsi que de négocier, signer et ratifier des traités.

4. *Défense nationale.*—Liberté pour le territoire de conclure des accords relatifs à sa défense nationale.

B.—Autonomie interne

1. *Forme de gouvernement.*—Pleine liberté pour la population de se donner la forme de gouvernement qu'elle juge bonne.

2. *Gouvernement du territoire.*—Absence de contrôle ou d'intervention de la part du gouvernement d'un autre Etat sur le gou-

vernement interne (pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire) et l'administration du territoire.

3. *Compétence en matière économique, sociale et culturelle.*—Pleine compétence du gouvernement du territoire pour gérer les affaires économiques, sociales et culturelles de ce dernier.

DEUXIÈME PARTIE

Facteurs permettant de conclure qu'une population a accédé à une autre forme d'autonomie séparée

A.—Facteurs de caractère général

1. *Progrès politique.*—Progrès politique des populations suffisant pour leur permettre de décider elles-mêmes, en connaissance de cause, de l'avenir du territoire.

2. *Opinion des populations.*—Opinion des populations du territoire librement exprimée, en connaissance de cause, et par des voies démocratiques, en ce qui concerne le statut ou le changement de statut qu'elles désirent.

3. *Limitation volontaire de souveraineté.*—Mesure dans laquelle la souveraineté du territoire a été librement et de sa propre volonté limitée au moment où ce territoire a accédé à une forme d'autonomie séparée.

B.—Statut international

1. *Relations internationales en général.*—Degré et mesure dans lesquels le territoire jouit du pouvoir d'établir librement des relations directes de toute nature avec d'autres gouvernements et avec des institutions internationales ainsi que de négocier, signer et ratifier librement des traités.

2. *Aptitude à devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies.*

C.—Autonomie interne

1. *Gouvernement du territoire.*—Nature et degré du contrôle ou de l'intervention éventuels du gouvernement d'un autre Etat sur le gouvernement interne, par exemple dans les domaines suivants:

Pouvoir législatif: Adoption des lois du territoire par une assemblée autochtone, soit élue tout entière par des voies libres et démocratiques, soit légalement constituée d'une manière librement approuvée par la population;

Pouvoir exécutif: Choix des membres du pouvoir exécutif par l'autorité compétente qui a dans le territoire l'agrément de la population autochtone, que cette autorité soit héréditaire ou élective, en tenant également compte, s'il y a lieu, de la nature et du degré du contrôle éventuel qu'exercerait directement ou indirectement sur la constitution et l'exercice du pouvoir exécutif un élément étranger;

Pouvoir judiciaire: Constitution des tribunaux et choix des juges.

2. *Participation de la population au gouvernement.*—Participation effective de la population au gouvernement du territoire:

a) Existe-t-il un système électoral et représentatif adéquat et approprié? b) Ce système électoral fonctionne-t-il sans intervention, directe ou indirecte, d'un gouvernement étranger?

¹ Il y aurait lieu, par exemple, de se poser les questions suivantes:

i) Chaque habitant adulte a-t-il le droit, en pleine égalité (sous réserve de garanties spéciales pour la protection des minorités), de déterminer le caractère du gouvernement du territoire?

ii) Ce pouvoir s'exerce-t-il librement, c'est-à-dire l'électeur n'est-il soumis à aucune influence injustifiée ni à aucune contrainte, et n'y a-t-il pas de partis politiques frappés de certaines incapacités? Pour l'application de ce facteur, on pourra vérifier les faits suivants:

a) Existence de mesures efficaces pour garantir que la population exprime sa volonté de façon démocratique;

¹ Voir le document A/2178.

3. *Compétence en matière économique, sociale et culturelle.*—Degré d'autonomie en ce qui concerne les affaires économiques, sociales et culturelles, tel qu'il peut ressortir de l'absence plus ou moins complète de pression économique exercée, par exemple, par un groupe minoritaire étranger qui aurait acquis, grâce à l'aide d'une Puissance étrangère, une situation économique privilégiée, portant ainsi préjudice à l'intérêt économique de l'ensemble de la population du territoire; et tel qu'il peut ressortir également du degré de liberté et de l'absence de discrimination contre la population autochtone du territoire en matière de législation sociale et de progrès sociaux.

Facteurs permettant de conclure qu'un territoire est librement associé à d'autres parties constitutives de la métropole ou d'un autre pays

A.—Facteurs de caractère général

1. *Progrès politique.*—Progrès politique des populations suffisant pour leur permettre de décider elles-mêmes, en connaissance de cause, de l'avenir du territoire.

2. *Opinion des populations.*—Opinion des populations du territoire, librement exprimée, en connaissance de cause et par des voies démocratiques, en ce qui concerne le statut ou le changement de statut qu'elles désirent.

3. *Considérations d'ordre géographique.*—Mesure dans laquelle les relations du territoire avec le siège du gouvernement central peuvent être affectées par des circonstances tenant à leur situation géographique respective, telles que le fait qu'ils sont séparés par une étendue de terre ou de mer ou par d'autres obstacles naturels.

4. *Considérations ethniques et culturelles.*—Mesure dans laquelle la race, la langue, la religion ou le patrimoine culturel, les intérêts ou les aspirations différencient les populations du territoire d'avec celles du pays auquel elles s'associent librement.

5. *Considérations d'ordre constitutionnel.*—Association: a) en vertu de la Constitution de la métropole; ou b) en vertu d'un traité ou d'un accord bilatéral affectant le statut du territoire; en tenant compte des éléments suivants: i) si les garanties constitutionnelles s'appliquent d'une façon égale au territoire associé; ii) s'il existe en certains domaines une compétence réservée en vertu de la Constitution en faveur du territoire ou du pouvoir central; et iii) si le territoire a le droit de participer, sur un pied d'égalité, aux modifications qui peuvent être apportées au régime constitutionnel de l'Etat.

B.—Statut

1. *Représentation sur le plan législatif.*—Représentation sans discrimination au sein des organes législatifs centraux, sur un pied d'égalité avec les autres habitants et les autres régions.

2. *Citoyenneté.*—Citoyenneté sans discrimination, sur un pied d'égalité avec les autres habitants.

3. *Fonctionnaires du gouvernement.*—Accès des fonctionnaires originaires du territoire, par nomination ou élection, à tous les emplois publics relevant du pouvoir central dans les mêmes conditions que ceux qui sont originaires des autres parties du pays.

(Suite de la note a.)

- b) Existence de plus d'un parti politique dans le territoire;
- c) Existence d'un scrutin secret;
- d) Existence d'interdictions légales visant le recours à des pratiques non démocratiques en période électorale;
- e) Possibilité pour l'électeur de choisir entre des candidats qui appartiennent à des partis politiques différents;
- f) Absence de "loi martiale" et de mesures analogues pendant la période électorale.
- iii) Chaque personne est-elle libre d'exprimer ses opinions politiques, de se prononcer pour ou contre un parti ou une cause politique, et de critiquer le gouvernement au pouvoir?

C.—Conditions internes d'ordre constitutionnel

1. *Droit de vote.*—Suffrage universel et égal pour tous, et élections périodiques libres dans lesquelles l'électeur n'est soumis à aucune influence injustifiée ni à aucune contrainte, et dans lesquelles aucun parti politique n'est frappé de certaines incapacités^b.

2. *Droits et statut des habitants.*—Dans un système unitaire, droits et statut égaux pour les habitants et organes locaux du territoire à ceux qui sont reconnus aux habitants et aux organes locaux d'autres parties du pays et, dans un système fédéral, degré identique d'autonomie pour les habitants et organes locaux de toutes les parties de la Fédération.

3. *Fonctionnaires locaux.*—Nomination ou élection des fonctionnaires dans le territoire dans les mêmes conditions que ceux qui sont nommés ou élus dans les autres parties du pays.

4. *Législation interne.*—Compétence législative ou réglementaire locale égale à la compétence législative ou réglementaire dont bénéficient les autres parties du territoire et exercée dans les mêmes conditions.

649 (VII). Unions administratives concernant les Territoires sous tutelle

L'Assemblée générale,

Rappelant que les Accords de tutelle relatifs aux Territoires sous tutelle autorisent les Autorités administratives à créer des unions ou fédérations douanières, fiscales ou administratives,

Rappelant sa résolution 224 (III) du 18 novembre 1948, dans laquelle elle recommandait que le Conseil de tutelle procède à une enquête sur tous les aspects de la question des unions administratives, ainsi que sa résolution 326 (IV) du 15 novembre 1949, dans laquelle elle recommandait au Conseil de tutelle de terminer l'enquête en question,

Rappelant en outre que, dans sa résolution 326 (IV), elle a d'une part constaté que les Accords de tutelle n'autorisent aucune forme d'association politique qui entraînerait l'annexion des Territoires sous tutelle, sous quelque forme que ce soit, ou qui aurait pour effet d'effacer leur statut de Territoire sous tutelle, et d'autre part affirmé que les mesures touchant les unions douanières, fiscales et administratives ne doivent en aucune façon compromettre la libre évolution de chacun des Territoires sous tutelle dans le sens de l'autonomie ou de l'indépendance,

Rappelant sa résolution 563 (VI) du 18 janvier 1952, par laquelle elle invitait le Conseil de tutelle à lui

Il y aurait lieu, par exemple, de vérifier les faits suivants:

- a) Existence de mesures efficaces pour garantir que la population exprime sa volonté de façon démocratique;
- b) Existence de plus d'un parti politique dans le territoire;
- c) Existence d'un scrutin secret;
- d) Existence d'interdictions légales visant le recours à des pratiques non démocratiques en période électorale;
- e) Possibilité pour l'électeur de choisir entre des candidats qui appartiennent à des partis politiques différents;
- f) Absence de "loi martiale" et de mesures analogues pendant la période électorale;
- g) Liberté pour chaque personne d'exprimer ses opinions politiques, de se prononcer pour ou contre un parti ou une cause politique, et de critiquer le gouvernement au pouvoir.

soumettre, à sa septième session, un rapport spécial contenant une étude complète de chacune des unions administratives dont un Territoire sous tutelle fait partie et du statut du Cameroun et du Togo sous administration française, tel qu'il résulte de leur appartenance à l'Union française,

Rappelant les études sur les unions administratives entreprises par le Conseil de tutelle en 1949 et en 1950⁶ et, notamment, l'analyse importante de ces unions qui figure dans la résolution 293 (VII) adoptée par le Conseil le 17 juillet 1950,

Rappelant les rapports annuels ordinaires que le Conseil de tutelle a adoptés en 1951 et 1952 au sujet de chacun des Territoires sous tutelle qui font partie d'une union administrative,

1. *Prend acte* du rapport spécial⁷ présenté par le Conseil de tutelle conformément à la résolution 563 (VI) de l'Assemblée générale, ainsi que des observations que le Comité des unions administratives de l'Assemblée générale a formulées au sujet de ce rapport⁸;

2. *Appelle l'attention* des Autorités administrantes sur les observations et les conclusions du rapport spécial du Conseil de tutelle et sur les observations du Comité des unions administratives de l'Assemblée générale;

3. *Prie* les Autorités administrantes de continuer à communiquer promptement au Conseil de tutelle des renseignements aussi complets que possible sur le fonctionnement des unions administratives qui intéressent les Territoires sous tutelle dont elles assurent l'administration et d'indiquer les avantages et les bienfaits que les habitants de ces Territoires retirent des unions administratives;

4. *Exprime l'espoir* que les Autorités administrantes intéressées tiendront compte des aspirations librement exprimées des habitants avant de créer une union administrative ou d'étendre la portée d'une union existante;

5. *Exprime l'espoir* que les Autorités administrantes intéressées consulteront le Conseil de tutelle au sujet de toute mesure tendant à modifier une union administrative ou à en étendre la portée, ainsi qu'au sujet de tout projet de création d'une union administrative;

6. *Prie* le Conseil de tutelle de poursuivre son étude périodique de chacune des unions administratives dont un Territoire sous tutelle fait partie et d'examiner ces unions administratives non seulement du point de vue des quatre garanties énumérées dans la résolution 293 (VII) du Conseil de tutelle, mais encore en prenant en considération les intérêts des habitants du Territoire, les dispositions de la Charte et des Accords de tutelle, ainsi que toutes autres questions que le Conseil jugera pertinentes.

409^{ème} séance plénière,
le 20 décembre 1952.

⁶ Voir les Documents officiels du Conseil de tutelle, cinquième session, Annexe, point 10 de l'ordre du jour, page 255, et Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément No 4, Annexe.

⁷ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 12.

⁸ Voir le document A/2217.

650 (VII). Cessation de la transmission, en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, de renseignements concernant les Antilles néerlandaises et le Surinam

L'Assemblée générale,

Tenant compte de l'importance de la question de la cessation de la transmission de renseignements, tenant compte de la communication adressée à ce sujet par le Gouvernement des Pays-Bas⁹, et vu le peu de temps dont l'Assemblée générale dispose pour achever les travaux de la septième session,

Décide que le Comité *ad hoc*¹⁰ institué en vue de poursuivre l'étude des facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes, étudiera avec soin les documents relatifs aux territoires des Antilles néerlandaises et du Surinam présentés par le Gouvernement des Pays-Bas, à la lumière de la résolution sur les facteurs adoptée par l'Assemblée générale, et fera rapport à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale.

409^{ème} séance plénière,
le 20 décembre 1952.

651 (VII). Question du Sud-Ouest Africain

L'Assemblée générale

Décide d'ajourner l'examen de la question du Sud-Ouest Africain à sa huitième session et invite le Comité spécial du Sud-Ouest Africain, créé en application de la résolution 570 A (VI) adoptée le 19 janvier 1952 par l'Assemblée générale, à poursuivre ses travaux sur la base des dispositions de cette résolution et à présenter un rapport à la huitième session de l'Assemblée générale.

409^{ème} séance plénière,
le 20 décembre 1952.

652 (VII). La question des Ewés et de l'unification du Togo

L'Assemblée générale,

Ayant adopté à sa sixième session, au sujet de la question des Ewés et de l'unification du Togo, la résolution 555 (VI), qui recommandait notamment que le Conseil de tutelle prit des dispositions pour envoyer, soit une mission spéciale, soit sa prochaine mission de visite dans les deux Territoires sous tutelle intéressés, pour procéder à un examen approfondi de la question des Ewés et de l'unification du Togo, notamment en ce qui concerne le fonctionnement du Conseil mixte que l'on envisageait de créer pour les affaires togolaises, et soumettre au Conseil de tutelle un rapport détaillé et des recommandations précises, qui tiendraient pleinement compte des aspirations et des intérêts réels des populations en cause, et priait le Conseil de tutelle de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa septième session, un rapport spécial sur tous les aspects de la question,

⁹ Voir le document A/2177.

¹⁰ Voir la résolution 648 (VII).

Ayant reçu et examiné le rapport spécial du Conseil de tutelle¹¹ et notamment la résolution adoptée par le Conseil le 25 novembre 1952, au cours de la deuxième partie de sa onzième session¹²,

Ayant également reçu et examiné le rapport spécial sur la question des Ewés et de l'unification du Togo¹³ établi par la Mission de visite des Nations Unies de 1952 dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale, qui a été transmis à l'Assemblée par le Conseil en même temps que le rapport spécial susmentionné,

Ayant entendu les déclarations de M.M. Olympio (All Ewe Conference), Antor et Odamé (Joint Togoland Congress) et Kpodar (Parti togolais du progrès)¹⁴,

Ayant entendu les observations exprimées par des représentants des deux Autorités administrantes¹⁵, et ayant pris note des observations écrites du Gouvernement du Royaume-Uni¹⁶ sur le rapport spécial de la Mission de visite,

Constatant qu'au paragraphe 7 de ses observations, le Gouvernement du Royaume-Uni a exprimé l'avis que "pendant cette période de tutelle, l'Autorité administrante doit créer des institutions politiques, éduquer et informer les populations, instituer la liberté de parole et d'action politique, de façon que les différents partis politiques puissent présenter leur programme aux populations du Territoire sous tutelle et chercher, par des méthodes démocratiques, à obtenir l'appui de la majorité de ces populations",

Rappelant que les représentants de la France au Conseil de tutelle et à l'Assemblée générale ont déclaré que leur gouvernement a pour principe de favoriser le développement d'institutions politiques représentatives et une activité politique démocratique dans les Territoires sous tutelle administrés par la France et que les populations de ces Territoires seront, à la fin de la période de tutelle, entièrement libres de déterminer le statut politique futur de ces Territoires, en association avec une autre entité politique ou de toute autre façon,

Considérant que la majorité de la population des deux Territoires sous tutelle aspire manifestement à l'unification des deux Togos,

Désirant favoriser le progrès politique des deux Territoires sous tutelle et les aspirations librement exprimées de leurs populations, conformément aux fins essentielles du régime de tutelle, énoncées à l'Article 76 de la Charte,

1. *Prie instamment*, comme elle l'a déjà fait dans sa résolution 555 (VI), les deux Autorités administrantes et les populations intéressées de ne ménager aucun effort pour aboutir à un règlement de la question qui soit rapide, constructif et équitable et tienne pleinement compte des aspirations librement exprimées des populations intéressées;

2. *Regrette* que les consultations entreprises par les Autorités administrantes n'aient pas atteint le but visé au paragraphe 5 de la résolution 555 (VI), le mode

¹¹ Voir le document A/2289.

¹² Voir la résolution 643 (XI) du Conseil de tutelle.

¹³ Voir le document T/1034.

¹⁴ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Quatrième Commission, 300ème à 305ème séances.

¹⁵ Voir les Procès-verbaux officiels du Conseil de tutelle, onzième session, 457ème et 458ème séances.

¹⁶ Voir le document T/1039.

d'élection envisagé n'ayant pas abouti à la participation de tous les principaux groupes existant dans les deux Territoires sous tutelle;

3. *Recommande* aux deux Autorités administrantes intéressées de procéder à des consultations étendues et approfondies avec les principaux partis politiques des deux Territoires et de ne ménager aucun effort pour reconstituer le Conseil mixte pour les affaires togolaises, ou un organe de même nature, sur une base qui permettrait d'obtenir la coopération de tous les principaux secteurs de la population, de façon que cet organe soit efficace et représentatif et puisse examiner les problèmes communs aux deux Territoires;

4. *Prie instamment* tous les principaux partis des deux Territoires de ne ménager aucun effort pour apporter une contribution positive à ces consultations;

5. *Recommande* en outre de donner au Conseil mixte, ou à tout organe analogue, un mandat qui lui permette d'examiner toutes les questions politiques, économiques, sociales et culturelles qui intéressent les deux Territoires sous tutelle, y compris la question de leur unification, et de faire des recommandations au sujet de ces questions; recommande également, en tant que première mesure, de rétablir le Conseil mixte et de le réorganiser aussitôt que possible, par voie d'élections directes, au suffrage universel des adultes et au scrutin secret;

6. *Invite* les deux Autorités administrantes à prêter une attention croissante aux possibilités que le Programme élargi d'assistance technique adopté par les Nations Unies en vue du développement économique des pays insuffisamment développés offre pour encourager et accélérer le développement général du Togo sous administration britannique et du Togo sous administration française;

7. *Prie instamment* les deux Autorités administrantes d'intensifier leurs efforts en vue d'assurer une évolution plus rapide des parties septentrionales de l'un et l'autre Territoires, afin que les habitants de ces régions soient mieux à même de jouer leur rôle dans le développement politique des Territoires et d'exprimer leurs vues à ce sujet;

8. *Recommande* aux deux Autorités administrantes de poursuivre l'examen de toutes les difficultés de frontière qui ont fait l'objet de plaintes dans les diverses pétitions et communications adressées à ce propos au Conseil de tutelle et à la Mission de visite, et de prendre toutes les mesures possibles pour réduire ou éliminer ces difficultés;

9. *Est persuadée* que la mise en œuvre de la politique déclarée des Autorités administrantes créera les conditions qui permettront aux habitants des Territoires sous tutelle de décider eux-mêmes de leur avenir politique, et considère que ceux-ci devraient procéder à ce libre choix au moyen de méthodes démocratiques reconnues;

10. *Recommande* aux deux Autorités administrantes de faire le nécessaire, par l'intermédiaire du Conseil mixte ou de toute autre manière, pour favoriser une action commune touchant les questions politiques, économiques et sociales qui sont d'intérêt commun pour les deux Territoires sous tutelle;

11. *Note* qu'aux termes de la résolution 643 (XI) du Conseil de tutelle, les Autorités administrantes sont invitées à présenter au Conseil, avant la huitième session

de l'Assemblée générale, un compte rendu détaillé de toutes les mesures qu'elles auront prises pour donner suite au rapport spécial de la Mission de visite de 1952;

12. *Invite* les Autorités administrantes à faire figurer dans ces rapports un exposé des mesures qu'elles auront prises en application de la présente résolution et une étude détaillée de tous les facteurs qui influent sur la question de l'unification;

13. *Prie* le Conseil de tutelle d'adresser à l'Assemblée générale, à sa prochaine session ordinaire, un rapport spécial sur la façon dont les deux Autorités administrantes auront mis en œuvre la présente résolution et sur les mesures que le Conseil aura prises à ce sujet.

409^{ème} séance plénière,
le 20 décembre 1952.

653 (VII). Participation des habitants autochtones des Territoires sous tutelle au gouvernement de ces Territoires et aux travaux du Conseil de tutelle

L'Assemblée générale,

Considérant sa résolution 554 (VI) du 18 janvier 1952, par laquelle elle invite le Conseil de tutelle à étudier la possibilité d'associer plus étroitement les habitants des Territoires sous tutelle à ses travaux,

Considérant les fins essentielles du régime de tutelle énoncées à l'Article 76 de la Charte,

Considérant qu'il est utile et nécessaire que les habitants autochtones des Territoires sous tutelle disposent de toutes les facilités voulues pour accroître leur capacité d'assumer, le moment venu, la direction des affaires publiques de leurs Territoires,

Prenant note des débats que le Conseil de tutelle a consacrés à cette question¹⁷, lors de ses dixième et onzième sessions, et de la résolution 466 (XI) qu'il a adoptée le 23 juillet 1952,

Considérant qu'il n'a pas été possible jusqu'ici de donner suite à ladite résolution,

1. *Exprime l'opinion* que les objectifs envisagés dans la résolution 544 (VI) seraient mieux atteints si des éléments de la population autochtone des Territoires sous tutelle participaient de façon active au gouvernement de ces Territoires ainsi qu'aux travaux du Conseil de tutelle;

2. *Partage l'espoir*, exprimé par le Conseil de tutelle dans la résolution 466 (XI), que les Autorités chargées d'administration jugeront à propos d'associer les habitants autochtones dûment qualifiés des Territoires sous tutelle aux travaux du Conseil de tutelle, soit comme membres de leurs délégations, soit de toute autre manière qu'elles estimeront souhaitable;

3. *Invite* les Autorités chargées d'administration à étudier attentivement la résolution 466 (XI) du Conseil de tutelle ainsi que la présente résolution, en vue de donner effet aux suggestions qu'elle contiennent;

4. *Prie* le Conseil de tutelle de faire figurer dans ses rapports à l'Assemblée générale des renseignements sur

¹⁷ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de tutelle*, dixième session, 388^{ème}, 389^{ème}, 408^{ème} et 409^{ème} séances; onzième session, 454^{ème} séance.

la suite donnée à la résolution 466 (XI) et à la présente résolution.

410^{ème} séance plénière,
le 21 décembre 1952.

654 (VII). Rapport du Conseil de tutelle

L'Assemblée générale

1. *Prend acte* du rapport du Conseil de tutelle sur sa quatrième session extraordinaire et ses dixième et onzième sessions¹⁸;

2. *Recommande* que le Conseil de tutelle, lors de ses délibérations futures, tienne compte des observations et suggestions qui ont été formulées au cours de la discussion du rapport du Conseil à la septième session de l'Assemblée générale.

410^{ème} séance plénière,
le 21 décembre 1952.

655 (VII). Audition de pétitionnaires du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française

L'Assemblée générale,

Ayant accordé des auditions¹⁹ à des représentants d'organisations du Cameroun sous administration française,

Considérant que le Conseil de tutelle n'a pas encore examiné les rapports des Autorités chargées de l'administration des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration britannique et du Cameroun sous administration française pour l'année 1952, ni reçu les rapports de la Mission de visite dans les Territoires sous tutelle d'Afrique occidentale (1952), et que ces rapports donneront peut-être une image plus complète de la situation,

Considérant que sur certaines des questions les plus importantes qu'ont soulevées les pétitionnaires, le Conseil de tutelle, et, dans certains cas, l'Assemblée générale, ont déjà formulé des observations et des recommandations pour lesquelles ils ont tenu compte de l'avis mûrement réfléchi de l'Autorité administrante,

1. *Prend note* des déclarations des représentants d'organisations du Cameroun sous administration française²⁰, ces déclarations constituant une contribution précieuse à la compréhension des problèmes qui se posent dans le Territoire sous tutelle;

2. *Décide*, sans préjudice de toutes demandes ultérieures d'auditions devant la Quatrième Commission, de communiquer au Conseil de tutelle ces déclarations, ainsi que les observations des membres de la Quatrième Commission²¹, et prie le Conseil de poursuivre l'enquête au sujet des questions sur lesquelles ces déclarations ont porté, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations déjà faites sur ces ques-

¹⁸ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale*, septième session, Supplément No 4, et le document A/2150/Add.1.

¹⁹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale*, septième session, Quatrième Commission, 309^{ème} à 312^{ème} séances.

²⁰ Ibid.

²¹ Ibid.

tions, et de faire rapport sur ces dernières à l'Assemblée générale, lors de sa huitième session.

*410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

656 (VII). Audition de pétitionnaires du Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne

L'Assemblée générale,

Ayant accordé audience²² aux représentants d'organisations de la Somalie sous administration italienne,

Considérant que le Conseil de tutelle n'a pas encore examiné le rapport de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne pour l'année 1952,

Considérant que, sur certaines des questions qu'ont soulevées les pétitionnaires, le Conseil de tutelle, et, dans certains cas, l'Assemblée générale, ont déjà formulé des observations et des recommandations pour lesquelles ils ont tenu compte de l'avis mûrement réfléchi de l'Autorité administrante;

Considérant que, dans le cas particulier de ce Territoire sous tutelle, il existe un Conseil consultatif établi par l'Assemblée générale et qui est autorisé à se faire

²² Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Quatrième Commission, 313ème et 314ème séances.

entendre par le Conseil de tutelle, et qu'il serait nécessaire, pour mieux comprendre les problèmes qui se posent dans le Territoire, d'entendre l'avis autorisé de cet organe,

1. *Prend note* des déclarations faites par les représentants d'organisations du Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne²³;

2. *Décide*, sans préjudice des futures demandes d'audition devant la Quatrième Commission, de communiquer au Conseil de tutelle ces déclarations, ainsi que les observations des membres de la Quatrième Commission²⁴, et prie le Conseil d'étudier spécialement ces questions, notamment du point de vue de la mise en œuvre des recommandations déjà faites à leur sujet, à la lumière des déclarations des pétitionnaires et en tenant compte des observations formulées à la Quatrième Commission; prie en outre le Conseil de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa huitième session;

3. *Invite* le Conseil de tutelle à examiner également l'opportunité d'établir un questionnaire spécial pour la Somalie, ainsi que d'envoyer une mission de visite séparée dans le Territoire, eu égard à la situation particulière dans laquelle il se trouve et au fait qu'il accèdera à l'indépendance dans un délai de huit ans; invite en outre le Conseil à rendre compte à ce sujet dans son prochain rapport.

*410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

²³ Ibid.

²⁴ Ibid.

RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA CINQUIEME COMMISSION

S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
657 (VII). Revision de l'Accord postal entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique (6 novembre 1952) [point 48].....	42
658 (VII). Organisation des Nations Unies: rapport financier et comptes pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1951 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes (25 novembre 1952) [point 39, a].....	42
659 (VII). Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance: rapport financier et comptes pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1951 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes (25 novembre 1952) [point 39, b].....	42
660 (VII). Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient: comptes pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 30 juin 1952 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes (25 novembre 1952) [point 39, c].....	42
661 (VII). Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée: rapport financier et comptes pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1952 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes (25 novembre 1952) [point 39, d].....	43
662 (VII). Prévisions supplémentaires de dépenses pour l'exercice financier 1952 (25 novembre 1952) [point 41].....	43
663 (VII). Siège de l'Organisation des Nations Unies (25 novembre 1952) [point 47]	45
664 (VII). Adoption de l'espagnol comme langue de travail par le Conseil économique et social et ses commissions techniques (5 décembre 1952) [point 62]	45
665 (VII). Barème de répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies: rapport du Comité des contributions (5 décembre 1952) [point 46]	45
666 (VII). Nominations aux postes vacants au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (20 décembre 1952) [point 44, a]	46
667 (VII). Nominations aux postes vacants au Comité des contributions (20 décembre 1952) [point 44, b].....	46
668 (VII). Nomination à un poste vacant au Comité des Commissaires aux comptes (20 décembre 1952) [point 44, c].....	46
669 (VII). Confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général au Comité des placements (20 décembre 1952) [point 44, d].....	46
670 (VII). Nominations aux postes vacants au Tribunal administratif des Nations Unies (20 décembre 1952) [point 44, e].....	47
671 (VII). Nominations aux postes vacants au Comité de la Caisse des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies (20 décembre 1952) [point 44, f]	47
672 (VII). Coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées: coordination sur le plan administratif et budgétaire (20 décembre 1952) [point 26, a].....	47
673 (VII). Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses de fonds de l'assistance technique prélevés sur le compte spécial, effectuées par les institutions spécialisées (20 décembre 1952) [point 40].....	47
674 (VII). Ouverture de crédits pour l'exercice financier 1953 (21 décembre 1952) [point 42].....	48
675 (VII). Dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice financier 1953 (21 décembre 1952) [point 42].....	50
676 (VII). Fonds de roulement (exercice financier 1953) [21 décembre 1952] (point 42)	50

	<i>Pages</i>
677 (VII). Paiement d'honoraires aux rapporteurs des organes des Nations Unies (21 décembre 1952) [point 42].....	51
678 (VII). Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 1951 (21 décembre 1952) [point 45, a].....	51
679 (VII). Deuxième évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (21 décembre 1952) [point 45, b].....	51
680 (VII). Amendements aux statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (21 décembre 1952) [point 45, c].....	52
681 (VII). Administration de l'Organisation des Nations Unies (21 décembre 1952) [point 69].....	58
682 (VII). Statut du personnel des Nations Unies: question d'une période de stage (21 décembre 1952) [point 49].....	59

657 (VII). Revision de l'Accord postal entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique

L'Assemblée générale,

Considérant les dispositions de l'Accord postal entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique, conclu le 28 mars 1951 par le Secrétaire général au nom de l'Organisation des Nations Unies, en exécution des dispositions de la résolution 454 (V) adoptée le 16 novembre 1950 par l'Assemblée générale,

Ayant examiné un rapport du Secrétaire général¹ relatif à certaines difficultés suscitées par l'application dudit Accord en ce qui concerne l'achat de timbres-poste de l'Organisation des Nations Unies par le public venu visiter le Siège de l'Organisation,

Prenant acte des arrangements proposés par le Secrétaire général² en ce qui concerne le fonctionnement futur des services postaux au Siège,

Constatant notamment que, pour pouvoir mettre ces arrangements en application, il sera nécessaire d'amender l'Accord postal en supprimant les mots "en exécution de commandes reçues par correspondance" à la fin de la première phrase de l'alinéa ii de la section 3 de l'Accord,

Autorise le Secrétaire général à conclure l'instrument nécessaire pour apporter à l'Accord postal conclu avec les Etats-Unis d'Amérique l'amendement prévu au paragraphe précédent.

*391ème séance plénière,
le 6 novembre 1952.*

658 (VII). Organisation des Nations Unies: rapport financier et comptes pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1951 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale

1. *Accepte* le rapport financier et les comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1951, ainsi que l'attestation du Comité des Commissaires aux comptes³;

2. *S'associe* aux observations⁴ du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en ce

¹ Voir le document A/2191.

² Voir le document A/2191/Add.1.

³ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 6.

⁴ Ibid., Supplément No 7.

qui concerne le rapport du Comité des Commissaires aux comptes.

*398ème séance plénière,
le 25 novembre 1952.*

659 (VII). Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance: rapport financier et comptes pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1951 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale

1. *Accepte* le rapport financier et les comptes du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1951, ainsi que l'attestation du Comité des Commissaires aux comptes¹;

2. *Prend acte* des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires² en ce qui concerne le rapport du Comité des Commissaires aux comptes.

*398ème séance plénière,
le 25 novembre 1952.*

660 (VII). Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient: comptes pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 30 juin 1952 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale

1. *Accepte* les comptes de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour la période comprise entre le 1er janvier 1951 et le 30 juin 1952, ainsi que l'attestation du Comité des Commissaires aux comptes³;

2. *Prend acte* des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴.

*398ème séance plénière,
le 25 novembre 1952.*

¹ Ibid., Supplément No 6A.

² Voir le document A/2220.

³ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 6B.

⁴ Voir le document A/2238.

661 (VII). Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée: rapport financier et comptes pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1952 et rapport du Comité des Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale

1. *Accepte* le rapport financier et les comptes de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1952,

ainsi que l'attestation du Comité des Commissaires aux comptes⁹;

2. *Prend acte* des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁰.

398ème séance plénière,
le 25 novembre 1952.

⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 6C.

¹⁰ Voir le document A/2239.

662 (VII). Prévisions supplémentaires de dépenses pour l'exercice financier 1952

L'Assemblée générale

Décide que le crédit de 48.096.780 dollars des Etats-Unis ouvert pour l'exercice financier 1952 par la résolution 583 (VI) du 21 décembre 1951 est augmenté de 2.450.880 dollars. Cette augmentation se répartit de la façon suivante:

Chapitres	Crédits ouverts, ajustés en vertu de la résolution 583 (VI)	Augmentation ou diminution de crédits	Montant révisé des crédits
<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
A. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES			
<i>Titre I. — Sessions de l'Assemblée générale, des Conseils, Commissions et Comités</i>			
1. L'Assemblée générale, ses Commissions et Comités.....	1.450.400	161.800	1.612.200
2. Le Conseil de sécurité, ses commissions et comités.....	—	—	—
3. Le Conseil économique et social, ses commissions et comités...	149.770	6.200	155.970
a) Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle des stupéfiants.....	16.000	—	16.000
b) Commissions économiques régionales.....	50.300	— (24.400)	25.900
4. Le Conseil de tutelle, ses commissions et comités.....	50.000	—	50.000
TOTAL DU TITRE I	1.716.470	143.600	1.860.070
<i>Titre II. — Enquêtes et recherches</i>			
5. Enquêtes et recherches	2.350.300	462.750	2.813.050
a) Service mobile des Nations Unies.....	517.160	— (20.000)	497.160
TOTAL DU TITRE II	2.867.460	442.750	3.310.210
<i>Titre III. — Siège de l'Organisation à New-York</i>			
6. Cabinet du Secrétaire général.....	489.860	—	489.860
a) Bibliothèque	473.450	— (6.150)	467.300
7. Département des affaires du Conseil de sécurité.....	791.040	— (25.040)	766.000
8. Secrétariat du Comité d'état-major.....	140.800	— (24.700)	116.100
9. Administration de l'assistance technique.....	300.000	—	300.000
10. Département des questions économiques.....	2.309.910	— (74.010)	2.235.900
11. Département des questions sociales.....	1.704.410	— (9.310)	1.695.100
12. Département de la tutelle et des renseignements provenant des territoires non autonomes.....	933.970	—	933.970
13. Département de l'information.....	2.732.310	—	2.732.310
14. Département juridique.....	454.370	— (7.070)	447.300
15. Conférences et services généraux.....	7.811.940	58.060	7.870.000
16. Services administratifs et financiers.....	3.067.780	91.820	3.159.600
17. Dépenses communes afférentes au personnel.....	4.145.000	2.126.460	6.271.460
18. Charges communes.....	3.572.900	— (48.500)	3.524.400
19. Matériel	517.100	—	517.100
a) Améliorations apportées aux locaux.....	91.500	—	91.500
TOTAL DU TITRE III	29.536.340	2.081.560	31.617.900
<i>Titre IV. — Bureau des Nations Unies à Genève</i>			
20. Bureau des Nations Unies à Genève (à l'exception des dépenses directement imputables au secrétariat commun du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants qui sont prévues à l'article III).....	4.305.120	34.000	4.339.120

Chapitres	Crédits ouverts, ajustés en vertu de la résolution 583 (VI)	Augmentation ou diminution de crédits	Montant révisé des crédits
<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
Article III. — Secrétariat commun du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants..	55.700	— (10.300)	45.400
a) Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	639.100	— (39.100)	600.000
TOTAL DU TITRE IV	4.999.920	— (15.400)	4.984.520
<i>Titre V. — Centres d'information</i>			
21. Centres d'information (à l'exception des services d'information du Bureau des Nations Unies à Genève).....	892.300	—	892.300
TOTAL DU TITRE V	892.300	—	892.300
<i>Titre VI. — Commissions économiques régionales (à l'exception de la Commission économique pour l'Europe)</i>			
22. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.....	973.800	25.400	999.200
23. Commission économique pour l'Amérique latine.....	734.700	—	734.700
TOTAL DU TITRE VI	1.708.500	25.400	1.733.900
<i>Titre VII. — Dépenses de représentation</i>			
24. Dépenses de représentation.....	20.000	—	20.000
TOTAL DU TITRE VII	20.000	—	20.000
<i>Titre VIII. — Travaux contractuels d'imprimerie</i>			
25. Documents officiels (à l'exception des dépenses prévues à l'article VI pour le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants).....	814.570	— (70.030)	744.540
Article VI. — Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle des stupéfiants.....	8.960	—	8.960
26. Publications.....	850.000	— (150.000)	700.000
TOTAL DU TITRE VIII	1.673.530	— (220.030)	1.453.500
<i>Titre IX. — Programmes techniques</i>			
27. Fonctions consultatives en matière de service social.....	768.500	—	768.500
28. Assistance technique en vue du développement économique...	479.400	—	479.400
29. Programme de formation professionnelle en matière d'administration publique.....	145.000	—	145.000
TOTAL DU TITRE IX	1.392.900	—	1.392.900
<i>Titre X. — Dépenses spéciales</i>			
30. Transfert à l'Organisation des Nations Unies des avoirs de la Société des Nations.....	649.500	—	649.500
31. Amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du Siège.....	1.000.000	—	1.000.000
a) Frais de construction du Siège.....	1.000.000	—	1.000.000
TOTAL DU TITRE X	2.649.500	—	2.649.500
B. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE			
<i>Titre XI. — Cour internationale de Justice</i>			
32. Cour internationale de Justice.....	639.860	— (7.000)	632.860
TOTAL DU TITRE XI	639.860	— (7.000)	632.860
TOTAL GENERAL	48.696.780	2.450.880	50.547.660

663 (VII). Siège de l'Organisation des Nations Unies*L'Assemblée générale*

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies¹¹;

2. *Invite* le Secrétaire général à présenter à l'Assemblée générale, lors de sa huitième session, un rapport final sur la construction du Siège.

*398ème séance plénière,
le 25 novembre 1952.*

664 (VII). Adoption de l'espagnol comme langue de travail par le Conseil économique et social et ses commissions techniques*L'Assemblée générale*

Fait sienne l'opinion¹² du Conseil économique et social selon laquelle il convient que le Conseil économique et social et ses commissions techniques adoptent l'espagnol comme langue de travail.

*400ème séance plénière,
le 5 décembre 1952.*

665 (VII). Barème de répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies: rapport du Comité des contributions*L'Assemblée générale,*

Ayant étudié les recommandations du Comité des contributions¹³ concernant les ajustements que ce comité propose d'apporter au barème de répartition des dépenses pour l'exercice financier 1953,

1. *Constate avec satisfaction* les mesures que le Comité des contributions a prises pour mettre en œuvre les recommandations contenues dans la résolution 582 (VI) de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1951, en tenant davantage compte de la situation des pays où le revenu par habitant est faible, et prie instamment le Comité de poursuivre ses efforts dans ce sens;

2. *Donne pour instructions* au Comité des contributions de ne pas prendre d'autres mesures touchant le maximum par habitant, tant que l'Organisation n'aura pas admis de nouveaux Membres ou que la situation économique des Membres actuels ne se sera pas assez améliorée pour que l'on puisse apporter au barème des ajustements progressifs;

3. *Décide* qu'à partir du 1er janvier 1954, la quote-part de l'Etat Membre dont la contribution est la plus élevée ne devra pas dépasser le tiers du total des contributions des Membres;

4. *Décide:*

a) Que le barème de répartition des contributions pour le budget de 1953 sera le suivant:

<i>Etats Membres</i>	<i>Pourcentages</i>
Afghanistan	0,08
Arabie saoudite	0,07
Argentine	1,45
Australie	1,75
Belgique	1,37
Birmanie	0,13
Bolivie	0,06
Brésil	1,45
Canada	3,30
Chili	0,33
Chine	5,62
Colombie	0,35
Costa-Rica	0,04
Cuba	0,34
Danemark	0,78
Egypte	0,50
Equateur	0,04
Etats-Unis d'Amérique	35,12
Ethiopie	0,10
France	5,75
Grèce	0,19
Guatemala	0,06
Haïti	0,04
Honduras	0,04
Inde	3,45
Indonésie	0,60
Irak	0,12
Iran	0,33
Islande	0,04
Israël	0,17
Liban	0,05
Libéria	0,04
Luxembourg	0,05
Mexique	0,70
Nicaragua	0,04
Norvège	0,50
Nouvelle-Zélande	0,48
Pakistan	0,79
Panama	0,05
Paraguay	0,04
Pays-Bas	1,25
Pérou	0,18
Philippines	0,39
Pologne	1,58
République Dominicaine	0,05
République socialiste soviétique de Biélorussie	0,43
République socialiste soviétique d'Ukraine	1,63
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	10,30
Salvador	0,05
Suède	1,65
Syrie	0,08
Tchécoslovaquie	1,05
Thaïlande	0,18
Turquie	0,65
Union des Républiques socialistes soviétiques	12,28
Union Sud-Africaine	0,83
Uruguay	0,18
Venezuela	0,35
Yémen	0,04
Yougoslavie	0,44
	100,00

¹¹ Voir le document A/2209.

¹² Voir la résolution 456 C (XIV) du Conseil économique et social.

¹³ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 1C.

b) Que, nonobstant les dispositions de l'article 159 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Comité des contributions procédera, en 1953, à un nouvel examen du barème de répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies et qu'un rapport sera soumis pour examen à l'Assemblée générale, à sa prochaine session ordinaire;

c) Que, nonobstant les dispositions du paragraphe 5 de l'article V du règlement financier, le Secrétaire général est habilité à accepter, lorsqu'il le jugera à propos et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, qu'une partie des contributions des Etats Membres pour l'exercice financier 1953 soit versée en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis;

d) Que la Suisse contribuera dans une proportion de 1,50 pour 100 et la Principauté de Liechtenstein dans une proportion de 0,04 pour 100 aux dépenses de la Cour internationale de Justice pour l'année 1953, ces contributions ayant été fixées après consultation avec les gouvernements respectifs, conformément aux dispositions des résolutions 91 (I) et 363 (IV) adoptées par l'Assemblée générale le 11 décembre 1946 et le 1er décembre 1949 respectivement;

e) Que les Etats non membres qui sont signataires d'instruments internationaux relatifs aux stupéfiants seront appelés à contribuer aux dépenses annuelles résultant, depuis l'année 1952, des obligations conférées à l'Organisation des Nations Unies par lesdits instruments, conformément au barème suivant:

Pays	Pourcentages
Albanie	0,04
République fédérale d'Allemagne	4,22
Autriche	0,31
Bulgarie	0,19
Cambodge	0,04
Ceylan	0,13
Finlande	0,42
Hongrie	0,48
Irlande	0,34
Italie	2,20
Japon	1,90
Royaume de la Jordanie hachémite	0,04
Laos	0,04
Liechtenstein	0,04
Monaco	0,04
Portugal	0,30
Roumanie	0,50
Saint-Marin	0,04
Suisse	1,26
Vietnam	0,17

401ème séance plénière,
le 5 décembre 1952.

666 (VII). Nominations aux postes vacants au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

L'Assemblée générale

1. Nomme membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires:

M. Carlos Blanco,
M. Arthur H. Clough,
M. William O. Hall;

2. Déclare MM. Blanco, Clough et Hall nommés pour une période de trois ans à compter du 1er janvier 1953.

409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.

667 (VII). Nominations aux postes vacants au Comité des contributions

A

L'Assemblée générale

1. Nomme membres du Comité des contributions les personnes dont le nom suit:

M. S. M. Burke,
M. Jiri Nosek,
M. S. A. Ricé;

2. Déclare MM. Burke, Nosek et Rice nommés pour trois ans, à compter du 1er janvier 1953.

409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.

B

L'Assemblée générale

1. Déclare que M. Arthur H. Clough est nommé membre du Comité des contributions, aux termes du mandat défini à l'article 158 du règlement intérieur de l'Assemblée générale;

2. Déclare M. Arthur H. Clough nommé pour une période se terminant le 31 décembre 1953.

409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.

668 (VII). Nomination à un poste vacant au Comité des Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale

Nomme le Vérificateur général des comptes du Canada membre du Comité des Commissaires aux comptes pour une période de trois ans, à compter du 1er juillet 1953.

409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.

669 (VII). Confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général au Comité des placements

L'Assemblée générale

Confirme le renouvellement par le Secrétaire général du mandat de M. Ivar Rooth comme membre du Comité des placements pour une période de trois ans, à compter du 1er janvier 1953.

409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.

670 (VII). Nominations aux postes vacants au Tribunal administratif des Nations Unies*L'Assemblée générale*

1. *Nomme* membres du Tribunal administratif des Nations Unies :

M. Djalal Abdoh,
Mme Paul Bastid,
M. Omar Loutfi ;

2. *Déclare* M. Abdoh, Mme Bastid et M. Loutfi nommés pour une période de trois ans à dater du 1er janvier 1953 ;

3. *Décide* de maintenir en fonctions jusqu'au 31 décembre 1953 les membres du Tribunal administratif dont le mandat viendra à expiration le 30 novembre 1953.

*409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.*

671 (VII). Nominations aux postes vacants au Comité de la Caisse des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies*L'Assemblée générale*

1. *Nomme* membres et membres suppléants du Comité de la Caisse des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies :

Membres :

M. Keith G. Brennan,
M. R. T. Cristóbal,
M. Francisco A. Forteza ;

Membres suppléants :

M. Arthur H. Clough,
M. Warren B. Irons,
M. Fazlollah Nouredin Kia ;

2. *Déclare* ces membres et ces membres suppléants nommés pour une période de trois ans à compter du 1er janvier 1953.

*409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.*

672 (VII). Coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées : coordination sur le plan administratif et budgétaire**A***L'Assemblée générale*

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport¹⁴ du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatif aux budgets administratifs des institutions spécialisées pour 1953 et du rapport¹⁵ du Secrétaire général sur les services communs et sur la coordination des services de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans divers centres ;

2. *Appelle l'attention* des institutions spécialisées sur les recommandations et les propositions qui figurent dans le rapport du Comité consultatif, ainsi que sur les opinions exprimées à ce sujet par les représentants des Etats Membres au cours de la septième session de l'Assemblée générale ;

¹⁴ Voir le document A/2287.

¹⁵ Voir le document A/C.5/504.

3. *Prie* le Secrétaire général d'étudier de façon suivie, en consultation avec les Directeurs des institutions spécialisées et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, le problème de la coordination des méthodes d'administration et des services administratifs.

*409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.*

B*L'Assemblée générale,*

Constatant l'accroissement de l'activité de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées, ainsi que l'accroissement correspondant de leurs charges financières,

1. *Estime* que le système actuellement en vigueur pour la vérification des comptes n'est peut-être pas celui qui permettrait de répondre de la manière la plus appropriée ou la plus efficace à ces besoins accrus ;

2. *Invite* le Secrétaire général et les Directeurs des institutions spécialisées à examiner, au Comité administratif de coordination, en consultation avec le Groupe commun de vérificateurs, les méthodes actuelles de vérification des comptes et les arrangements en vigueur et à présenter des recommandations appropriées sur toutes modifications ou améliorations qu'ils pourront juger souhaitables ;

3. *Invite* les gouvernements des Etats Membres à soumettre au Secrétaire général les vues ou les recommandations qu'ils souhaiteraient formuler sur ce point pour que le Secrétaire général les examine et les transmette aux institutions spécialisées et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ;

4. *Invite* le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à examiner les recommandations du Comité administratif de coordination et à faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa huitième session ;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la huitième session de l'Assemblée générale une question intitulée : "Revision des méthodes de vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées".

*409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.*

673 (VII). Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses de fonds de l'assistance technique prélevés sur le compte spécial, effectuées par les institutions spécialisées*L'Assemblée générale*

1. *Accepte* les rapports¹⁶ de vérification des comptes concernant les dépenses de fonds de l'assistance technique prélevés sur le compte spécial que les institutions spécialisées ont effectuées pendant la période allant de la mise en œuvre du Programme élargi d'assistance technique au 31 décembre 1951 ;

2. *Prend acte* des observations¹⁷ que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a présentées au sujet de ces rapports.

*409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.*

¹⁶ Voir le document A/C.5/518.

¹⁷ Voir le document A/2270.

674 (VII). Ouverture de crédits pour l'exercice financier 1953

*L'Assemblée générale**Décide* que pour l'exercice financier 1953:

1. Un crédit de 48.327.700 dollars des Etats-Unis est ouvert pour les objets suivants:

A. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES			
<i>Titre I. — Sessions de l'Assemblée générale, des Conseils, Commissions et Comités</i>			
<i>Chapitres</i>		<i>Dollars des Etats-Unis</i>	
1. L'Assemblée générale, ses Commissions et Comités.....		603.400	
2. Le Conseil de sécurité, ses commissions et comités.....		—	
3. Le Conseil économique et social, ses commissions et comités..	263.200		
a) Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle des stupéfiants.....	20.000		
b) Commissions économiques régionales.....	96.000	379.200	
4. Le Conseil de tutelle, ses commissions et comités.....		59.900	
TOTAL DU TITRE I			1.042.500
<i>Titre II. — Enquêtes et recherches</i>			
5. Enquêtes et recherches.....	2.140.700		
a) Service mobile des Nations Unies.....	546.200		
TOTAL DU TITRE II			2.686.900
<i>Titre III. — Siège de l'Organisation à New-York</i>			
6. Cabinet du Secrétaire général.....	458.600		
a) Bibliothèque	475.000	933.600	
7. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité		769.200	
8. Secrétariat du Comité d'état-major.....		137.000	
9. Administration de l'assistance technique.....		386.700	
10. Département des questions économiques.....		2.304.000	
11. Département des questions sociales.....		1.749.500	
12. Département de la tutelle et des renseignements provenant des territoires non autonomes.....		950.000	
13. Département de l'information.....		2.755.000	
14. Département juridique		459.400	
15. Conférences et services généraux.....		9.721.600	
16. Services administratifs et financiers.....		1.604.900	
17. Dépenses communes afférentes au personnel.....		4.521.000	
18. Charges communes		3.831.600	
19. Matériel		247.550	
a) Améliorations apportées aux locaux.....		—	
TOTAL DU TITRE III			30.371.050
<i>Titre IV. — Bureau des Nations Unies à Genève</i>			
20. Bureau des Nations Unies à Genève (à l'exception des dépenses directement imputables au secrétariat commun du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants, qui sont prévues à l'article III).....	4.423.300		
Article III. — Secrétariat commun du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants..	47.100		
	4.470.400		
a) Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	650.000	5.120.400	
TOTAL DU TITRE IV			5.120.400
<i>Titre V. — Centres d'information</i>			
21. Centres d'information (à l'exception des services d'information du Bureau des Nations Unies à Genève).....		862.300	
TOTAL DU TITRE V			862.300
<i>A reporter</i>			40.083.150

Chapitres	Dollars des Etats-Unis	
<i>Report</i>		40.083.150
<i>Titre VI. — Commissions économiques régionales (à l'exception de la Commission économique pour l'Europe)</i>		
22. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient....	1.030.000	
23. Commission économique pour l'Amérique latine.....	866.000	
TOTAL DU TITRE VI		1.896.000
<i>Titre VII. — Dépenses de représentation</i>		
24. Dépenses de représentation.....	20.000	
TOTAL DU TITRE VII		20.000
<i>Titre VIII. — Travaux contractuels d'imprimerie</i>		
25. Documents officiels (à l'exception des dépenses prévues à l'article VI pour le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants).....	752.220	
Article VI. — Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle des stupéfiants.....	11.780	764.000
26. Publications		815.200
TOTAL DU TITRE VIII		1.579.200
<i>Titre IX. — Programmes techniques</i>		
27. Activités sociales		768.500
28. Développement économique		479.400
29. Administration publique		145.000
TOTAL DU TITRE IX		1.392.900
<i>Titre X. — Dépenses spéciales</i>		
30. Transfert aux Nations Unies des avoirs de la Société des Nations		649.500
31. Amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du Siège	1.500.000	
a) Dépenses relatives à la construction du Siège.....	1.000.000	2.500.000
TOTAL DU TITRE X		3.149.500
B. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE		
<i>Titre XI. — Cour internationale de Justice</i>		
32. Cour internationale de Justice.....	630.800	
TOTAL DU TITRE XI		630.800
C. — DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES		
<i>Titre XII. — Dispositions complémentaires</i>		
33. Réduction globale à appliquer aux prévisions relatives à divers chapitres du budget.....	(423.850)	(423.850)
TOTAL GÉNÉRAL		48.327.700

2. Les crédits ouverts au paragraphe 1 ci-dessus sont couverts par les contributions des Etats Membres, après ajustement, conformément aux dispositions du règlement financier et sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de la résolution relative au Fonds de roulement¹⁴. A cet effet, les recettes accessoires pour l'exercice financier 1953 sont estimées à 6.238.200 dollars des Etats-Unis.

3. Le Secrétaire général est autorisé :

- i) A gérer comme un tout les crédits suivants :
 - a) Crédits prévus au chapitre 3a, au chapitre 20, article III, et au chapitre 25, article VI ;
 - b) Crédits prévus au chapitre 13, au chapitre 20, article II, au chapitre 21 et crédits prévus au chapitre 26 pour les dépenses au titre de l'information ;
 - c) Crédits prévus aux divers chapitres du titre III pour les frais de voyage du personnel en mission ;
- ii) A appliquer aux divers chapitres du budget la réduction prévue au chapitre 33 ;
- iii) A virer des crédits d'un chapitre à un autre du budget, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ;

¹⁴ Voir la résolution 676 (VII), page 50.

4. Le Secrétaire général est en outre autorisé à arrêter avec les autorités compétentes de la République et Canton de Genève les dispositions qu'il jugera bon de prendre, selon les modalités prévues dans le document A/C.5/510, au sujet de l'échange de la propriété dénommée Le Chêne, appartenant à l'Organisation des Nations Unies, contre la propriété dénommée Le Bocage, appartenant à la République et Canton de Genève;

5. Outre les crédits ouverts au paragraphe 1 ci-dessus, une somme de 13.000 dollars des Etats-Unis provenant du revenu de la Fondation Rockefeller pour la bibliothèque est affectée, conformément à l'objet et aux dispositions de cette Fondation, à l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

675 (VII). Dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice financier 1953

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice financier 1953,

Le Secrétaire général, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et sous réserve des dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, est autorisé à engager des dépenses au titre des dépenses imprévues et extraordinaires; il est entendu que l'assentiment du Comité consultatif ne sera pas nécessaire pour:

a) Les engagements ne dépassant pas au total 2 millions de dollars des Etats-Unis, si le Secrétaire général certifie qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité ou à des mesures urgentes de relèvement économique;

b) Les engagements ne dépassant pas au total 25.000 dollars, occasionnés par la réunion d'une conférence intergouvernementale sur les produits de base;

c) Les engagements ne dépassant pas au total 50.000 dollars, afférents à la Commission de bons offices des Nations Unies pour la question du traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine;

d) Les engagements ne dépassant pas au total 50.000 dollars, afférents à la Commission chargée d'étudier la question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine;

e) Les engagements ne dépassant pas au total 129.000 dollars, nécessaires à l'achat de médailles et de rubans commémoratifs de Corée;

f) Les engagements qui, suivant l'attestation du Président de la Cour internationale de Justice, ont trait aux dépenses occasionnées:

i) Par la désignation de juges *ad hoc* (Statut, Article 31),

ii) Par la désignation d'assesseurs (Statut, Article 30), par la citation de témoins et la désignation d'experts (Statut, Article 50),

iii) Par les sessions de la Cour tenues hors de La Haye (Statut, Article 22), et qui ne dépassent pas 24.000, 25.000 et 75.000 dollars respectivement, pour chacune des trois rubriques ci-dessus.

Le Secrétaire général présentera au Comité consultatif et à l'Assemblée générale à sa prochaine session ordinaire un rapport sur toutes les dépenses faites en vertu de la présente résolution et sur les conditions de

leur engagement; de plus, il présentera à l'Assemblée générale des prévisions supplémentaires relatives à ces engagements.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

676 (VII). Fonds de roulement (exercice financier 1953)

L'Assemblée générale

Décide que:

1. Le Fonds de roulement est fixé pour l'exercice financier 1953 à 21.500.000 dollars des Etats-Unis. Il sera alimenté comme suit:

a) 20 millions de dollars proviendront des avances en espèces faites par les Etats Membres conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de la présente résolution;

b) 1.239.203 dollars proviendront du virement antérieurement effectué du solde de l'excédent au 31 décembre 1950 qui n'est pas déjà venu en déduction du montant des contributions des Etats Membres pour 1951, conformément à la résolution 585 A (VI) de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1951;

c) 260.797 dollars proviendront du virement d'une partie du solde de l'excédent au 31 décembre 1951 qui n'est pas déjà venue en déduction du montant des contributions des Etats Membres pour 1952;

2. Les Etats Membres feront des avances au Fonds de roulement, en application de l'alinéa a du paragraphe 1 ci-dessus, et conformément au barème adopté par l'Assemblée générale pour les contributions des Etats Membres au huitième budget annuel¹;

3. Il sera effectué une compensation entre ces nouvelles avances et les sommes versées par les Etats Membres au Fonds de roulement pour l'exercice 1952, conformément au paragraphe 2 de la résolution 585 A (VI) de l'Assemblée générale, étant entendu qu'au cas où l'avance versée par un Etat Membre au Fonds de roulement pour l'exercice 1952 serait supérieure à l'avance que doit consentir cet Etat aux termes du paragraphe 2 ci-dessus, le surplus viendrait en déduction du montant des contributions dues par l'Etat Membre au titre du huitième budget annuel ou de tout autre budget antérieur;

4. Le Secrétaire général est autorisé à avancer, par prélèvement sur le Fonds de roulement:

a) Les sommes qui pourront être nécessaires pour l'exécution du budget en attendant le recouvrement des

¹ Voir la résolution 665 (VII), page 45.

contributions; les sommes ainsi avancées devront être remboursées aussitôt qu'on disposera à cette fin de recettes provenant des contributions;

b) Les sommes qui pourront être nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément à la résolution relative aux dépenses imprévues et extraordinaires²⁰. Le Secrétaire général demandera, dans les prévisions budgétaires, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;

c) Des sommes qui, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, ne dépassent pas 250.000 dollars, pour continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer des achats et activités divers qui s'amortissent d'eux-mêmes. Des avances au-delà du total de 250.000 dollars pourront être accordées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le Secrétaire général présentera, en même temps que les comptes annuels, un exposé des avances non remboursées à la fin de chaque exercice au fonds d'avances remboursables;

d) Des sommes, à titre de prêts, à des institutions spécialisées et à des commissions préparatoires d'institutions à établir par accord intergouvernemental conclu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, pour financer leurs travaux, en attendant que les institutions intéressées aient encaissé des montants suffisants sur les contributions prévues par leurs propres budgets. En faisant ces prêts, qui seront normalement remboursables en deux ans, le Secrétaire général devra tenir compte des ressources financières envisagées pour l'institution intéressée; il devra obtenir l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avant de prêter une somme à une institution si, du fait de ce prêt, le montant global des prêts non remboursés devait dépasser à un moment quelconque 3 millions de dollars (y compris les sommes déjà prêtées et non remboursées), et avant de prêter à une institution une somme qui porterait à plus d'un million de dollars (y compris les sommes déjà prêtées et non remboursées) le montant total prêté à cette institution et non remboursé; étant entendu que, nonobstant les dispositions ci-dessus, la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce sera autorisée à différer jusqu'au 31 décembre 1953 le remboursement du solde des prêts qui lui ont été faits;

e) Des sommes qui, jointes aux montants déjà avancés pour le même objet et non remboursés, ne dépasseront pas 420.000 dollars, pour continuer les opérations de la Caisse de logement du personnel et couvrir le montant des loyers, les dépôts de garantie et les besoins en fonds de roulement afférents au logement du personnel du Secrétariat. Ces avances devront être remboursées au Fonds de roulement dès que les avances de loyer, les dépôts de garantie et les avances de fonds de roulement auront été recouvrés;

f) Les sommes, ne dépassant pas 90.000 dollars, qui pourront être nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance et de dépôts si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice financier au cours duquel le versement est effectué. Ce montant pourra être augmenté avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le Secrétaire général inscrira au budget de chaque exercice des crédits à cet effet pendant toute

la durée des polices, afin de couvrir les frais ainsi encourus au cours de l'exercice;

g) Les sommes, ne dépassant pas un million de dollars, qui pourront être nécessaires pour l'achèvement du Siège de l'Organisation des Nations Unies.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

677 (VII). Paiement d'honoraires aux rapporteurs des organes des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Reconnaissant que la nomination d'une personnalité aux fonctions de rapporteur d'un organe des Nations Unies est un honneur pour le pays de l'intéressé et une distinction pour lui-même,

1. *Estime* qu'aucune nomination de cette nature ne doit donner lieu à rémunération;

2. *Invite* tous les organes des Nations Unies à tenir compte à l'avenir des vues de l'Assemblée générale telles qu'elles sont exprimées dans la présente résolution.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

678 (VII). Rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 1951

L'Assemblée générale

1. *Prend acte* du rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 1951²¹;

2. *Invite* le Secrétaire général à appeler l'attention des institutions spécialisées affiliées à la Caisse commune des pensions sur les rapports présentés à l'Assemblée générale, lors de sa septième session, par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²²;

3. *Recommande* que les organes de direction compétents des institutions spécialisées intéressées reconnaissent la juridiction du Tribunal administratif des Nations Unies pour les affaires relatives à des recours invoquant l'inobservation des statuts de la Caisse des pensions;

4. *Invite* le Secrétaire général à faire rapport à l'Assemblée générale à sa huitième session sur la suite que les institutions spécialisées auront donnée à cette recommandation.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

679 (VII). Deuxième évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

L'Assemblée générale

1. *Prend acte* du rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations

²¹ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 8.

²² Voir le document A/2285.

²⁰ Voir la résolution 675 (VII), page 50.

Unies²³ sur la deuxième évaluation actuarielle de la Caisse au 31 décembre 1951;

2. *Prend note* des observations formulées à ce sujet par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²⁴.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

680 (VII). Amendements aux statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les recommandations²⁵ présentées par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies²⁶ conformément à l'article 37 des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies au sujet des amendements et des additions à apporter aux statuts,

1. *Approuve* les amendements et les additions²⁷ aux statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies figurant à l'annexe de la présente résolution et décide que les statuts ainsi modifiés entreront en vigueur le 1er janvier 1953;

2. *Renvoie* au Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel les propositions de ce comité relatives aux articles 11 et 16 pour qu'il les examine à nouveau, en tenant compte des observations formulées au sujet de ces articles dans le vingt-quatrième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à la septième session de l'Assemblée générale²⁸ et des débats qui ont eu lieu à la 369ème séance de la Cinquième Commission;

3. *Renvoie* au Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel, pour qu'il l'examine à sa prochaine session, la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires tendant à imputer à la Caisse elle-même les dépenses d'administration engagées pour l'application des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

4. *Invite* le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel à faire rapport à l'Assemblée générale à sa huitième session sur les questions visées aux paragraphes 2 et 3 de la présente résolution.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

²³ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 8A*.

²⁴ Voir le document A/2346.

²⁵ Voir le document A/2203.

²⁶ Voir la résolution 248 (III).

²⁷ Le texte des amendements et additions susmentionnés figure, indiqué en italique, dans le document A/2345, reproduit dans les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Annexes*, point 45 de l'ordre du jour.

²⁸ Voir le document A/2285.

ANNEXE

Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (incorporant les amendements et additions approuvés par l'Assemblée générale à sa septième session)

ARTICLE PREMIER

Définitions

1. On entend par "organisation affiliée" l'Organisation des Nations Unies et toute institution spécialisée visée par le paragraphe 2 de l'Article 57 de la Charte et admise à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies en vertu de l'article XXVIII des présents statuts.

2. On entend par "âge de la retraite" l'âge du membre participant à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge de soixante ans ou un âge plus avancé qui pourrait être fixé, pour la cessation de fonctions par mise à la retraite du membre participant intéressé, conformément aux dispositions du statut du personnel qui lui sont applicables.

3. On entend par "traitement soumis à retenue" le traitement du membre participant qui est soumis à retenue conformément à ses conditions d'engagement. Ce traitement ne comprend pas les allocations ou indemnités spéciales quelles qu'elles soient, telles que les indemnités pour charges de famille, les indemnités pour l'éducation des enfants, les indemnités destinées à compenser certaines dépenses, les indemnités de cherté de vie, la rémunération d'heures supplémentaires, les émoluments pour services exceptionnels, les honoraires et le remboursement des dépenses faites au service d'une organisation affiliée. Lorsque la totalité ou une partie du traitement soumis à retenue est représentée par des avantages en nature, la valeur de ces avantages est fixée par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions si elle n'est pas indiquée dans les conditions d'engagement.

4. On entend par "traitement moyen final" le traitement annuel moyen soumis à retenue que le membre participant a perçu pendant les dix dernières années de sa période d'affiliation à la Caisse. Si cette période d'affiliation est inférieure à dix ans, le traitement moyen final est le traitement annuel moyen soumis à retenue qu'il a perçu pendant la durée effective de sa période d'affiliation.

5. On entend par "période d'affiliation" le temps effectivement passé d'une manière ininterrompue au service d'une organisation affiliée, ou de deux ou plusieurs de ces organisations, et pour lequel des contributions ont été versées conformément aux présents statuts.

On entend par "équivalent actuariel" la somme équivalente à la valeur de la prestation, calculée d'après les dernières tables de mortalité et le dernier taux d'intérêt adoptés par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, en vertu de l'article XXIX.

7. On entend par "bénéficiaire désigné" la ou les personnes, physiques ou morales, qu'un membre participant a désignées au Comité mixte de la Caisse commune des pensions, selon les modalités fixées par le Comité, comme ayant droit aux prestations dues, en vertu des présents statuts, à un bénéficiaire désigné. Lorsque plus d'une personne est ainsi désignée, le participant décide dans quelle proportion la prestation doit être répartie entre ces personnes.

ARTICLE II

Participation à la Caisse

1. Tout fonctionnaire à temps complet de chaque organisation affiliée devient membre participant de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies lorsqu'il entre en fonctions en vertu d'un contrat d'un an ou plus ou lorsqu'il a accompli un an de service, à condition qu'il soit âgé de moins

de soixante ans au moment où il entre en fonctions et que son contrat n'exclue pas sa participation à la Caisse des pensions.

2. La disposition qui précède s'applique au Greffier et à tous les fonctionnaires à temps complet du Greffe de la Cour internationale de Justice.

3. La participation à la Caisse d'un membre participant prend fin lorsque, en vertu des présents statuts, une prestation est due à lui-même ou à ses ayants droit.

ARTICLE III

Validation des services dont la rémunération n'a pas été soumise à retenue

1. Un membre participant qui a été au service d'une organisation affiliée sans que son traitement ait été soumis à retenue peut, dans l'année suivant la date où il acquiert la qualité de participant, faire compter ses services antérieurs dans sa période d'affiliation, dans la mesure où il verse à la Caisse, conformément au règlement administratif établi à cet effet par le Comité mixte de la Caisse commune, une somme ou des sommes égales aux contributions qu'il aurait versées s'il avait été assujéti aux présents statuts pendant toute la durée des services en question, majorées des intérêts composés au taux annuel de 2,5 pour 100 et à condition qu'il y ait eu continuité de service. Aux fins du présent article, les interruptions de service ne dépassant pas trente jours ne sont pas considérées comme interrompant la continuité du service. La durée des interruptions de service n'est pas comptée dans la période d'affiliation.

2. L'organisation affiliée, désignée conformément aux accords conclus par les organisations affiliées, verse à la Caisse une somme égale au double du montant ainsi versé par le membre participant.

3. Les services accomplis pour le compte des Nations Unies avant le 1^{er} février 1946 ne pourront être validés aux fins du présent article.

ARTICLE IV

Prestations de retraite

1. Tout membre participant qui atteint l'âge de soixante ans a droit, à partir du moment où il prend sa retraite, jusqu'à son décès, au soixantième du montant de son traitement moyen final multiplié par le nombre d'années pendant lequel il a été affilié à la Caisse, jusqu'à concurrence de trente ans.

2. Tout membre participant peut, avec l'autorisation du Comité mixte de la Caisse commune des pensions, opter, avant l'échéance du premier versement auquel il a droit au titre de sa pension de retraite, en faveur du versement d'une somme en capital dont le montant ne peut pas dépasser le tiers de l'équivalent actuariel de la pension de retraite à laquelle il a droit; dans ce cas, sa pension de retraite est réduite dans une proportion correspondant au rapport existant entre cette somme en capital et l'équivalent actuariel de sa pension de retraite avant qu'elle ait été réduite.

3. Tout membre participant qui, en vertu du présent article, a droit à une pension de retraite inférieure à 180 dollars par an peut, avant l'échéance du premier versement auquel il a droit au titre de sa pension de retraite et avec l'autorisation du Comité mixte de la Caisse commune des pensions, recevoir la totalité de la prestation qui lui est due sous forme d'une somme en capital représentant l'équivalent actuariel de sa pension.

ARTICLE V

Prestations d'invalidité

Sous réserve des dispositions de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article X, tout membre participant qui, avant d'avoir atteint l'âge de soixante ans, devient, de l'avis du Comité mixte de la Caisse commune des pensions, incapable de s'acquitter de ses fonctions par suite d'une déficience physique ou mentale, a droit (sous réserve des dispositions de l'article IX), tant que dure

l'incapacité, à une pension d'invalidité payable selon les mêmes modalités que la pension de retraite et égale aux neuf dixièmes du soixantième du montant de son traitement moyen final multipliés par le nombre d'années pendant lequel il a été affilié à la Caisse, jusqu'à concurrence de trente ans. Cette pension d'invalidité ne sera pas inférieure à la plus faible des deux sommes ci-après :

a) Soit les trois dixièmes du traitement moyen final;

b) Soit les neuf dixièmes de la pension de retraite à laquelle l'intéressé aurait eu droit s'il était resté en service jusqu'à l'âge de soixante ans et si son traitement moyen final était resté inchangé.

ARTICLE VI

Attribution et cessation de la prestation d'invalidité

1. Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions détermine, conformément à l'article V et aux modalités fixées par le règlement administratif établi en vertu des présents statuts, quand s'ouvre, pour un membre participant, le droit à pension d'invalidité. Toutefois, un membre participant ne peut recevoir de pension d'invalidité tant qu'il a droit à des versements d'un montant plus élevé en vertu des dispositions du statut du personnel qui lui sont applicables, sauf si ces versements sont effectués en vertu d'un régime d'indemnisation au titre d'une incapacité imputable à l'exercice de ses fonctions pour le compte d'une organisation affiliée.

2. Tant que le bénéficiaire d'une pension d'invalidité n'a pas atteint l'âge de soixante ans, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions peut exiger la preuve que le bénéficiaire est toujours incapable de s'acquitter de ses fonctions, et décider, à la lumière des preuves fournies, s'il réunit encore les conditions requises pour bénéficier d'une pension d'invalidité. Lorsque le Comité décide que le bénéficiaire ne remplit plus les conditions requises pour bénéficier d'une pension d'invalidité, il fait cesser le versement de cette pension après avoir donné à l'intéressé, dans chaque cas, le préavis que le Comité juge bon. Lorsque le bénéficiaire qui cesse de recevoir sa pension d'invalidité n'est pas rengagé par une organisation affiliée, il a droit à une prestation de départ égale à la différence entre le montant de la prestation de départ qu'il aurait reçue en vertu de l'article X s'il y avait eu droit au moment où il a commencé à percevoir sa prestation d'invalidité, et le total des versements qui lui ont été faits au titre de la prestation d'invalidité.

ARTICLE VII

Prestations en cas de décès

1. La veuve d'un membre participant a droit, sous réserve des dispositions de l'article IX, à une pension de veuve égale, sauf dans le cas prévu au paragraphe 3 du présent article, à la moitié de la pension qui aurait été versée au membre participant si celui-ci avait réuni, au moment de son décès, les conditions requises pour obtenir une pension d'invalidité, ou, si le membre participant décédé avait atteint l'âge de soixante ans, à la moitié de la pension qui aurait été versée à celui-ci si, au moment de son décès, il avait bénéficié d'une pension de retraite dans les conditions prévues à l'article 4. La veuve qui se remarie cesse de bénéficier de cette pension.

2. a) En cas de décès d'un bénéficiaire de la pension de retraite prévue à l'article IV, sa veuve, à condition qu'elle ait été son épouse au moment où l'intéressé a cessé d'être au service d'une organisation affiliée, a droit à une pension égale, sauf dans le cas prévu au paragraphe 3 du présent article, à la moitié de celle que le défunt percevait au moment de son décès. Si toutefois le défunt, au moment où il avait été mis à la retraite, avait, comme il est prévu à l'article IV, perçu en capital une partie des prestations auxquelles il avait droit, la pension de veuve est égale à la moitié de la pension de retraite totale à laquelle il avait droit au moment où ses services ont pris fin. La veuve qui se remarie cesse de bénéficier de cette pension.

b) En cas de décès d'un bénéficiaire d'une pension d'invalidité, sa veuve, à condition qu'elle ait été son épouse six mois avant

qu'il ait eu droit à une pension d'invalidité, a droit à une pension égale, sauf dans le cas prévu au paragraphe 3 du présent article, à la moitié de celle que le défunt percevait au moment de son décès. La veuve qui se remarie cesse de bénéficier de cette pension.

c) Nonobstant les dispositions de l'alinéa b ci-dessus, lorsque l'invalidité du défunt résultait d'un accident, ou d'une atteinte à sa santé survenue du fait de service dans une région insalubre, sa veuve, à condition qu'elle ait été son épouse au moment où s'est ouvert le droit du défunt à une pension d'invalidité, a droit à une pension égale à la moitié de celle que le défunt percevait au moment de son décès. La veuve qui se remarie cesse de bénéficier de cette pension.

3. Si une veuve qui a droit à une pension au titre des paragraphes 1 ou 2 du présent article a plus de vingt ans de moins que le défunt, le montant annuel de sa pension est réduit de telle sorte que la valeur actuarielle de la pension soit égale à celle de la pension qui serait due à une veuve ayant vingt ans de moins que le défunt.

4. Une veuve qui, du fait de son remariage, cesse d'avoir droit à une pension, a droit au versement d'une somme en capital égale au double du montant annuel de sa pension de veuve.

5. En cas de décès d'un membre participant qui ne laisse pas de veuve ayant droit à une pension de veuve, il est payé à son bénéficiaire désigné une somme égale :

a) Au montant de ses propres contributions à la Caisse, majoré des intérêts composés au taux annuel de 2,5 pour 100 et augmenté de :

b) La somme, sans intérêt, que la Caisse de prévoyance d'une organisation affiliée aurait, du chef du défunt, versée à la Caisse au moment où il est devenu membre participant.

Si le membre participant n'a pas désigné de bénéficiaire, s'il a révoqué la désignation qu'il avait faite, ou si le bénéficiaire désigné est décédé avant le membre participant, cette somme est versée à la succession du participant.

6. Une veuve dont la pension annuelle, en vertu du présent article, serait inférieure à 120 dollars peut, avant le premier versement auquel elle a droit et avec l'autorisation du Comité mixte de la Caisse des pensions, recevoir, au lieu de sa pension, une somme en capital égale à l'équivalent actuariel de la pension

ARTICLE VIII

Prestations pour enfants

1. Tout enfant d'un membre participant à qui ou du chef de qui une prestation est due en vertu des articles IV, V ou VII a droit à une prestation pour enfants. La prestation est payable mensuellement jusqu'au mois où l'enfant atteint l'âge de dix-huit ans, ce mois étant inclus.

2. La prestation annuelle due à chaque enfant est de 600 dollars si le père et la mère sont décédés ou si le parent survivant est une veuve qui n'a pas droit à une pension de veuve en vertu des présents statuts ou un veuf qui, de l'avis du Comité mixte, n'est pas en mesure de subvenir aux besoins des enfants du participant décédé; elle est de 300 dollars dans tous les autres cas. Toutefois, le total des prestations pour enfants, ajouté, soit à la prestation de retraite payable aux termes du paragraphe 1 de l'article IV, soit à la prestation d'invalidité, soit à la prestation de veuve, ne peut dépasser le traitement moyen final de l'ancien membre participant, majoré des indemnités pour charges de famille payées par une organisation affiliée au moment où son service a pris fin.

3. Le droit à prestations pour enfants n'est acquis qu'aux enfants existant au moment où l'ancien membre participant a droit à une pension de retraite ou d'invalidité, ou au moment de son décès.

4. En aucun cas, il ne sera versé plus d'une prestation pour enfants pour un même enfant.

ARTICLE IX

Conditions requises pour bénéficier de prestations en cas d'invalidité ou de décès

1. Avant d'admettre ou de réadmettre un fonctionnaire au bénéfice des prestations prévues à l'article V et au paragraphe 1 de l'article VII, le Comité mixte de la Caisse commune prescrit un examen médical dont les conditions seront fixées par le règlement administratif établi en vertu des présents statuts, à moins que le Comité ne décide d'accepter les conclusions d'un examen médical précédemment subi par l'intéressé.

2. D'après les résultats des examens médicaux dont il est question au paragraphe précédent, le Comité mixte de la Caisse commune décide si le membre participant intéressé sera admis immédiatement au bénéfice des prestations prévues à l'article V et au paragraphe 1 de l'article VII, s'il n'y sera admis qu'après cinq ans d'affiliation ou bien, lorsqu'il s'agit d'un ancien membre participant, qu'après cinq ans d'affiliation à compter de sa réadmission. Toutefois, aucun membre participant ne peut être privé des prestations prévues à l'article V et au paragraphe 1 de l'article VII, lorsque l'invalidité ou le décès résultent directement d'un accident, ou d'une maladie imputable au service dans une région insalubre.

ARTICLE X

Prestations en cas de départ

1. Lorsqu'un membre participant cesse de faire partie du personnel d'une organisation affiliée pour des raisons autres que le décès ou le renvoi pour faute grave, au sens du statut du personnel, et lorsqu'il n'a pas droit à une pension d'invalidité ou de retraite, il a droit à des prestations de départ dans les conditions ci-après :

a) S'il compte moins de cinq ans d'affiliation, il reçoit une somme égale à :

i) Ses propres contributions à la Caisse majorées des intérêts composés au taux annuel de 2,5 pour 100, et augmentées de :

ii) La somme, sans intérêt, que la Caisse de prévoyance d'une organisation affiliée aurait versée à la Caisse, du chef de l'intéressé, au moment où il est devenu membre participant.

b) Si le membre participant compte au moins cinq ans d'affiliation, il a droit, quatre mois après la cessation de ses fonctions, à une somme en capital représentant l'équivalent actuariel, à la date de ladite cessation, de la pension de retraite qui lui serait due s'il avait atteint l'âge de soixante ans; le montant de la pension est calculé en fonction de la durée effective de la période d'affiliation et du traitement moyen final de l'intéressé; toutefois, la somme due en vertu des présentes dispositions ne peut être inférieure à la somme à laquelle l'intéressé pourrait prétendre aux termes de l'alinéa a ci-dessus. Pendant cette période de quatre mois, l'intéressé n'a pas droit aux prestations d'invalidité, mais il a droit à la prestation versée en cas de décès, calculée d'après la durée de sa période d'affiliation au moment où il a cessé ses fonctions au service d'une organisation affiliée; toutefois, sa veuve ne peut, dans ce cas, recevoir une pension de veuve que si elle était son épouse à la date à laquelle il a cessé ses fonctions. Si l'intéressé décède au cours de cette période de quatre mois et si une prestation de décès est due en vertu de l'article VII, aucune autre prestation n'est versée.

c) A la demande d'un membre participant, le Comité mixte de la Caisse commune effectue, à une date antérieure à celle qui est prévue, le versement de la somme en capital due aux termes de l'alinéa b ci-dessus; toutefois, à partir de la date où ce versement est effectué, l'intéressé perd tout droit à des prestations en cas de décès.

d) Tout membre participant dont la période d'affiliation ajoutée à son âge au moment de son départ fait un total de soixante ans au moins peut, au lieu de percevoir la somme en capital visée à l'alinéa b ci-dessus, demander le versement de sa prestation de départ sous forme de :

i) Une pension de retraite avec effet immédiat ou différé jusqu'à ce qu'il ait soixante ans, représentant l'équivalent actuariel de cette somme en capital; ou

ii) La moitié de la somme en capital due en vertu de l'alinéa b ci-dessus et une pension de retraite différée jusqu'à ce qu'il ait soixante ans, correspondant à l'équivalent actuariel de la moitié de cette somme en capital.

2. Toute personne ayant droit à une prestation de départ en vertu du présent article peut demander que le versement de la prestation soit ajourné pour une période qui ne dépassera pas trois années à partir de la date à laquelle elle est exigible. Pendant cette période, le montant de la prestation portera intérêts composés au taux de 2,5 pour 100 par an.

ARTICLE XI

*Renvoi sommaire pour faute grave**

Un membre de la Caisse qui, par application du statut du personnel, est renvoyé sans préavis pour faute grave reçoit:

a) Les contributions qu'il a lui-même versées à la Caisse des pensions majorées des intérêts composés au taux annuel de 2,5 pour 100, et augmentées de:

b) La somme, sans intérêt, que la Caisse de prévoyance a éventuellement virée de son chef à la Caisse des pensions, au moment de son affiliation à cette dernière caisse. Toutefois, sur la recommandation du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou de l'autorité compétente de l'organisation affiliée intéressée, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions peut, dans les limites de cette recommandation, accorder à l'intéressé une somme en capital équivalente soit à la totalité soit à une partie du solde de la prestation à laquelle il aurait eu droit en vertu de l'article X s'il avait cessé ses fonctions pour des raisons autres que le renvoi sans préavis pour faute grave.

ARTICLE XII

Rengagement

Si un fonctionnaire, après avoir perdu la qualité de membre participant, la retrouve à la suite d'un nouvel engagement, les règles applicables, sous réserve des dispositions de l'article IX, sont les suivantes:

1. S'il a perçu une somme en capital à titre de prestation de départ, il peut rembourser à la Caisse, suivant les modalités que le Comité mixte de la Caisse commune juge convenables, la somme ou les sommes correspondant à la prestation de départ qu'il a perçue, majorées des intérêts composés au taux annuel de 2,5 pour 100. Lorsqu'il effectue ce remboursement:

a) Si l'interruption de sa participation n'a dépassé trois années civiles, le bénéfice de la période d'affiliation antérieure à l'interruption lui est restitué;

b) Si l'interruption de sa participation a dépassé trois années civiles, les sommes ainsi remboursées sont portées à son crédit au titre de contributions supplémentaires, conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article XVIII.

2. S'il bénéficiait d'une pension de départ versée en application de l'alinéa d du paragraphe 1 de l'article X, le versement de cette pension prend fin et:

a) Si l'interruption de sa participation n'a pas dépassé trois années civiles et s'il rembourse toutes les sommes qu'il a perçues au titre de ladite pension, majorées des intérêts composés au taux annuel de 2,5 pour 100, le bénéfice de sa période d'affiliation antérieure à l'interruption lui est restitué. Si le membre participant n'effectue pas ce remboursement des sommes qu'il a perçues au titre de pension de départ, la somme en capital représentant, à la date où les versements ont cessé, l'équivalent actuariel de la pension interrompue est portée au crédit de

l'intéressé, au titre de contribution supplémentaire, conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article XVIII;

b) Si l'interruption de sa participation a dépassé trois années civiles, la somme en capital représentant, à la date où les versements ont cessé, l'équivalent actuariel de la pension interrompue est portée au crédit de l'intéressé, au titre de contribution supplémentaire, conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article XVIII.

3. S'il bénéficiait d'une pension d'invalidité versée par application de l'article V, le versement de cette pension prend fin et:

a) Il est réadmis comme participant à la Caisse et le bénéfice de sa période d'affiliation calculée à la date à laquelle sa pension d'invalidité a pris effet lui est restitué;

b) Toutes prestations en cas de départ qui pourraient lui être dues dans les cinq années suivant sa réadmission à la Caisse peuvent être réduites par le Comité des sommes qui lui auront été versées au titre de prestation d'invalidité, et le montant de la pension de retraite qui pourrait lui être due dans l'année qui suit sa réadmission à la Caisse peut être réduit par le Comité à un montant n'excédant pas le total de la prestation d'invalidité qu'il avait perçue et de la pension de retraite acquise du fait de sa période d'affiliation depuis son rengagement.

ARTICLE XIII

Sauvegarde des droits à pension

Tout accord portant aménagement des dispositions des présents statuts, que le Secrétaire général peut envisager de conclure avec le gouvernement d'un Etat Membre ou avec une organisation intergouvernementale en vue d'assurer aux membres participants la continuité de leurs droits à pension et à prestations, doit être communiqué, pour avis, au Comité mixte de la Caisse commune par les représentants du Secrétaire général à ce comité, avant que ledit accord soit soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

ARTICLE XIV

Institution d'une Caisse des pensions

Pour faire face aux engagements découlant des présents statuts, il est créé une Caisse dénommée Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Tous les fonds déposés en banque, toutes les valeurs, tous les placements et autres avoirs appartenant à la Caisse sont mis en dépôt, acquis et détenus au nom de l'Organisation des Nations Unies agissant pour le compte des membres participants et des ayants droit de la Caisse. La gestion de la Caisse, distincte de celle des avoirs des Nations Unies, est assurée par le Comité mixte de la Caisse commune conformément aux présents statuts. La Caisse sert uniquement aux fins prévues par lesdits statuts.

ARTICLE XV

Ressources de la Caisse

La Caisse est alimentée par:

1. Les contributions de ses membres participants;
2. Les contributions des organisations affiliées;
3. Les revenus provenant des placements effectués par la Caisse;
4. Tous versements éventuels pour couverture de déficits en application de l'article XIX;
5. Toutes autres recettes.

ARTICLE XVI

*Contributions pour le compte des membres participants**

1. Un montant égal à 7 pour 100 du traitement soumis à retenue est déduit du traitement de chaque membre participant et versé chaque mois à la Caisse.

* Des propositions du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel relatives à cet article ont été renvoyées par l'Assemblée générale à ce Comité pour réexamen [voir paragraphe 2 de la résolution 680 (VII)].

* Des propositions du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel relatives à cet article ont été renvoyées par l'Assemblée générale à ce Comité pour réexamen [voir paragraphe 2 de la résolution 680 (VII)].

2. Pendant tout congé de maladie à plein traitement ou à traitement partiel, le membre participant continue à verser à la Caisse des contributions constituées par des retenues sur les sommes qui lui sont payées, calculées sur la base de son plein traitement soumis à retenue. Toutes les prestations auxquelles il aurait droit pendant ce congé aux termes des statuts sont calculées sur la base de son plein traitement soumis à retenue.

3. Un membre de la Caisse auquel un congé sans traitement ou un congé de maladie sans traitement a été accordé peut faire comprendre ces laps de temps dans sa période d'affiliation en versant sa propre contribution, ainsi que la contribution qui aurait normalement été due, conformément à l'article XVII des présents statuts, par l'Organisation des Nations Unies ou par l'organisation affiliée, calculées d'après le plein traitement soumis à retenue. Dans des cas approuvés par le Secrétaire général, en ce qui concerne le personnel de l'Organisation des Nations Unies, et par l'autorité compétente en ce qui concerne le personnel des organisations affiliées, et bien que l'intéressé ne reçoive pas de traitement soumis à retenue, l'Organisation des Nations Unies ou l'organisation affiliée peuvent continuer à payer la contribution qu'elles devraient normalement verser en vertu de l'article XVII des présents statuts; en ce cas, l'intéressé ne verse que sa propre contribution.

ARTICLE XVII

Contributions ordinaires des organisations affiliées

Chaque organisation affiliée verse mensuellement à la Caisse une contribution égale à 14 pour 100 du montant total du traitement mensuel soumis à retenue des membres participants employés par elle.

ARTICLE XVIII

Contributions volontaires des membres participants

1. Outre les contributions retenues sur son traitement conformément aux dispositions de l'article XVI, tout membre participant peut, sous réserve de l'approbation du Comité mixte de la Caisse commune des pensions et aux conditions que ce dernier peut fixer, déposer à la Caisse, par un ou plusieurs versements en capital, par des contributions plus élevées que les contributions normales ou par ces deux moyens réunis, une somme suffisante pour lui donner droit à un complément de pension de retraite qui, s'ajoutant à la pension normale prévue par les présents statuts, lui assurera une pension de retraite dont le montant total n'excédera pas la moitié de son traitement moyen final. Ces contributions portent intérêt au taux que le Comité fixera de temps à autre.

2. Ces contributions supplémentaires et les sommes versées conformément aux dispositions de l'article XII, majorées des intérêts, sont portées au crédit du compte de l'intéressé et sont destinées à lui assurer une prestation supplémentaire payable de la même manière et en même temps que toute prestation normale à laquelle il peut prétendre en vertu des statuts; cette prestation supplémentaire représentera l'équivalent actuariel du montant ainsi crédité au moment où la prestation est exigible.

3. Tout membre participant marié du sexe masculin qui a versé des contributions conformément aux dispositions du présent article et qui a droit à une pension de retraite ou d'invalidité peut, avant de percevoir cette pension pour la première fois, demander, en échange de la prestation supplémentaire visée au paragraphe 2 du présent article, le versement, sa vie durant, d'une pension non réversible correspondant à l'équivalent actuariel de la prestation, y compris la pension de veuve qui, sinon, aurait été éventuellement due.

ARTICLE XIX

Conversion des déficits éventuels de la Caisse

Au cas où il serait constaté, à la suite d'une évaluation actuarielle, que les avoirs de la Caisse pourraient être insuffisants pour faire face aux obligations découlant des statuts, chaque organisation affiliée versera à la Caisse les sommes nécessaires

pour combler le déficit. Les versements respectifs seront proportionnels au total des contributions que chaque organisation aura versées, conformément à l'article XVII, pendant les trois années précédant la date de l'évaluation actuarielle précitée.

ARTICLE XX

Comités des pensions du personnel des organisations affiliées

Chaque organisation affiliée institue un comité des pensions du personnel composé de membres choisis par l'organe qui, dans cette organisation, correspond à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, par le plus haut fonctionnaire de l'organisation et par les membres participants.

ARTICLE XXI

Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies

1. Le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies se compose de trois membres élus pour trois ans par l'Assemblée générale, de trois membres désignés par le Secrétaire général et de trois membres qui doivent être participants à la Caisse et membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies, élus pour trois ans, au scrutin secret, par les membres participants appartenant au personnel de l'Organisation des Nations Unies. Lors de l'examen de toute question concernant directement des membres participants au service du Greffe de la Cour internationale de Justice, un membre désigné par le Greffier a le droit d'assister aux réunions du Comité des pensions du personnel. L'Assemblée et les membres participants élisent respectivement trois membres suppléants pour une durée de trois ans; le Secrétaire général désigne trois membres suppléants.

2. Les membres élus au Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies entrent en fonctions le 1er janvier qui suit leur élection et leur mandat prend fin le 31 décembre qui suit l'élection de leurs successeurs. Les membres élus sont rééligibles.

3. Le Secrétaire général nomme un secrétaire du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies sur proposition de ce comité. Le secrétaire du Comité mixte de la Caisse commune des pensions peut être nommé à ce poste.

ARTICLE XXII

Comité mixte de la Caisse commune des pensions

1. Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions se compose de neuf membres désignés par le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies et de trois membres désignés par le comité des pensions du personnel de chacune des autres organisations affiliées. Le comité des pensions de chaque organisation affiliée désigne les membres du comité mixte de façon que chacun des trois groupes désignés à l'article XX ait un nombre égal de représentants.

2. Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions peut nommer un comité permanent qui agit en son nom lorsque le Comité mixte ne siège pas.

ARTICLE XXIII

Secrétaire du Comité mixte de la Caisse commune des pensions

Sur la recommandation du Comité mixte de la Caisse commune des pensions, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies désigne un secrétaire et un ou plusieurs fonctionnaires autorisés à remplacer le secrétaire en son absence. Le secrétaire et, en cas d'absence, son remplaçant exercent leurs fonctions sous le contrôle du Comité. Le paiement de toute prestation en vertu des statuts doit être ordonné par le secrétaire ou le fonctionnaire autorisé par le Comité à le remplacer en son absence.

ARTICLE XXIV

Délégation de pouvoirs

Sous réserve des dispositions de l'article XXIII, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions peut déléguer au comité des pensions du personnel de chaque organisation affiliée, en ce qui concerne les membres participants de ces organisations et les ayants droit, tout ou partie de ses pouvoirs discrétionnaires relatifs à :

- a) L'admission à la Caisse de membres participants ;
- b) L'octroi de prestations en vertu des présents statuts.

ARTICLE XXV

Placement des fonds de la Caisse

Sous réserve de la séparation complète entre les avoirs de la Caisse et ceux des Nations Unies comme il est prévu à l'article XIV, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies décide du placement des fonds de la Caisse après consultation d'un Comité des placements et après avoir entendu les observations ou les suggestions du Comité mixte de la Caisse commune des pensions sur la politique à suivre en matière de placements. Le Comité des placements se compose de trois membres nommés par le Secrétaire général après avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et sous réserve de la confirmation ultérieure de leur nomination par l'Assemblée générale.

ARTICLE XXVI

Personnel

1. Sous réserve des dispositions de l'article 23, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fournit le personnel dont ont besoin le Comité mixte de la Caisse commune des pensions et le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies, y compris le personnel nécessaire pour tenir la comptabilité et les archives de la Caisse ainsi que pour procéder au règlement des prestations.

2. Le Secrétaire général, sur recommandation du Comité mixte, nomme des actuaires conseils auprès de ce comité.

ARTICLE XXVII

Dépenses d'administration

1. Les dépenses d'administration engagées par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions pour l'application des présents statuts sont imputées sur le budget général de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies peut conclure, avec les autorités compétentes des autres organisations affiliées, des accords prévoyant la répartition de ces dépenses.

2. Les dépenses d'administration engagées par le comité des pensions du personnel d'une organisation affiliée pour l'application des présents statuts sont imputées sur le budget général de ladite organisation.

ARTICLE XXVIII

Admission d'institutions spécialisées

1. Toute institution spécialisée visée au paragraphe 2 de l'Article 57 de la Charte devient une organisation affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies dès qu'elle accepte les présents statuts, à condition qu'un accord soit intervenu avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ayant trait, d'une part, aux versements éventuels que l'institution spécialisée doit faire à la Caisse en raison de nouvelles obligations incombant à celle-ci du fait de l'admission de l'institution spécialisée et, d'autre part, aux autres arrangements transitoires qui peuvent être nécessaires, notamment en ce qui concerne la mesure dans laquelle les statuts deviennent applicables aux personnes qui sont au service de l'institution

spécialisée au moment de l'admission de cette dernière à la Caisse.

2. Tout accord que le Secrétaire général se propose de conclure avec une institution spécialisée doit, préalablement à sa conclusion, être communiqué pour observations au Comité mixte de la Caisse commune des pensions par les représentants du Secrétaire général à ce comité.

ARTICLE XXIX

Adoption de tables pour les calculs de base

Après avoir pris l'avis d'un ou de plusieurs actuaires qualifiés, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions adopte périodiquement des tables de service et des tables de mortalité, et fixe le taux d'intérêt normal applicable à tous les calculs actuariels exigés par le fonctionnement de la Caisse. Jusqu'à ce que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions en ait autrement décidé, ce taux sera de 2,5 pour 100 par an. Au cours de chaque période de cinq ans à compter de la création de la Caisse, le Comité fait procéder à une étude actuarielle de la mortalité, des services et des prestations effectivement attribués en ce qui concerne les membres participants et les ayants droit et, compte tenu des résultats de cette étude, il adopte les tables de mortalité et de service, ainsi que toutes autres tables qu'il juge appropriées.

ARTICLE XXX

Unité monétaire

1. Les contributions à la Caisse sont calculées sur le traitement soumis à retenue, tel qu'il est déterminé par les conditions d'engagement, et sont versées à la Caisse en dollars des Etats-Unis d'Amérique ou en telle autre monnaie que le Comité mixte et l'organisation affiliée intéressée auront choisie d'un commun accord.

2. Les prestations sont calculées et payées dans la monnaie dans laquelle les contributions ont été versées à la Caisse du chef de chaque membre participant, étant entendu toutefois que le bénéficiaire peut de temps à autre demander que les prestations lui soient payées dans toute autre monnaie. Les prestations seront payées au cours du change que la Caisse pourra obtenir à la date du paiement.

ARTICLE XXXI

Evaluations actuarielles

1. Un an au plus tard après l'entrée en vigueur des statuts^{*} le Comité mixte de la Caisse commune des pensions fera procéder à une évaluation actuarielle de la Caisse des pensions par un ou plusieurs actuaires qualifiés. Par la suite, cette évaluation aura lieu tous les trois ans au moins. Le rapport des actuaires indique les bases des calculs, décrit la méthode d'évaluation employée, expose le résultat des études faites et recommande, s'il y a lieu, les mesures qu'il convient de prendre. Ce rapport est présenté au Comité mixte de la Caisse commune des pensions ainsi qu'à l'autorité compétente de chaque organisation affiliée.

2. Après examen du rapport des actuaires, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions soumet à l'Assemblée générale des Nations Unies et aux organisations affiliées des propositions relatives aux mesures à prendre à la suite de ce rapport. Le rapport des actuaires et les propositions susvisées sont communiqués au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

ARTICLE XXXII

Incessibilité des droits

Aucun membre participant ou aucun ayant droit ne peut céder les droits que les présents statuts lui confèrent.

^{*} Voir l'article XL.

ARTICLE XXXIII

Sommes dues à la Caisse

Toutes les sommes dues à la Caisse par un membre participant et encore impayées à la date à laquelle l'intéressé a droit à l'une des prestations prévues par les présents statuts sont déduites de la prestation de la manière que détermine le Comité mixte de la Caisse commune des pensions.

ARTICLE XXXIV

Preuves écrites

Tout membre participant, ainsi que tout ayant droit recevant des prestations prévues par les présents statuts, est tenu de fournir les preuves écrites qui peuvent être exigées conformément au règlement administratif.

ARTICLE XXXV

Rapport annuel

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions présente chaque année à l'Assemblée générale des Nations Unies et aux organisations affiliées un rapport relatif à l'application des présents statuts, et comportant un bilan. Le Secrétaire général informe chaque organisation affiliée de toute mesure prise par l'Assemblée générale à la suite de ce rapport.

ARTICLE XXXVI

Règlement administratif

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions arrête le règlement administratif nécessaire à l'application des présents statuts. Ce règlement est porté à la connaissance de l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'organe compétent de chaque organisation affiliée.

ARTICLE XXXVII

Amendements

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions peut recommander à l'Assemblée générale des Nations Unies d'apporter des amendements aux statuts. L'Assemblée générale peut, après avoir consulté le Comité mixte, amender les statuts, qui, alors, deviennent applicables aux membres participants, y compris les membres dont l'affiliation est antérieure à la modification des statuts. Cette application prend effet à compter de la date fixée par l'Assemblée générale, sans préjudice, toutefois, des droits à prestations acquis à cette date par les membres participants du fait de leur période d'affiliation antérieure à cette modification.

ARTICLE XXXVIII

Cessation de l'affiliation d'une organisation

1. Une organisation ne peut cesser d'être affiliée à la Caisse commune, soit sur sa demande, soit en raison du défaut prolongé de paiement des contributions, qu'avec l'approbation de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui statue sur recommandation du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

2. Lorsqu'une organisation cesse d'être affiliée à la Caisse, les dispositions suivantes s'appliquent: la quote-part du total des avoirs de la Caisse revenant à cette organisation à la date où son affiliation prend fin est déterminée par une évaluation actuarielle. La Caisse remet cette quote-part à l'organisation intéressée ou en dispose selon les modalités convenues entre l'organisation en question et le Comité mixte. Dans les deux cas, cette quote-part ne peut être utilisée qu'au profit exclusif des membres du personnel de cette organisation qui étaient membres participants de la Caisse à la date de cessation de

l'affiliation. Toutefois, n'entrent pas dans le calcul de cette quote-part les avoirs de la Caisse en excès de la somme nécessaire pour faire face aux engagements statutaires à ladite date.

ARTICLE XXXIX

Vérification extérieure des comptes

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions fait procéder chaque année à la vérification des comptes de la Caisse par le Comité des Commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport du Comité des Commissaires aux comptes est reproduit dans le rapport annuel présenté en vertu de l'article XXXV.

ARTICLE XL

Entrée en vigueur

La date d'entrée en vigueur des présents statuts, qui annulent et remplacent le règlement provisoire de la Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies, est fixée au 23 janvier 1949.

681 (VII). Administration de l'Organisation des Nations Unies

A

L'Assemblée générale,

Prenant acte des propositions et de l'opinion concernant l'organisation du Secrétariat qui figurent dans le mémoire²⁹ du Secrétaire général relatif à la question de l'administration de l'Organisation des Nations Unies et du rapport³⁰ que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a présenté au sujet de ces propositions,

Considérant que les questions de réorganisation exigent un nouvel examen,

1. *Décide* d'inscrire la question de l'organisation du Secrétariat à l'ordre du jour provisoire de la huitième session de l'Assemblée générale;

2. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport complet sur les questions de réorganisation du Secrétariat, y compris la question des relations entre les Départements des questions économiques et des questions sociales et l'Administration de l'assistance technique, ainsi que sur les incidences administratives et financières de ces questions et de communiquer ce rapport, en y joignant les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à tous les Membres de l'Organisation quatre semaines avant l'ouverture de la huitième session de l'Assemblée générale.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

B

L'Assemblée générale,

Vu les paragraphes 38 à 45 du mémoire du Secrétaire général relatif à l'administration de l'Organisation des Nations Unies³¹,

²⁹ Voir le document A/2214.

³⁰ Voir le document A/2290.

³¹ Voir le document A/2214.

1. *Décide* de renvoyer ces paragraphes à un comité composé des représentants des onze Etats Membres suivants: Australie, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Grèce, Irak, Norvège, Pakistan, Pologne et République Dominicaine, comité qui se réunira entre la clôture de la septième session et l'ouverture de la huitième session de l'Assemblée générale et qui présentera à l'Assemblée générale, à sa huitième session, un rapport sur la question;

2. *Invite* le Secrétaire général à soumettre au Comité toutes propositions qu'il jugera utiles au sujet des questions traitées dans les paragraphes précités;

3. *Prie* le Secrétaire général de communiquer le rapport de ce Comité, en y joignant les observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à tous les Membres de l'Organisation, quatre semaines avant l'ouverture de la huitième session de l'Assemblée générale.

*410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

682 (VII). Statut du personnel des Nations Unies: question d'une période de stage

L'Assemblée générale,

Prenant acte des rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²² relatifs à la question d'une période de stage,

1. *Invite* le Secrétaire général à transmettre par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires une proposition définitive sur cette question, proposition que l'Assemblée générale examinera à sa huitième session;

2. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la huitième session de l'Assemblée générale le point suivant: "Statut du personnel des Nations Unies: question d'une période de stage".

*410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.*

²² Voir les documents A/2272 et A/2307.

RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA SIXIEME COMMISSION

S O M M A I R E

	Pages
683 (VII). Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quatrième session (6 novembre 1952) [point 51].....	61
684 (VII). Méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction (6 novembre 1952) [point 53]	61
685 (VII). Demande à la Commission du droit international de donner priorité à la codification de la question: "Relations et immunités diplomatiques" (5 décembre 1952) [point 58].....	62
686 (VII). Moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier (5 décembre 1952) [point 55].....	62
687 (VII). Juridiction criminelle internationale (5 décembre 1952) [point 52]..	62
688 (VII). Question de la définition de l'agression (20 décembre 1952) [point 54]	63
689 (VII). Mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale (21 décembre 1952) [point 50].....	63
690 (VII). Etat des affaires de réclamation pour dommages subis au service de l'Organisation des Nations Unies (21 décembre 1952) [point 57].....	64
691 (VII). Rectification du texte chinois de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (21 décembre 1952) [point 56].....	64

683 (VII). Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quatrième session

L'Assemblée générale,

En attendant de procéder le moment venu à l'examen des questions traitées dans le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quatrième session¹,

Prend acte du rapport.

*391^{ème} séance plénière,
le 6 novembre 1952.*

684 (VII). Méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction

L'Assemblée générale,

Considérant qu'il convient d'instituer, pour l'examen des questions juridiques dont elle est saisie, des méthodes et des procédés adéquats, en leur laissant assez de souplesse pour permettre à ses Commissions de procéder avec la liberté nécessaire aux travaux de leur compétence,

Prenant note du rapport et des recommandations² du Comité spécial créé par la résolution 597 (VI) en date du 20 décembre 1951,

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 9.*

² Voir le document A/2174.

1. Recommande:

a) Que, chaque fois qu'une Commission envisage de recommander à l'Assemblée générale d'adresser à la Cour internationale de Justice une demande d'avis consultatif, ladite Commission, au moment où elle le juge opportun au cours de son examen, pourrait renvoyer la question à la Sixième Commission pour prendre conseil sur les aspects juridiques de la demande d'avis consultatif et sur la rédaction de celle-ci ou proposer que la question soit examinée par une Commission mixte de la Sixième Commission et de la Commission intéressée;

b) Que, chaque fois qu'une Commission envisage de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer une question à la Commission du droit international, ladite Commission, au moment où elle le juge opportun au cours de son examen, pourrait consulter la Sixième Commission sur l'opportunité de ce renvoi et sur la rédaction de la résolution pertinente;

c) Que, chaque fois qu'une Commission envisage de recommander à l'Assemblée générale d'adopter un amendement au règlement intérieur de l'Assemblée générale, ladite Commission, au moment où elle le juge opportun au cours de son examen, renvoie la question à la Sixième Commission pour avis sur la rédaction de cet amendement et, le cas échéant, des autres amendements qui en découleraient;

d) Que, chaque fois qu'une Commission estime que les aspects juridiques d'une question présentent de l'importance, elle renvoie la question pour avis juridique à la Sixième Commission ou propose qu'elle soit examinée par une Commission mixte de la Sixième Commission et de la Commission intéressée;

2. Décide:

a) Que les termes des recommandations qui précèdent seront incorporés, sous forme d'annexe, au règlement intérieur de l'Assemblée générale;

b) Que les paragraphes 19, 20, 29, 30, 35, 36, 37, 38 et 39 du rapport du Comité spécial seront reproduits *in extenso* dans ladite annexe.

391ème séance plénière,
le 6 novembre 1952.

685 (VII). Demande à la Commission du droit international de donner priorité à la codification de la question: "Relations et immunités diplomatiques"

L'Assemblée générale,

Rappelant les buts des Nations Unies et la disposition du préambule de la Charte selon laquelle les "peuples des Nations Unies" sont résolus "à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage",

Exprimant son désir de voir observer uniformément par tous les gouvernements les principes et les règles existants et la pratique reconnue concernant les relations et immunités diplomatiques, notamment à l'égard du traitement des représentants diplomatiques des Etats étrangers,

Considérant qu'il est nécessaire et désirable de procéder à une date rapprochée à la codification du droit international sur les relations et immunités diplomatiques, afin de contribuer à l'amélioration des relations entre les Etats,

Tenant compte du fait que la Commission du droit international a inclus le sujet: "Relations et immunités diplomatiques" dans la liste provisoire des questions de droit international choisies pour la codification¹,

Demande à la Commission du droit international de procéder aussitôt qu'elle l'estimera possible à la codification du sujet: "Relations et immunités diplomatiques", parmi les questions auxquelles elle donne priorité.

400ème séance plénière,
le 5 décembre 1952.

686 (VII). Moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier

L'Assemblée générale,

Considérant le rapport sur les moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier², que le Secrétaire général a présenté en application de la résolution 602 (VI) de l'Assemblée générale en date du 1er février 1952,

Eu égard aux plans détaillés que ce rapport contient concernant la forme, le contenu et les incidences budgétaires de certaines publications mentionnées dans ladite

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Supplément No 10*, par. 16.

² Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Sixième Commission*, 317ème à 320ème séances.

résolution, et aux conclusions que le Secrétaire général a formulées dans ledit rapport,

1. *Autorise* le Secrétaire général à entreprendre, aussitôt que possible, la publication:

a) D'une liste des recueils de traités qui sera constituée en tenant compte des suggestions faites au cours des débats de la Sixième Commission,

b) D'un répertoire de la pratique suivie au Conseil de sécurité;

2. *Prie* le Secrétaire général d'établir et de faire parvenir aux gouvernements des Etats Membres une étude comparative montrant dans quelle mesure on pourrait utilement faire place, dans des publications actuelles qui pourraient être développées, dans de nouvelles publications spéciales qui pourraient être consacrées à un petit nombre de questions et dans un annuaire juridique des Nations Unies, aux faits nouveaux intéressant le droit international coutumier ainsi qu'à certaines activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du droit; cette étude devra porter sur la forme, le contenu et les incidences budgétaires de ces publications.

400ème séance plénière,
le 5 décembre 1952.

687 (VII). Juridiction criminelle internationale

L'Assemblée générale,

Considérant que, par sa résolution 489 (V) du 12 décembre 1950, l'Assemblée générale a créé un comité pour une juridiction criminelle internationale composé de représentants de dix-sept Etats Membres, chargé de préparer un ou plusieurs avant-projets de convention et de formuler des propositions concernant la création d'une cour criminelle internationale,

Rappelant que, par la même résolution, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à communiquer le rapport de ce comité aux gouvernements des Etats Membres, pour qu'ils fassent connaître leurs observations le 1er juin 1952 au plus tard, et à inscrire cette question à l'ordre du jour de la septième session de l'Assemblée générale,

Notant que le Comité, réuni en août 1951, a rédigé un rapport contenant un projet de statut pour une cour criminelle internationale¹ et que le Secrétaire général, sous couvert d'une lettre en date du 13 novembre 1951, a transmis le rapport du Comité aux gouvernements des Etats Membres en les priant de présenter leurs observations sur ledit rapport,

Considérant cependant qu'un très petit nombre d'Etats seulement ont présenté des commentaires et des suggestions,

Considérant qu'il est nécessaire de poursuivre l'étude des problèmes relatifs à une juridiction criminelle internationale,

1. *Exprime* au Comité pour une juridiction criminelle internationale ses remerciements pour l'œuvre précieuse qu'il a accomplie en ce qui concerne le projet de statut;

2. *Invite* instamment les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à présenter leurs commentaires et leurs

¹ Voir le document A/AC.48/4, annexe 1.

suggestions concernant le projet de statut, en particulier s'ils estiment que l'Assemblée générale devrait poursuivre ses efforts en vue de la création d'une cour criminelle internationale;

3. *Décide* de créer un comité composé de représentants de dix-sept Etats Membres, lesquels Etats seront désignés par le Président de l'Assemblée générale en consultation avec le Président de la Sixième Commission, chacun de ces Etats devant désigner un représentant au Comité; décide en outre que le Comité se réunira en 1953 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à la date que fixera le Secrétaire général, et aura pour mandat:

a) Compte tenu des observations et propositions que les gouvernements ont présentées au sujet du projet de statut ainsi que des observations et propositions faites au cours des débats de la Sixième Commission,

i) D'examiner les incidences et les conséquences de la création d'une cour criminelle internationale, ainsi que des diverses méthodes qui pourraient être adoptées à cette fin;

ii) D'étudier les relations de cette cour avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes;

iii) D'examiner à nouveau le projet de statut;

b) De soumettre un rapport à l'examen de l'Assemblée générale à sa neuvième session;

4. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition du Comité tous les services et toutes les facilités nécessaires à ses réunions.

*400ème séance plénière,
le 5 décembre 1952.*

En conformité des dispositions de la résolution 687 (VII) ci-dessus, le Président de l'Assemblée générale annonce, à la 407ème séance plénière tenue le 19 décembre 1952, qu'en consultation avec le Président de la Sixième Commission, il a désigné les Etats Membres suivants comme membres du comité créé par la résolution susdite:

ARGENTINE, AUSTRALIE, BELGIQUE, CHINE, DANEMARK, EGYPTE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, ISRAËL, PAKISTAN, PANAMA, PAYS-BAS, PÉROU, PHILIPPINES, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, VENEZUELA et YUGOSLAVIE.

688 (VII). Question de la définition de l'agression

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 599 (VI) du 31 janvier 1952,

Considérant que les débats auxquels la question de la définition de l'agression a donné lieu aux sixième et septième sessions de l'Assemblée générale ainsi qu'à la Commission du droit international^{*} ont fait apparaître la complexité du problème et la nécessité de procéder à une étude approfondie:

a) Des formes diverses de l'agression,

b) Des rapports d'une définition de l'agression avec le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

^{*} Voir les documents A/2186 et Add.1.

^{*} Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 9, par. 35 et suivants.

c) Des questions soulevées par l'insertion d'une définition de l'agression dans le code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et par son application dans le cadre de la juridiction criminelle internationale,

d) De l'influence d'une définition de l'agression sur l'exercice de la compétence des divers organes des Nations Unies,

e) Des autres problèmes que poserait éventuellement une définition de l'agression,

Considérant que l'on doit continuer de s'efforcer, par une action commune, de formuler une définition généralement acceptable de l'agression, en vue de favoriser la paix et la sécurité internationales et de développer le droit international,

1. *Décide* la création d'un comité spécial de quinze membres composé d'un représentant de chacun des Etats Membres ci-après: Bolivie, Brésil, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Iran, Mexique, Norvège, Pakistan, Pas-Bas, Pologne, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Syrie et Union des Républiques socialistes soviétiques, qui se réunira au Siège de l'Organisation des Nations Unies en 1953;

2. *Demande* à ce comité spécial:

a) De présenter à l'Assemblée générale à sa neuvième session des projets de définition de l'agression ou des projets d'exposé de la notion de l'agression;

b) D'étudier l'ensemble des problèmes ci-dessus indiqués en se plaçant dans l'hypothèse de l'adoption d'une définition par une résolution de l'Assemblée générale;

3. *Invite* le Secrétaire général à communiquer le rapport du Comité spécial aux Etats Membres en vue de provoquer leurs observations, et à inscrire la question à l'ordre du jour provisoire de la neuvième session de l'Assemblée générale.

*408ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.*

689 (VII). Mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale

A

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le mémoire du Secrétaire général sur les mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale^{*},

Reconnaissant qu'il importe d'adopter des mesures appropriées à cet effet qui soient compatibles avec l'accomplissement des tâches de l'Assemblée,

Prenant acte des observations et des suggestions que le Secrétaire général a présentées au sujet du règlement intérieur,

1. *Décide* de constituer un comité spécial composé de quinze membres représentant chacun l'un des Etats Membres dont les noms suivent: Afghanistan, Australie, Chili, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Iran, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni de

^{*} Voir le document A/2206.

Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Uruguay;

2. *Demande* à ce comité spécial d'étudier le mémoire du Secrétaire général et tous autres documents que les Etats Membres auront communiqués au Secrétaire général au sujet de cette question, et de présenter ses recommandations à l'Assemblée générale à sa huitième session;

3. *Invite* le Secrétaire général à communiquer le rapport du Comité spécial aux Etats Membres, aux fins d'observations, et à inscrire la question à l'ordre du jour provisoire de la huitième session de l'Assemblée générale.

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

B

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le mémoire du Secrétaire général sur les mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée générale⁹,

Reconnaissant qu'il est nécessaire d'adopter des mesures tendant à atteindre cet objectif sans limiter les droits des Etats Membres, et notamment le droit d'intervenir librement dans les débats des séances plénières et des diverses Commissions,

Modifie comme suit l'article 2 de son règlement intérieur:

"Sur recommandation du Bureau, l'Assemblée générale fixe, au début de la session, une date pour la clôture de la session."

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

690 (VII). Etat des affaires de réclamation pour dommages subis au service de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'état des affaires de réclamation pour dommages subis

au service de l'Organisation des Nations Unies¹⁰,

Prenant acte que le Secrétaire général, agissant conformément à la résolution 365 (IV) adoptée par l'Assemblée générale le 1er décembre 1949, a présenté à des gouvernements des réclamations internationales tendant à la réparation des dommages subis à la suite du décès d'agents de l'Organisation,

Recommande que ces réclamations soient réglées par les procédures prévues par la résolution 365 (IV).

410ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

691 (VII). Rectification du texte chinois de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

L'Assemblée générale,

Considérant que le Gouvernement chinois a formulé une demande tendant à ce que le texte chinois faisant foi de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide soit rectifié afin que le texte chinois concorde de façon plus étroite avec les autres textes faisant foi de la Convention, et qu'il a présenté à cette fin un texte rectifié¹¹,

Considérant le mémorandum présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale¹²,

Prie le Secrétaire général d'adresser une copie certifiée conforme du texte chinois rectifié de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, ainsi qu'une copie de la présente résolution, à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres visés à l'article XI de la Convention, et d'inviter les Etats qui sont signataires de la Convention, ou qui y sont parties, à lui notifier leur acceptation du texte chinois rectifié ou les objections qu'ils auraient à formuler.

411ème séance plénière,
le 21 décembre 1952.

⁹ Voir le document A/2206.

¹⁰ Voir le document A/2180.

¹¹ Voir le document A/2221, annexe III.

¹² Voir le document A/2221.

RESOLUTION ADOPTÉE SUR LE RAPPORT DU BUREAU

692 (VII). Modification éventuelle de la date d'ouverture des sessions ordinaires de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale

Décide:

1. D'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa huitième session la question suivante: "Modification éventuelle de la date d'ouverture des sessions ordinaires de l'Assemblée générale";

2. De charger le Secrétaire général de rédiger un rapport, qu'il communiquera aux Etats Membres au plus tard cinq semaines avant la date de l'ouverture de la huitième session, sur les conséquences pratiques qu'entraînerait la fixation de la date d'ouverture des sessions ordinaires de l'Assemblée non plus au troisième mardi de septembre, mais à une date antérieure ou postérieure.

*406ème séance plénière,
le 18 décembre 1952.*

RESOLUTION ADOPTÉE SUR LE RAPPORT DU COMITÉ DE NÉGOCIATION DES FONDS EXTRA-BUDGETAIRES

693 (VII). Création d'un Comité de négociation des fonds extra-budgétaires

L'Assemblée générale,

Considérant qu'il faut fixer des procédures permettant de se procurer les fonds destinés à financer des programmes spéciaux pour lesquels aucun crédit n'est inscrit au budget ordinaire de l'Organisation,

Prenant acte du rapport du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires¹ créé à la sixième session de l'Assemblée générale,

Constatant que le Conseil d'administration du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance, au cours de sa session d'octobre 1952, a exprimé l'opinion²:

a) Que la responsabilité des appels de fonds en faveur de cette organisation, qui incombait jusqu'à présent au Directeur général du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance, devrait désormais être partagée entre les gouvernements et le Directeur général,

b) Que la meilleure manière pour les gouvernements de s'acquitter de leur responsabilité dans ce domaine serait d'avoir recours aux bons offices d'un comité de négociation des fonds extra-budgétaires nommé par l'Assemblée générale,

Estimant qu'il y a lieu de constituer à nouveau un Comité de négociation des fonds extra-budgétaires chargé d'aider à se procurer des fonds destinés à l'exécution du Programme élargi d'assistance technique, du programme de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, du programme de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée, du programme du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance, et de tout autre programme spécial que l'Assemblée pourra spécifier et pour lequel aucun crédit n'est inscrit au budget ordinaire de l'Organisation,

1. *Prie* le Président de l'Assemblée générale de nommer un Comité de négociation des fonds extra-budgétaires, composé de dix membres au plus et chargé de procéder aussitôt que possible à des consultations avec les Etats Membres et non membres au sujet des contributions volontaires qu'ils seraient disposés à fournir pour l'exécution du Programme élargi d'assistance tech-

nique, du programme de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, du programme de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée, du programme du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance, et de tout autre programme que l'Assemblée générale pourra approuver, pour lequel aucun crédit n'est inscrit au budget ordinaire de l'Organisation, et pour lequel le Comité de négociation est expressément chargé par l'Assemblée générale d'obtenir des promesses de contributions volontaires de la part des gouvernements;

2. *Autorise* le Comité de négociation à adopter les méthodes les mieux adaptées à l'accomplissement de sa tâche, ayant présentes à l'esprit:

a) La nécessité de maintenir l'identité et l'intégrité de chaque programme;

b) La nécessité d'obtenir des promesses de contributions à chacun de ces programmes ainsi que le versement de ces contributions le plus tôt possible;

c) La nécessité d'assurer la participation la plus large possible et la plus équitable auxdits programmes;

d) L'utilité de veiller à ce que toutes les contributions en nature répondent aux exigences des programmes envisagés;

e) L'importance de l'assistance que pourront continuer de fournir les institutions spécialisées, les Etats non membres et d'autres sources;

3. *Décide* que, dès que le Comité de négociation aura déterminé l'importance des contributions que les Etats sont disposés à apporter, le Secrétaire général convoquera, si le Comité en fait la demande, une ou plusieurs séances spéciales au cours desquelles les Etats, Membres et non membres, pourront faire connaître leurs promesses de contributions;

4. *Invite* le Comité de négociation à faire rapport à l'Assemblée générale à sa huitième session et prie le Secrétaire général d'inscrire ce rapport à l'ordre du jour provisoire de ladite session.

389^{ème} séance plénière,
le 25 octobre 1952.

En conformité des dispositions de la résolution qui précède, le Président de l'Assemblée générale annonce à la 393^{ème} séance plénière, tenue le 11 novembre 1952, qu'il a nommé le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires, lequel est composé des Etats Membres suivants:

AUSTRALIE, CANADA, COLOMBIE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, HAÏTI, LIBAN, PAKISTAN et ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD.

¹ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Annexes, point 43 de l'ordre du jour, document A/2210, Corr.1 et Add.1.

² Voir les Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, quinzième session, Supplément No 2, par. 57 et suivants.

RESOLUTION ADOPTÉE SUR LE RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL DU PROGRAMME DES CONFÉRENCES

694 (VII). Programme des conférences à tenir au Siège et à Genève

L'Assemblée générale,

Prenant acte du rapport et des recommandations¹ du Comité spécial du programme des conférences,

Consciente de la nécessité d'établir un programme de conférences stable et de longue durée qui permette une répartition rationnelle et économique des sessions entre le Siège et Genève, ainsi que l'utilisation judicieuse du personnel et des services des conférences du Siège et de Genève,

Reconnaissant qu'il est important pour l'Organisation des Nations Unies et pour les institutions spécialisées d'avoir un programme régulier de conférences,

1. *Décide* d'arrêter un programme régulier de conférences pour une période de quatre ans à dater du 1er janvier 1954, selon lequel les sessions de tous les organes dont le secrétariat est au Siège se tiendraient à New-York et les sessions de tous les organes dont le secrétariat est à Genève se tiendraient à Genève, sous réserve des exceptions suivantes :

a) Le Conseil économique et social tiendrait chaque année sa session ordinaire d'été à Genève et aucun autre organe des Nations Unies ne siègerait dans cette ville pendant la durée de cette session ;

b) Une ou plusieurs commissions techniques (de préférence une seule) du Conseil économique et social, désignées par le Conseil se réuniraient à Genève, sans chevauchement, entre la mi-mars et la fin avril, pour une durée totale de cinq semaines au maximum ;

c) La Commission du droit international ne siègerait à Genève que lorsque sa session pourrait y être tenue sans qu'il y ait de chevauchement avec la session d'été du Conseil économique et social ;

2. *Prie* le Secrétaire général de communiquer à tous les organes des Nations Unies et aux institutions spécialisées un programme de conférences fondé sur les principes énoncés ci-dessus ;

3. *Recommande* à tous les organes des Nations Unies d'organiser leurs sessions en tenant compte des dates et lieux indiqués dans le programme arrêté par le Secrétaire général et invite les institutions spécialisées intéressées à prendre en considération ce programme dans l'établissement de leurs propres programmes de réunions.

*409ème séance plénière,
le 20 décembre 1952.*

¹ Voir le document A/2323.

RESOLUTIONS ADOPTEES SANS RENVOI A UNE COMMISSION

S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
695 (VII). Rapport du Conseil de sécurité (27 octobre 1952) [point 10].....	71
696 (VII). Nomination des membres de la Commission d'observation pour la paix (6 novembre 1952) [point 24].....	71
697 (VII). Demande d'admission du Japon à l'Organisation de l'aviation civile internationale (6 novembre 1952) [point 64].....	71
698 (VII). Coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées: programme des conférences à tenir au Siège et à Genève (25 novembre 1952) [point 26, b].....	71
699 (VII). Attribution de la mention "Mort pour les Nations Unies" à ceux qui, dans certaines conditions, sont tués au service des Nations Unies (5 décembre 1952) [point 59].....	72

695 (VII). Rapport du Conseil de sécurité*L'Assemblée générale*

Prend acte du rapport¹ du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale pour la période allant du 16 juillet 1951 au 15 juillet 1952.

*390ème séance plénière,
le 27 octobre 1952.*

entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'aviation civile internationale,

Décide d'informer l'Organisation de l'aviation civile internationale qu'elle n'a pas d'objection à l'admission du Japon à ladite organisation.

*391ème séance plénière,
le 6 novembre 1952.*

696 (VII). Nomination des membres de la Commission d'observation pour la paix*L'Assemblée générale*

1. Décide de renommer, pour les années civiles 1953 et 1954, les quatorze membres qui composent actuellement² la Commission d'observation pour la paix;

2. Prie la Commission d'observation pour la paix de poursuivre ses travaux dans les conditions définies à la section B de la résolution 377 A (V) de l'Assemblée générale en date du 3 novembre 1952.

*391ème séance plénière,
le 6 novembre 1952.*

698 (VII). Coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées: programme des conférences à tenir au Siège et à Genève*L'Assemblée générale,*

Considérant le rapport du Secrétaire général sur le programme des conférences à tenir au Siège et à Genève³, établi après consultation avec les Directeurs généraux des institutions spécialisées et les principaux organes intéressés des Nations Unies,

Prenant note de la résolution 458 (XIV) du Conseil économique et social en date du 29 juillet 1952 et des vues exprimées par les membres du Conseil de tutelle et par les Directeurs généraux des institutions spécialisées ayant leur siège en Europe,

1. Réaffirme la conviction qu'un programme régulier devrait être établi qui répartirait de manière rationnelle et économique les conférences et réunions des Nations Unies entre le Siège permanent et le Bureau des Nations Unies à Genève, en utilisant pleinement les facilités disponibles;

2. Charge un comité spécial de douze membres qui seront nommés par le Président de l'Assemblée générale d'élaborer, avec l'assistance du Secrétaire général, un tel programme s'étendant sur une période de trois à cinq ans et comportant à intervalles réguliers des

³ Voir le document A/2243.

697 (VII). Demande d'admission du Japon à l'Organisation de l'aviation civile internationale*L'Assemblée générale,*

Ayant examiné la demande d'admission présentée par le Japon à l'Organisation de l'aviation civile internationale⁴ et transmise par cette organisation à l'Assemblée générale conformément à l'article II de l'accord conclu

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 2.

² Voir la section B de la résolution 377 A (V).

³ Voir le document A/2176.

sessions des Conseils et des commissions techniques à tenir à Genève, et de lui faire rapport¹ aussitôt que possible.

*398ème séance plénière,
le 25 novembre 1952.*

La résolution ci-dessus ayant été adoptée, le Président de l'Assemblée générale désigne les délégations suivantes qui seront représentées au Comité spécial:

ARGENTINE, AUSTRALIE, BELGIQUE, DANEMARK, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, IRAK, PAKISTAN, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, TCHÉCOSLOVAQUIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES et VENEZUELA.

699 (VII). Attribution de la mention "Mort pour les Nations Unies" à ceux qui, dans certaines conditions, sont tués au service des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 92 (I) en date du 7 décembre 1946, relative au sceau officiel et emblème des Nations Unies, 167 (II) en date du 20 octobre 1947, relative au drapeau des Nations Unies et 483 (V) en

¹ Pour le rapport établi par le Comité spécial, voir le document A/2323; pour la résolution adoptée sur ce rapport par l'Assemblée générale [résolution 694 (VII)], voir ci-dessus, page 69.

date du 12 décembre 1950, créant un ruban ou autre décoration des Nations Unies pour ceux qui auront participé, en Corée, à la défense de la paix et des principes de la Charte,

Considérant qu'à côté de ceux qui sont tués en assurant cette défense sous le Commandement des Nations Unies, d'autres ont trouvé ou peuvent trouver la mort au service des Nations Unies à l'occasion d'actions liées à la répression d'une agression ou de missions liées à l'apaisement d'hostilités ou à des efforts en vue d'éviter qu'un différend ou une situation ne dégénèrent en hostilités,

Considérant qu'il est légitime de reconnaître le sacrifice des uns comme des autres à la cause internationale en rendant à leur mémoire un hommage de nature à perpétuer le souvenir de ce sacrifice,

1. *Déclare* que ceux qui sont tués au cours d'une action ou d'une mission de l'Organisation liée au maintien de la paix et de la sécurité internationales, à la prévention ou à l'arrêt des hostilités ou à la répression de l'agression, sont "Morts pour les Nations Unies";

2. *Invite* le Secrétaire général à faire connaître, pour chaque circonstance, les actions ou missions passées, présentes ou futures qui entreraient dans le champ d'application de la présente résolution.

*401ème séance plénière,
le 5 décembre 1952.*